

TABLE DES MATIERES

TABLE DES MATIERES.....	1
RESUME	3
LISTE DES ABREVIATIONS	4
1. INTRODUCTION	7
1.1. CONTEXTE ET JUSTIFICATION.....	7
1.2. OBJECTIFS DU PCD	7
1.3. STRUCTURE DU DOCUMENT.....	7
2. METHODOLOGIE	8
2.1. PREPARATION DE L'ENSEMBLE DU PROCESSUS	8
2.1.1. La préparation de l'ensemble du processus	8
2.2. COLLECTE DES INFORMATIONS ET TRAITEMENT	8
2.2.1. Différents diagnostics (DPNV et DEUC)	8
2.2.2. Cartographie des infrastructures de la Commune	8
2.2.3. Le Diagnostic institutionnel communal (DIC)	8
2.3. CONSOLIDATION DES DONNEES DU DIAGNOSTIC	9
2.4. ATELIER DE PLANIFICATION ET DE PROGRAMMATION COMMUNALE	9
2.4.1. Préparation de l'atelier de planification	9
2.4.2. Restitution des données consolidées du diagnostic	9
2.4.3. Planification	9
2.4.4. Mobilisation des ressources	9
2.4.5. Evaluation environnementale	10
2.4.6. Programmation	10
2.5. MISE EN PLACE DU MECANISME DE SUIVI EVALUATION PARTICIPATIF	10
3. PRESENTATION SOMMAIRE DE LA COMMUNE	11
3.2.1. Climat.....	11
3.2.2. Relief et sol.....	11
3.2.3. Hydrographie	12
3.2.4. Végétation et flore.....	12
3.2.5. Faune et Produits Forestiers Non Ligneux (PFNL)	13
3.2.6. Ressources minières	14
3.2.7. Atouts, potentialités et contraintes du milieu biophysique.....	14
Plan d'occupation et d'utilisation des sols	20
ASPECT	30
6.1. CADRE DE DEPENSES A MOYEN TERME (CDMT)	70
6.3. Cadre sommaire de gestion environnementale du CDMT	81
6.3.1. Les Principaux impacts potentiels et mesures envisageables	81
6.3.2. Plan sommaire de gestion de l'environnement.....	86
6.4. Plan d'investissement annuel (PIA).....	86
6.4.1. Ressources mobilisables et échéances.....	88
6.4.2. Programmation annuelle des projets prioritaires (2012).....	88
6.5. Plan de passation des marchés	93
7. MECANISME DE SUIVI-EVALUATION	95
7.1. COMPOSITION ET ATTRIBUTIONS DU COMITE DE SUIVI-EVALUATION DU PCD	95
7.1.1. Missions du Comité de suivi-évaluation	95
7.1.2. Composition du Comité de suivi.....	95

7.1.3. <i>Les acteurs de la mise en œuvre du PCD</i>	96
7.2. INDICATEURS DE SUIVI ET D’EVALUATION (PAR RAPPORT AU PIA)	96
7.3. MECANISME DE REVISION DU PCD ET DE PREPARATION DU PIA.....	97
8. PLAN DE COMMUNICATION SUR LA MISE EN ŒUVRE DU PCD.....	98
9. CONCLUSION	101
BIBLIOGRAPHIE.....	102
ANNEXES	103

RESUME

Dans le cadre de la convention de financement du Plan Communal de Développement (PCD) et des activités connexes signée entre le Programme National de développement Participatif (PNDP) et la Commune de Batouri, l'organisme d'appui local Réseau d'Appui Développement Communautaire (RADEC) a été recruté pour accompagner cette collectivité dans l'élaboration de cet outil important de développement.

Le PCD de Batouri a été élaboré durant 04 mois dans le cadre d'un processus dynamique et ouvert, mettant à contribution la pleine participation des parties prenantes de la commune (populations à la base, les Elites, la société civile, les sectoriels, le secteur privé et les partenaires au développement). Les différents diagnostics participatifs révèlent entre autres dans la commune de Batouri :

- ❖ Un faible développement de l'institution communale
- ❖ Une grande pauvreté de la Commune en infrastructures sociales et économiques de base, notamment dans le secteur de l'éducation, la santé, l'eau, à l'électricité, aux infrastructures marchandes, etc.
- ❖ Un enclavement des populations dû à un entretien insuffisant des routes et voies de désertes ;
- ❖ une insuffisance en personnel qualifié, en infrastructures et d'équipements sanitaires et scolaires ;
- ❖ un faible développement de l'économie locale.

Le PCD de Batouri a été validé le par le Conseil Municipal Elargi aux Sectoriels (COMES) le 16 décembre 2011. Les projets contenus dans ce document sont liés :

- ❖ à l'amélioration quantitative et qualitative des infrastructures de base dans les secteurs de l'éducation, la santé, l'eau, l'énergie, la route, le commerce, le tourisme, le sport et loisir, etc.) ;
- ❖ à l'amélioration de la santé des populations (accessibilité, qualité des soins, combattre le VIH/SIDA, etc.)
- ❖ au renforcement des capacités de l'institution communale (qualité des ressources humaines, gestion communale, accroissement et sécurisation du patrimoine, etc.) ;
- ❖ à la protection de l'environnement et à la gestion durable des ressources naturelles
- ❖ l'amélioration de l'économie locale et des recettes communales.

Le coût total estimatif du Plan Communal de Développement (PCD) s'élève à **15 844 731 500 FCFA** (Quinze milliards huit cent quarante quatre millions sept cent trente un mille cinq cent francs CFA), dont **12 176 965 000 FCFA** (Douze milliards cent soixante seize mille neuf cent soixante cinq mille) **d'investissement** et **3 140 529 000 FCFA** (Trois milliards cent quarante millions cinq cent vingt neuf mille francs) de **fonctionnement** pour **527 237 500 FCFA** (Cinq cent vingt sept millions deux cent trente sept mille cinq cent francs) à mobiliser sur fond propres de la Commune et auprès des partenaires (FEICOM, ETAT, PPTTE, PNDP, PDRE, PLAN CAMEROUN, CROIX ROUGE FRANÇAISE, etc.)

A l'issue du processus et après concertations élargies, un Comité de Suivi-Evaluation a été mis en place pour assurer le pilotage du PCD. Une fois que le PCD sera approuvé par le préfet du département de la Kadey, il est impérieux que le Comité de suivi adopte une démarche préalable à la mise en œuvre du plan, notamment à travers la communication et le marketing du PCD visant la mobilisation des financements et à solliciter la participation des populations locales et à obtenir l'adhésion des différents acteurs.

LISTE DES ABREVIATIONS

AES-SONEL	:	American Electricity Society – Société Nationale d'Electricité
AGR	:	Activités Génératrice de Revenus
AO	:	Appel d'Offre
APEE	:	Association des Parents d'Elèves et Enseignants
APP	:	Analyse des Parties Prenantes
ARV	:	Anti Rétro Viral
AS	:	Aide Soignant
ATMS	:	Agent Technico Médico Sanitaire
Bac	:	Baccalauréat
BEPC	:	Brevet d'Etudes du Premier Cycle
BIP	:	Budget d'Investissement Public
BIR	:	Bataillon d'Intervention Rapide
C.A.C	:	Centimes Additionnels Communaux
CAMTEL	:	Cameroon Télécommunication
CAMWATER	:	Cameroon Water
CAPAM	:	Cadre d'Appui aux Artisans Miniers
CC	:	Comité de Concertation
CEFAM	:	Centre de Formation des Administrateurs Municipaux
CEPE	:	Certificat d'Etudes Primaires et Elémentaires
CES	:	Collège d'Enseignement Secondaire
CETAC	:	Compagnie d'Exploitation du Tabac du Cameroun
CETIC	:	Collège d'Enseignement Technique, Industriel et Commercial
CM	:	Conseil Municipal
CNJ	:	Conseil National de la Jeunesse
CNLS	:	Comité National de Lutte Contre le Sida
CNPS	:	Caisse Nationale de Prévoyance Sociale
COGE	:	Comité de Gestion de l'Eau
COPIL	:	Comité de Pilotage
COSA	:	Comité de Santé
CSE	:	Comité de Suivi Evaluation
CSI	:	Centre de Santé Intégré
CV	:	Curriculum Vitae
CVUC	:	Communes et villes Unies du Cameroun
DAO	:	Dossier d'Appel d'Offres
DEUC	:	Diagnostic Espace Urbain Communal
DIC	:	Diagnostic institutionnel communal
DPNV	:	Diagnostic Participatif Niveau Village
DSCE	:	Document de Stratégie de Croissance et de l'Emploi
EP	:	Ecole Publique
ESTOD	:	Environnement, santé, tourisme et Développement durable
F CFA	:	Franc des Colonies Française d'Afrique
FECAFOOT	:	Fédération Camerounaise de Football
FEICOM	:	Fonds d'Equipement et d'Investissement des Communes
GIC	:	Groupes d'Initiatives Communes
GIZ	:	Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit
GPS	:	Global Positioning système
HCR	:	Haut Commissariat des Réfugiés
HIMO	:	Haute Intensité de Main d'Œuvre
IDE	:	Infirmier Diplômé d'Etat
IEMP	:	Instituteur de l'Enseignement Maternel et Primaire
IITA	:	Institut International pour l'Agriculture Tropicale
IOV	:	Indicateur Objectivement Vérifiable
IST	:	Infection Sexuellement Transmissible
MARPP	:	Méthode Accélérée de Recherche Planification Participative

MCT	:	Mont Cameroon Tobacco
MDV	:	Moyen de vérification
MINADER	:	Ministère de l'Agriculture et du Développement Rural
MINAS	:	Ministère des Affaires Sociales
MINDUH	:	Ministère du Développement Urbain et de l'Habitat
MINEDUB	:	Ministère de l'Education de Base
MINEE	:	Ministère de l'Eau et de l'Energie
MINEPIA	:	Ministère de l'Elevage, des pêches et Industries animales
MINESEC	:	Ministère des Enseignements Secondaires
MINFOF	:	Ministère de la Forêt et de la Faune
MINTP	:	Ministère des Travaux Publics
MTN	:	Mobile Telephony Network
NTIC	:	Nouvelles Technologies de l'Information et de la Communication
OAL	:	Organismes d'Appui Local
OSC	:	Organisation de la Société Civile
PADDZOF	:	Projet pilote d'Appui au Développement local Durable en Zone Frontalière
PAM	:	Programme Alimentaire Mondial
PCD	:	Plan Communal de Développement
PFNL	:	Produits Forestiers Non Ligneux
PIA	:	Plan d'Investissement Annuel
PNDP	:	Programme National de Développement Participatif
PNDRT	:	Programme National de Développement des Racines et Tubercules
PNUD	:	Programme des Nations Unies pour le Développement
PNVRA	:	Programme National de Vulgarisation et de Recherche Agricole
PS	:	Plan Stratégique
PV	:	Procès Verbal
PVVIH	:	Personne Vivant avec le Virus de l'Immuno Déficience Humaine
RADEC	:	Réseau d'Appui au Développement Communautaire
RCA	:	République Centre Africaine
RD	:	Route Départementale
RDPC	:	Rassemblement Démocratique du Peuple du Camerounais
SAR/SM	:	Section Artisanale Rurale/Section Ménagère
SDE	:	Services Déconcentrés de l'Etat
SEPO	:	Succès, Echecs, Potentialités et Obstacles
SIDA	:	Syndrome de l'Immuno Déficience Acquise
SNV	:	Organisation Néerlandaise de Développement
UNESCO	:	Organisation des Nations Unies pour l'Education, la Science et la Culture
UNHCR	:	Haut Commissariat des Nation Unies pour les Réfugiés
UNICEF	:	Organisation des Nations Unies pour l'Enfance
UPEC	:	Unité de Prise en Charge

LISTE DES FIGURES

Figure n°1 : Diagramme des précipitations de BATOURI	12
Figure 2: Répartition par sexe et la proportion des enfants	17
Figure 3 : Représentation du poids des activités économiques	19

LISTE DES CARTES

carte n°1 : Délimitation de l'arrondissement de Batouri.....	13
Carte 2 : Localisation de la forêt communale de Batouri.....	14

LISTE DES PHOTOS

Photo 1: vue de la forêt communale de Batouri.....	13
<u>Photos n°2</u> : Produits de la chasse et PFNL prélevés dans la forêt.....	16
<u>Photo3</u> : Lavage de l'or à Kambélé 3.....	19

LISTE DES TABLEAUX

Tableau 1: Données démographiques des principaux espaces urbains.	17
Tableau 2: Caractéristiques des populations vulnérables	17
Tableau 3 : Besoins en enseignants, salles de classe et tables bancs ...	22
Tableau N° 4: Succession des Maire dans la commune de Batouri....	24
Tableau 5: Répartition du personnel permanent en fonction du niveau d'étude.....	24
Tableau 6 : Répartition des conseillers par niveau d'instruction.....	25
Tableau 7: Synthèse de la situation de la GPC	28
Tableau 8: Nature des relations avec les partenaires de la commune...	29
Tableau 10 : Axes de renforcement.....	31
Tableau 11 : Programme des activités de développement	32
Tableau 12: Principaux problèmes et besoins par secteur	34
Tableau 13 : Budget estimatif du PCP.....	82
Tableau 14 : Cadres de Dépenses à Moyen terme (CDMT).....	85
Tableau 15: Principaux impacts socio-environnementaux et mesures envisageables.....	89
Tableau 16: Plan de gestion environnementale triennal : 2012-2014.....	105
Tableau 17: Budget du Plan d'Investissement annuel 2012.....	106
Tableau 18 : Programmation du PIA 2012.....	110
Tableau 19: Plan de passation et d'exécution des marchés.....	118
Tableau 20 : Composition du Comité de Suivi.....	121
Tableau 21 : Rôle des acteurs de la mise en œuvre du suivi évaluation...	122
Tableau 22: Indicateurs de suivi et d'évaluation.....	122

LISTE DES ANNEXES

Annexe 1: Fiches de projets du CDM.....	104
Annexe 2 : Analyse des parties prenantes de la Commune	Erreur ! Signet non défini.

1. INTRODUCTION

1.1. Contexte et justification

Dans le cadre de la nouvelle dynamique sociopolitique marquée par le processus de la décentralisation et du développement économique et social, la Loi N°2004/017 du 22 Juillet 2004 portant orientation de la décentralisation confère aux Communes et aux régions, la compétence d'élaborer et d'exécuter leurs politiques et plans de développement dans le respect des grandes orientations de l'Etat.

Dans ce contexte, avec l'aide des partenaires au développement, le Gouvernement du Cameroun met en œuvre le **Programme National de Développement Participatif (PNDP)** afin de permettre aux Communes de prendre leurs responsabilités dans le processus progressif de décentralisation, et de se doter des moyens d'une participation effective au processus de développement.

Dans ce cadre, et en raison des nouveaux défis auxquels les Communes fragiles et peu outillées devront faire face, le PNDP utilise dans sa stratégie d'intervention des Organismes d'Appui Local (OAL) pour accompagner les Communes dans le processus de planification. À ce titre, la Commune de Batouri a confié au Réseau d'Appui au Développement Communautaire (RADEC) sur la base de ses qualifications et expériences, la mission de lui doter d'un Plan Communal de Développement (PCD), tout en lui transférant les compétences en planification et programmation lui permettant d'actualiser ledit plan et d'élaborer le Plan d'Investissement Annuel (PIA).

Le processus de planification communal s'est déroulé du 29 juillet 2011 au 16 décembre 2011 et en respectant le cahier de charge y relatif.

1.2. Objectifs du PCD

Les objectifs poursuivis par le Plan Communal de Développement de Batouri sont les suivants :

- Elaborer une vision partagée de développement et des actions attenantes de la Commune ;
- Définir les orientations du développement local et servir de référence à tous les secteurs;
- Identifier les objectifs et les priorités de développement ;
- Déterminer les conditions et les moyens de réalisation de ces objectifs de développement.

1.3. Structure du document

Le présent rapport est structuré de la manière suivante :

- Résumé
- Introduction
- Méthodologie générale
- Monographie de la commune de Batouri
- Plan de développement stratégique par secteur
- Cadre de Dépenses à Moyen Terme (CDMT)
- Evaluation Environnementale Sommaire du CDMT
- Plan d'investissement annuel (PIA)
- Plan de Passation Annuel de marché
- Bibliographie
- Annexes.

2. METHODOLOGIE

2.1. Préparation de l'ensemble du processus

La préparation a été réalisée en suivant les étapes suivantes :

2.1.1. La préparation de l'ensemble du processus

Elle a débuté par la préparation pédagogique, avec la mise à niveau des six (06) équipes de 04 planificateurs chacune recrutées pour accompagner le processus au niveau des villages, des espaces urbains et de la mairie. Ces équipes ont été formées sur les orientations du PNDP en matière de planification communale et des recommandations formulées dans le cahier de charge du RADEC. La préparation de l'ensemble du processus s'est poursuivie avec une rencontre de prise de contact avec l'équipe municipale et le comité de pilotage du PCD. Au cours de cette rencontre, les équipes des planificateurs ont été présentées et le chronogramme d'intervention validé.

Le 29 juillet 2011, un atelier d'information et de lancement officiel du processus de planification communale a été organisé en vue de l'information/sensibilisation du public, des populations, autorités administratives et traditionnelles sur les objectifs, l'importance, la démarche et les résultats attendus du processus.

2.2. Collecte des informations et traitement

2.2.1. Différents diagnostics (DPNV et DEUC)

A l'aide des outils de la MARPP, des séances de travail de trois à quatre jours ont été tenues avec les populations respectives des différents villages et de l'espace urbain communal. Au cours des dites séances, les planificateurs constitués en équipes pluridisciplinaires ont facilité les échanges et collectés des données diverses sur les différents secteurs d'activité et de la vie des populations. Parallèlement, les données secondaires de chaque localité ont été recueillies à l'aide des fiches prévues à cet effet, puis analysées au fur et à mesure du déroulement du processus.

La collecte des données a donné lieu à l'identification et l'analyse des problèmes de développement secteur par secteur. De cette analyse, s'est dégagée une planification locale des actions endogènes, basées sur les solutions sur lesquelles les populations ont voulu et dit être capables d'agir.

Pour le suivi et la mise en œuvre des actions endogènes, un bureau de comité de concertation (CC) a été constitué et installé dans chaque communauté en présence de l'assemblée.

2.2.2. Cartographie des infrastructures de la Commune

Cette étape a consisté à sillonner tous les villages et l'espace urbain communal par une équipe de cartographes en collaboration avec des personnes ressources endogènes, en vue du pointage par GPS (Global Position System) des infrastructures existantes. Les données ainsi collectées ont été consignées au fur et à mesure sur des fiches prévues à cet effet et sauvegardées en même temps dans l'appareil pour une exploitation ultérieure.

2.2.3. Le Diagnostic institutionnel communal (DIC)

La démarche du DIC a associé les différents membres de l'équipe communale et d'autres personnes ressources tel que le Receveur Municipal et les sectoriels représentés dans l'espace communal. Deux techniques principales ont été adoptées : il s'agit de l'auto analyse en groupe

et des entretiens bilatéraux. Cela a permis de profiter au maximum de la présence des participants en leur donnant des espaces pour se confronter et des moments pour s'exprimer plus librement. En plus des outils appropriés du DIC, certains outils de la MARP ont été utilisés.

2.3. Consolidation des données du diagnostic

La consolidation est intervenue après le dépouillement, le traitement et l'analyse des données collectées pour chaque type de diagnostic.

Les données collectées pendant la phase préparatoire et complétées grâce aux différents diagnostics ont été organisées et synthétisées par le RADEC. Ainsi, la vérification des informations recherchées et leur pertinence a été effectuée à travers la triangulation des différentes sources exploitées.

Un atelier de restitution et de validation des résultats des diagnostics a été tenu à la maison du parti de Batouri le 25 novembre 2011. Cet atelier regroupait entre autres participants l'équipe communale et les différents représentants des comités de concertation mis en place dans les villages et l'espace urbain et les sectoriels. Cela a permis de valider le diagnostic devant une assise plus importante et de faciliter la circulation des résultats. La validation des données consolidées du diagnostic a été assortie d'un procès verbal signé par les parties concernées.

2.4. Atelier de planification et de programmation communale

2.4.1. Préparation de l'atelier de planification

Après l'élaboration des termes de référence et du programme de l'atelier, des correspondances ont été préparées et signées par le Maire avant d'être adressées aux différents participants. Etaient conviés à cet atelier, en plus de tous les conseillers municipaux de la Commune, les sectoriels (Délégués départementaux de la Kadey), les présidents des comités de concertation et certaines personnes ressources. Cette préparation a été effectuée conjointement avec le Maire.

2.4.2. Restitution des données consolidées du diagnostic

Il s'est agi de rappeler et de finaliser les principaux résultats et produits des différents diagnostics en guise d'introduction à la planification. Cette étape a été suivie par la constitution des groupes thématiques pour l'analyse des acteurs, des parties prenantes et des approches alternatives de même que la détermination des axes stratégiques des objectifs globaux du PCD.

2.4.3. Planification

Elle s'est déroulée à travers un atelier qui a eu lieu du 08 au 10 décembre 2011 à la salle des actes de la commune de Batouri. L'étape de planification a consisté à exploiter les outils : les tableaux des données consolidées des différents diagnostics (DPNV, DIC et DEUC) et les différents tableaux des problèmes par secteur ; à analyser les axes stratégiques en vue de l'élaboration des différents cadres logiques d'intervention. Le résultat de l'analyse des approches alternatives et des parties prenantes, les axes stratégiques et objectifs sectoriels préalablement définis ont par la suite servi à l'élaboration du Cadre des Dépenses à Moyen Terme (3 ans) en fonction des actions prioritaires adoptées par les participants et du plan d'investissement annuel.

2.4.4. Mobilisation des ressources

En prélude à l'élaboration du Plan d'Investissement Annuel (PIA), l'exécutif communal a été amené à recenser les ressources disponibles devant contribuer à la mise en œuvre des actions retenues. La liste des dites ressources a été présentée aux participants avant l'étape de planification opérationnelle. Les ressources ainsi recensées étaient de natures diverses : fonds propres et dotations diverses.

2.4.5. Evaluation environnementale

Il s'est agi ici pour chaque type de projet d'analyser les impacts environnementaux et sociaux potentiels et d'en prévoir les mesures d'optimisation/d'atténuation

2.4.6. Programmation

Un plan d'investissement annuel a été extirpé du plan d'action triennal en fonction des actions prioritaires de la Commune et des ressources disponibles. Ainsi, les différents acteurs/responsables des opérations retenues ont été identifiés. Une liste des projets prioritaires devant faire l'objet de la passation de marché en 2012 a également été dressé. De même, les fiches de projets pour les mêmes actions ont été élaborées selon un canevas prévu à cet effet. Outre la programmation des opérations identifiées, le calendrier de passation des marchés a été établi.

2.5. Mise en place du mécanisme de suivi évaluation participatif

Au terme du processus de planification, un comité de suivi évaluation du PCD a été constitué en vue de veiller à la mise en œuvre effective du PCD. Ledit comité est composé des représentants de la Commune, des personnes ressources, des sectoriels, des représentants des associations et des autorités traditionnelles locales. La mise en place dudit comité sera sanctionnée par un arrêté municipal.

3. PRESENTATION SOMMAIRE DE LA COMMUNE

3.1. Localisation de la commune

La commune de Batouri est située dans le département de la Kadey, dans la région de l'Est. La commune de Batouri a été créée par décret n° 230 du 07 Juin 1955 du Ministère de l'Administration Territoriale. Elle couvre une superficie de 5 786 km². Elle est limitée au nord par l'Arrondissement de Ketté, à l'Est par la RCA, au Sud-Est par l'Arrondissement de Kentzou (frontière RCA) ; au Sud par les Arrondissements de Mbang et Ndélélé, à l'Ouest par le Département de Lom et Djerem.

3.2. Milieu biophysique

3.2.1. Climat

La commune de BATOURI est soumise dans son ensemble à l'influence d'un climat équatorial chaud et humide de type guinéen classique à deux saisons de pluies entrecoupées de deux saisons sèches. Au cours de l'année, les saisons se succèdent de manière suivante :

- La petite saison des pluies de mi-mars à juin ;
- La petite saison sèche de juin à mi-août ;
- La grande saison des pluies de mi-août à mi-novembre ;
- La grande saison sèche de mi-novembre à mi-mars

Cette alternance de saison influe grandement sur le régime des pluies dans la zone de Batouri tel que l'illustre la figure ci-dessous.

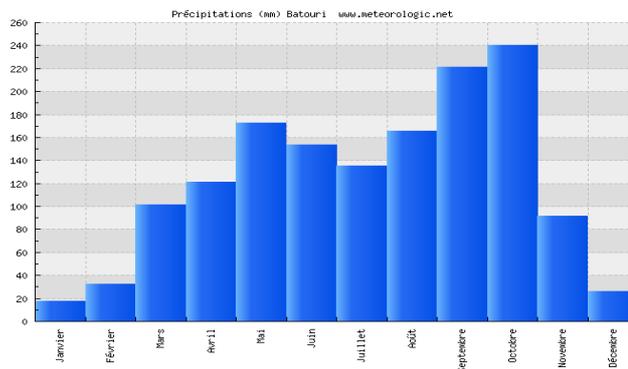


Figure n°1 : Diagramme des précipitations de BATOURI

Les précipitations annuelles moyennes se situent entre 1500 et 2000 mm (hauteur moyenne mensuelle de pluie sur les 25 dernières années : 1700). La température moyenne de la région oscille autour de 23°C. Dans des telles conditions, on peut cultiver une gamme variée de tubercules, céréales et fruits toute l'année.

3.2.2. Relief et sol

Le relief dominant de la commune de Batouri est relativement plat et avec une altitude moyenne qui oscille entre 600 et 1000 m d'altitude. Le paysage est celui d'une pénéplaine accidentée par endroit, supportant un couvert forestier et de savane. Des pentes abruptes peuvent être observées, mais elles restent très localisées.

Deux principaux types de sols se rencontrent dans cette localité à savoir les sols ferrallitiques et les sols hydromorphes. Les sols hydromorphes se rencontrent essentiellement dans les zones marécageuses et aux abords des cours d'eau. Le matériel parental est essentiellement

composé de quartzites et de granites. La Commune est une réserve des terres fertiles exploitables.

3.2.3. Hydrographie

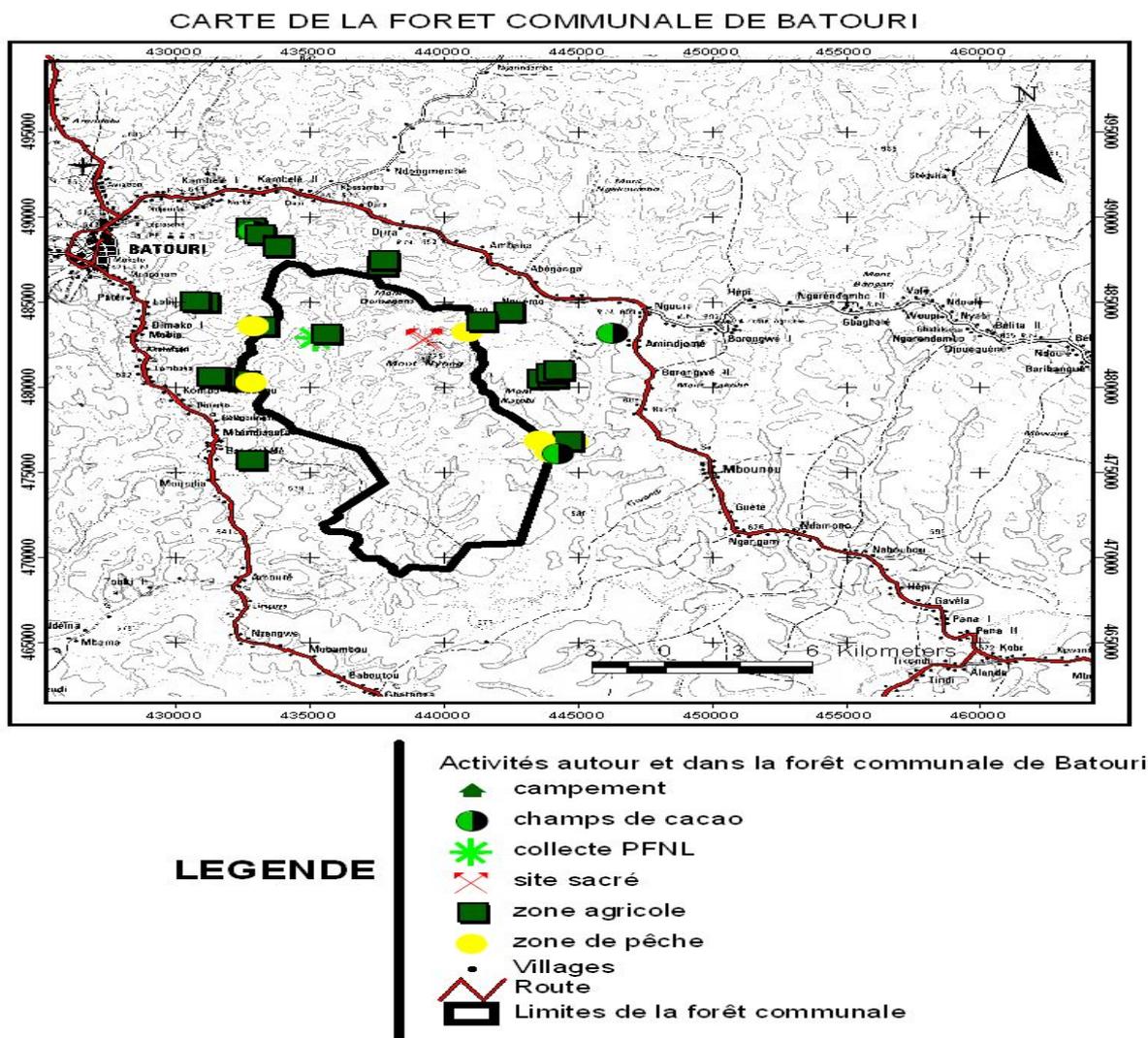
Le réseau hydrographique est constitué des nombreuses rivières (BELINGONGA, MONDIM, DJENGOU, BOKOTO, KPWANGALA, BOUNGMAMA, MAMA, BIL, TOUKI, NOL, DJA ET DJENGUE ...) qui se convergent toutes vers le fleuve Kadey.

3.2.4. Végétation et flore

La végétation comprend une savane herbeuse au nord et une forêt luxuriante au Sud. L'Arrondissement présente des alternances de savanes herbeuses, de galeries forestières qui font place au Sud à la grande forêt sur une péninsule qui s'abaisse du Nord-Ouest au Sud-est dans une altitude moyenne de 700m.

L'Exécutif communal a initié le processus de classement et de gestion durable de la forêt communale de Batouri ; initiative qui a eu l'accord du conseil municipal et le soutien du Centre Technique de la Forêt Communale (CTFC).

La forêt communale est constituée par un bloc de forêt de **14 326 hectares** d'un seul tenant située entre les axes routier Batouri – Ndélélé d'une part et Batouri-Lila d'autre part. Le bloc de forêt concerné a été réservé dans le plan de zonage du Sud Cameroun élaboré par le Ministère de l'Environnement et des Forêts en 1995



Carte N° 2 : Localisation de la forêt communale de Batouri

La zone forestière communale est caractérisée par des formations végétales qualifiées de forêt dense humide sempervirente, alternant avec la forêt semi décidue à grandes superficies de forêts marécageuses. Les familles dominantes sont :

- les Combrétacées ;
- les Sterculiacées ;
- les Méliacées ;
- les Ochnacées.

Les essences ligneuses dominantes sont présentées dans le tableau suivant :

Tableau n°1 : Essences forestières dominantes recensé dans la forêt communale de Batouri

Nom commercial	Nom scientifique
Movingui	<i>Distemonanthus benthamianus</i>
Tali	<i>Erythrophleum suaveolens</i>
Sapelli	<i>Entandrophragma cylindicum</i>
Sipo	<i>Entandrophragma utile</i>
Bibolo	<i>Lovoa trichilioides</i>
Iroko	<i>Chlorophora excelsa</i>
Kossipo	<i>Entandrophragma candolei</i>
Okan	<i>Cilicodiscus gabonensis</i>
Ilomba	<i>Pycnanthus angolensis</i>
Fraké	<i>Terminalia superba</i>
Bilinga	<i>Nauclea diderrichii</i>
Moabi	<i>Baillonella toxisperma</i>
Padouk	<i>Ptérocarpus soyauxii</i>

Source : Rapport Enquête socioéconomique autour de la forêt communale, 2009

3.2.5. Faune et Produits Forestiers Non Ligneux (PFNL)

La Commune de Batouri est pauvre en faune sauvage. Les grands mammifères ont complètement disparu. Les rares espèces rencontrées sont entre autres les aulacodes, les céphalophes, les serpents boa, les cricétomes, les athérures. Il n'existe pas d'aire protégée. Les espèces fauniques et l'importance de leur abondance est présenté dans le tableau suivant :

Tableau n° 2 : espèces fauniques et leur potentiel

Espèces fauniques		Potentiel		
Nom commun	Nom scientifiques	Abondant	Rare	Presque disparu
Lièvres	<i>Lepus sp</i>	Oui	-	-
Sanglier	-	-	Oui	-
Pangolins géants	<i>Manis gigantea</i>	-	-	Oui
Potamochère	<i>Potamochoerus porcus</i>	-	Oui	-
Hylochère	<i>Hylochoerus meinertzhageni</i>	-	Oui	-
Aulacode	<i>Thryonomis swinderianus</i>	Oui	-	-
Athérure (porc-épic)	<i>Hystrix sp</i>	Oui	-	-
Tortue	<i>Kinixys sp</i>	-	-	Oui
Serpent boa		-	Oui	-
Vipère	<i>Bitis gabonensis</i>	Oui	-	-

Source : Rapport Enquête socioéconomique autour de la forêt communale, 2009

Le tableau ci-dessous présente les principaux PFNL identifiés dans la commune, ainsi que leurs utilisations :

Tableau n°3 : Principaux PFNL identifiés dans la FCB

Nom commun	Nom scientifique	Utilisation locale	Importance économique	Niveau d'exploitation
Djangsang	<i>Ricinodendron heudelotii</i>	Consommation (condiment)	Produit prisé et fortement commercialisé	Très fort par les femmes exclusivement
Feuilles de jonc	-	Conditionnement des aliments (bâton de manioc, mets de pistaches, poisson)	Produit prisé et fortement commercialisé	Elevé Acteurs impliqués : homme, femmes, jeunes
Okok	<i>Gnetum africanum</i>	Aliment	Produit prisé et fortement commercialisé	Elève Acteurs impliqués : homme, femmes, jeunes
Andok	<i>Irvingia gabonensis</i>	Aliment	Produit prisé et fortement commercialisé	Produit saisonnier Acteurs impliqués : homme, femmes, jeunes
Rotin	-	Matière première pour l'artisanat	Faible	Faible Exploité par les hommes
Raphia	-	Construction (charpente, toiture, clôture, fenêtre, etc.) Ameublement (lit, banc, fauteuil, étagère, armoire, etc.) Consommation (vin, fruit)	Produit très consommé (environ 80% construction en natte de raphia)	Surexploitation avec impact sur l'environnement (assèchement des cours d'eau, etc.)

Source : Rapport Enquête socioéconomique autour de la forêt communale, 2009

3.2.6. Ressources minières

Batouri est une zone minière. On y retrouve de nombreux puits d'or à exploitation artisanale. Une société minière (AFRICA ORA) conduit des travaux de prospection dans la commune en vue de déterminer le potentiel en or et en Diamant. Notons en passant que l'attraction des populations par l'exploitation minière bien qu'artisanale est tellement forte qu'elle est à l'origine de la déperdition scolaire des jeunes dans les localités riveraines des chantiers d'or. A côté de l'or et du diamant, il existe dans la plupart des villages, des gisements de pierres (moellons) et de sables encore sous exploités.

3.2.7. Atouts, potentialités et contraintes du milieu biophysique

Le milieu biophysique de la commune de Batouri regorge d'un certain nombre d'atouts/potentialités. Il s'agit :

➤ Atouts et potentialités

- Relief peu accidenté
- Climat favorable à l'agriculture et à l'élevage ;
- Abondance et disponibilité des terres fertiles et exploitables ;
- Existence des gisements d'or, de sable, de moellons et de diamant ;
- Existence des sources d'eau aménageables ;
- Existence d'une hydrographie assez importante ;
- Végétation abondante et diversifiée (savane arbustive, forêt) ;
- Disponibilité des pâturages ;

➤ Contraintes

Le milieu biophysique de la commune de Batouri présente aussi quelques contraintes à savoir :

- Destruction de l'environnement du fait de l'exploitation minière anarchique et artisanale (bouleversement/détournement du lit des cours d'eau, création et abandon de multiples trous dans les espaces agropastoraux,...) ;
- Perturbations climatiques;
- Chasse et pêche par empoisonnement;
- Dégradation accentuée du réseau routier (enclavement de la commune) ;
- Destruction du couvert végétal par les feux de brousse et la coupe sauvage de bois;
- Destruction des exploitations agricoles et du réseau routier par les bœufs.

3.3. Milieu humain

3.3.1. Histoire de la Commune

Collectivité publique locale, La commune de Batouri depuis sa création a été au centre de plusieurs mutations sur le plan administratif et organisationnel.

La ville de Batouri est créée en 1921 pendant la période coloniale pour se voir conférer le titre de « chef-lieu de la région de l'Est » par les Allemands. La commune mixte rurale de Batouri naît, quant à elle, en 1955, avec une superficie de 22000 km², une des plus vastes parmi les trois du genre, appartenant à l'Etat fédéral du Cameroun Oriental. Cette superficie a depuis longtemps diminué, avec la création des Communes Rurales dans les nouvelles unités administrative du département de la Kadey. La Commune de Batouri s'étend aujourd'hui sur une superficie de 5 786 km².

De 1955 à ce jour, les Maires ci-après se sont succédé à la tête de la Commune de Batouri, de mémoire populaire :

Tableau 4: Succession des Maire dans la commune de Batouri

N°	Années	Succession des Maire	Observations
01	1955 à 1959	A. PAILLAS	Administrateur français
02	1959 à 1960	Félix SABAL LECCO	Administrateur Maire, 1 ^{er} Camerounais
03	1960	MBARGA	Administrateur Maire
04	1960 à 1961	OWONA	Administrateur Maire
05	1961 à 1966	MARIGOH MBOUA Marcel	Député Maire, 1 ^{er} fils de la région
06	1966 à 1971	KOAMBI Dieudonné David	Maire, 2 ^{eme} fils de la région
07	1971 à 1985	MOUCHILI	Sous-préfet Maire
08	1985 à 1997	ADJIBOLO Philémon	Maire élu
09	1997 à Juin 2002	MOUSSA BELL Rémy	Maire élu
10	2002 à Juillet 2007	DIMBELE BOUI Martin	Maire élu
11	Juillet 2007 à nos jours	DIMBA GOMBO Pierre	Maire élu

3.3.2. Populations

3.3.2.1. Taille et structure de la population

La commune de Batouri a aujourd'hui une population de 67 007 habitants dont 32 816 hommes et 34 191 femmes d'après le dernier recensement (PGPH 2005).

Les femmes et les enfants sont les plus nombreux. Ces deux groupes des populations méritent une attention particulière dans la planification communale, notamment dans les domaines sociaux de base (santé, éducation, emplois, etc.).

3.3.2.2. Groupes ethniques et relations inter-ethniques

La Commune de Batouri à une population cosmopolite. On y retrouve les Kako, Gbaya, Yanguelé, foubés, bororos en grand nombre. Les Bamiléké, Bamouns, Maka, Bétis, Bassa et autres en petit nombre. Chaque groupe a un apport sur le plan culturel mais également économique. Ces différents groupes ethniques vivent en parfaite harmonie.

3.3.2.3. Religion

La population de Batouri est en majorité monothéiste ; elle pratique principalement deux grandes religions notamment l'Islam et le Christianisme. Le christianisme s'éclate en plusieurs sous groupes dont les principaux sont les Adventistes, les Luthériens et les Catholiques. La foi Bahai est aussi représentée, mais elle est très minoritaire.

3.3.2.4. Mobilité de la population

Tout comme dans le reste du pays, les populations de la commune de Batouri se déplacent à la fois à l'intérieur et à l'extérieur de leur commune. Celles-ci se déplacent pour des raisons de santé, de ravitaillement, de scolarité, de travail, de visites familiales, de salaires.

En raison du mauvais état des routes avec pour corolaire le coût élevé et les conditions difficiles de transport, la mobilité des populations de la commune de Batouri est extrêmement difficile, surtout en saison pluvieuse.

3.3.2.5. **Caractérisation des populations vulnérables**

Les populations vulnérables de la commune de Batouri sont constituées des réfugiés centrafricains, des handicapés, des orphelins, des personnes du 3^{ème} âge. Le tableau ci-dessous présente leurs effectifs tels que estimés par les Enquêteurs.

Tableau 5 : Caractéristiques des populations vulnérables dans la commune de Batouri

Population de la commune	EFFECTIFS/COUCHES VULNERABLES									
	Handicapés moteurs	Handicapés visuels	Orphelins vulnérables (mineurs)	Enfants de la rue	Pygmées	Bororo	Grands malades	Personnes du 3 ^e âge	Refugiés	Total des couches vulnérables
78 201	328	564	6 923	18	0	9 619	0	4 198	3 785	25 435

Source: Synthèse fiches de collecte DEUC et DPNV Batouri, 2011.

Ainsi donc, les populations vulnérables représentent 32,52% de la population totale de Batouri. Leur vulnérabilité est perceptible sur le plan alimentaire, sur le plan socioéconomique et sur le plan de la santé.

a) **Vulnérabilité alimentaire des populations**

Plus de 2/3 des ménages dans la Commune de Batouri sont en situation de vulnérabilité alimentaire. Cette situation est très sévère chez les enfants et les femmes enceintes. La pauvreté alimentaire est imputable, à la monotonie alimentaire, à l'insuffisance de la production et de l'offre des produits alimentaires sur les marchés de la Commune. En plus, les prix de certaines denrées alimentaires sont élevés, accentuant la pauvreté alimentaire dans la Commune.

b) **Vulnérabilité socio-économique**

La vulnérabilité socio-économique est due au taux élevé de sous scolarisation et l'analphabétisme, justifié par le manque d'intérêt des parents pour l'école et le coût élevé d'accès à l'école.

c) **Vulnérabilité des populations sur le plan sanitaire**

Les femmes enceintes, les orphelins, les jeunes de 0-5 ans et les personnes de plus de 50 ans constituent les couches les plus vulnérables sur le plan de la santé de part les conditions où la santé de la mère et de l'enfant sont les plus précaires, liées aux grossesses multiples et rapprochées, aux accouchements dans des conditions défectueuses, à l'insuffisance des mesures d'assainissement.

Le paludisme est la principale cause de mortalité et de morbidité au sein des couches les plus vulnérables.

En ce qui concerne le VIH/SIDA, plusieurs barrières continuent à entraver la lutte contre ce fléau dans la Commune de Batouri, notamment : les us et les coutumes, l'alcoolisme, l'ignorance, l'analphabétisme, la polygamie et l'infidélité, les rapports sexuels non protégés, la prostitution dans les chantiers miniers, l'irresponsabilité des parents, la sexualité précoce, le manque de loisirs sains, le brassage des populations.

3.3.2.6. *Organisation sociale*

L'Arrondissement de Batouri est composé de 02 cantons à savoir :

- Le canton Mbondjo
- Le canton Ngbwako

L'institution traditionnelle se compose des organes suivants : un chef du village, un conseil de notable ou des sages, les capitas ou chefs de bloc, le chef de famille, un représentant légal choisit par le chef. L'ascension à la chefferie se fait par hérédité. Toutefois le conseil de sage peut choisir en cas de non désignation du successeur du chef décédé.

3.3.2.7. *Habitat*

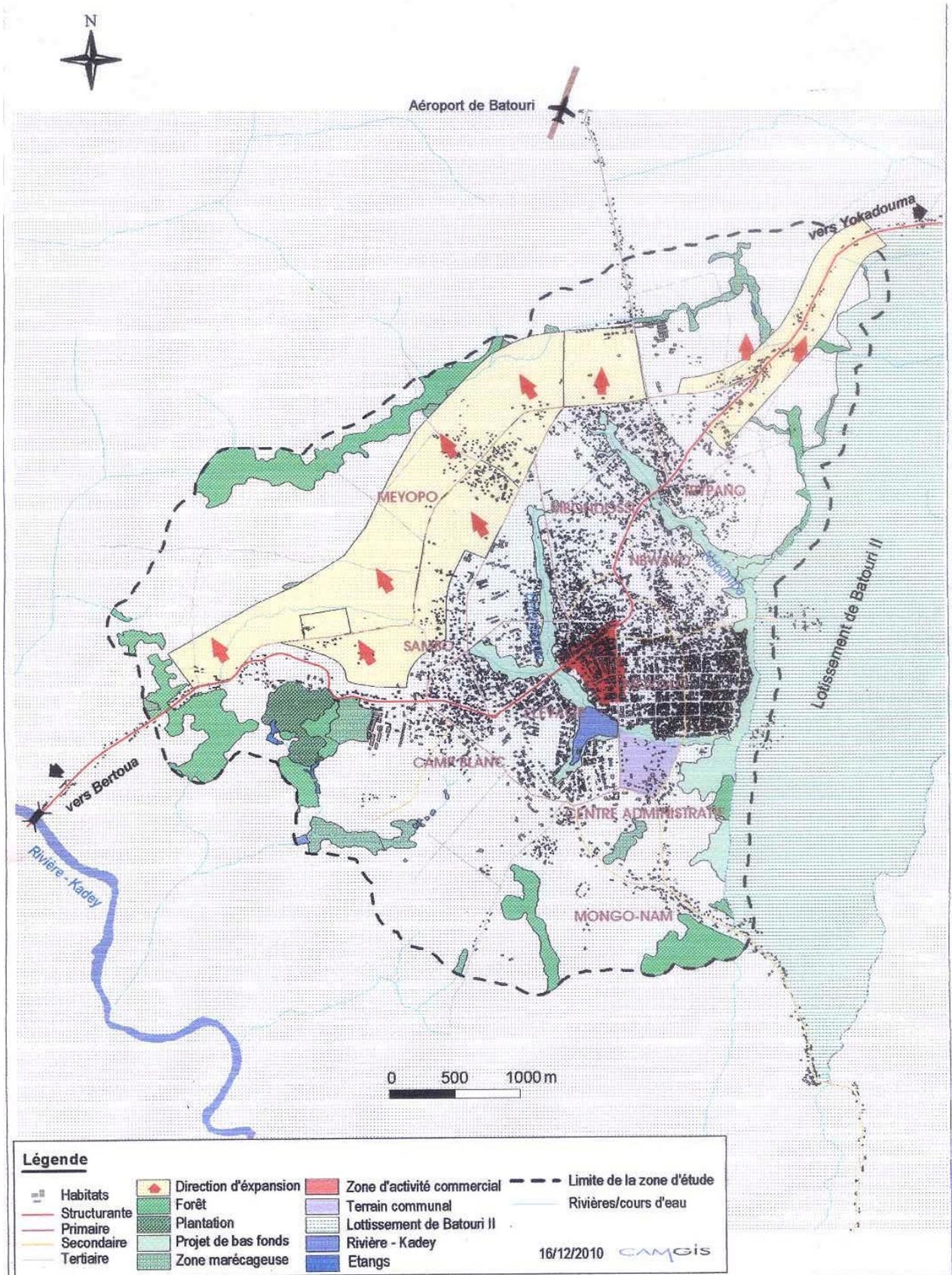
L'habitat est groupé dans les zones rurale et urbaine. Les principaux matériaux de construction utilisés sont la terre (poto poto), les briques, le raphia, la paille et les tôles ondulées en aluminium.

Plus de 80 % des habitations en zones rurales et urbaines sont construites en matériaux provisoires. En ce qui concerne les accessoires, on note une rareté de latrines aménagées en zone rurale et urbaine.

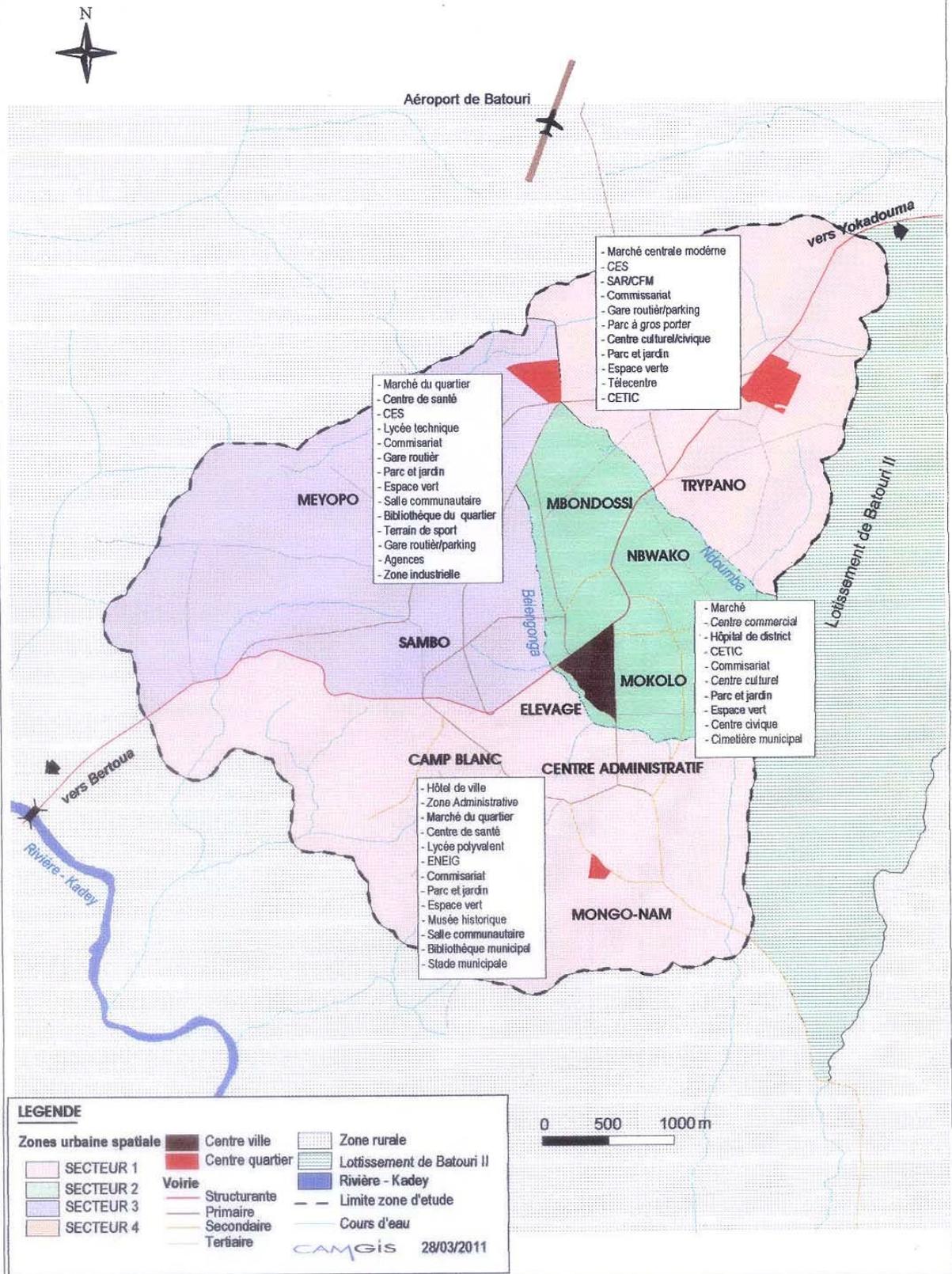
3.3.2.8. *Zonage de l'espace communal*

La commune de Batouri dispose d'un Plan Sommaire d'Urbanisation élaboré avec l'appui du MINDUH. Ce plan décrit le zonage de l'espace communal ainsi présenté sur les cartes suivantes :

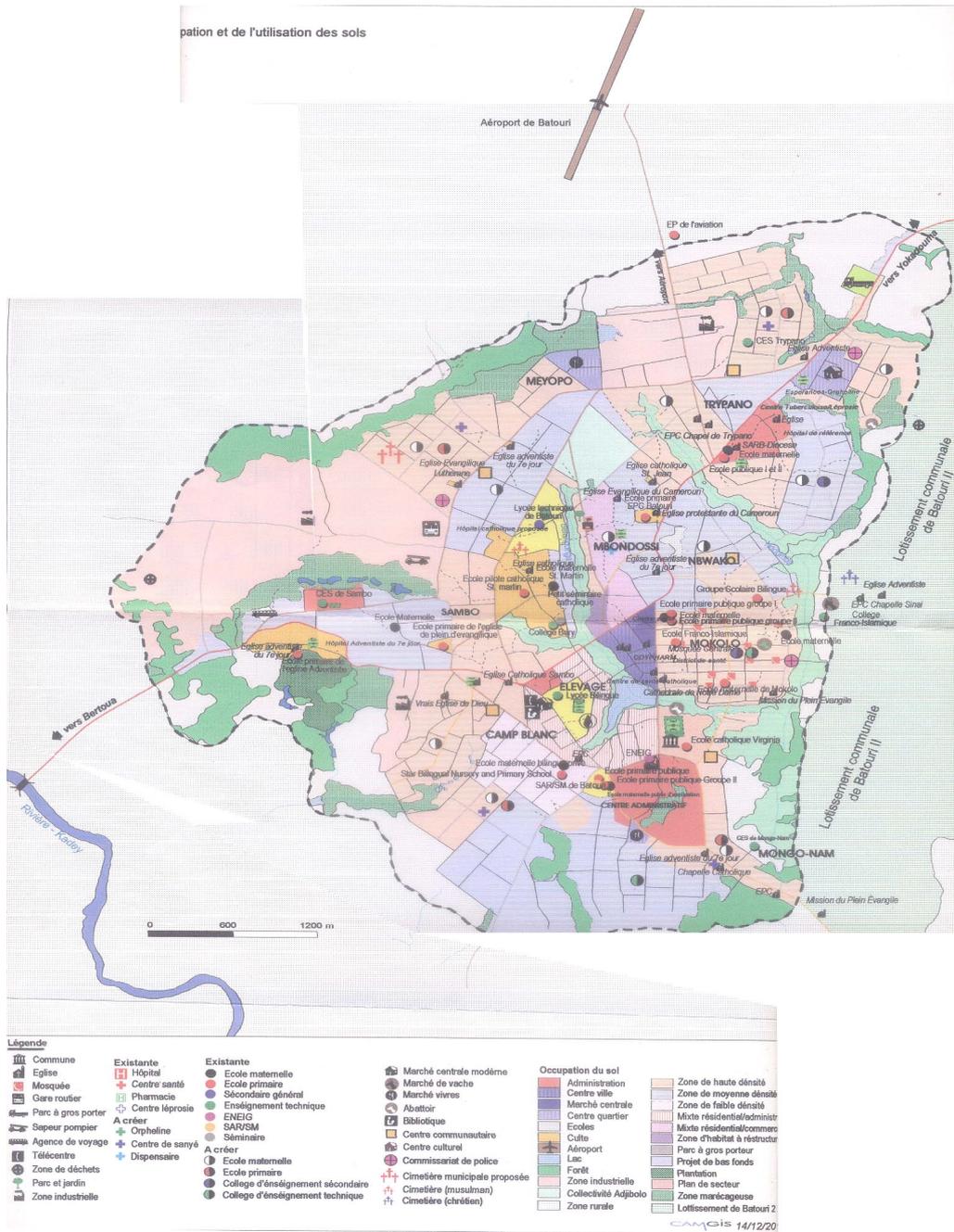
Carte 3.1: Direction d'expansion urbaine



Carte 4.1: Structure spatiale urbaine proposée



Plan d'occupation et d'utilisation des sols



3.3.2.9. Système foncier

Le système foncier dominant est traditionnel. Les populations et la commune occupent et exploitent des terres non sécurisées. Les femmes n'ont accès aux terres que si elles sont héritières ou si elles bénéficient des avantages conjugaux.

3.3.2.10. Acteurs du développement local

Dans le cadre du développement local, un certain nombre d'acteurs interviennent dans la commune de Batouri. Les institutions internes identifiées sont réparties en plusieurs grands groupes :

- L'autorité traditionnelle ;
- Les associations de développement (APEE, COSA, COGE, Comités de vigilance, etc.) ;
- Les Groupes d'Initiatives Communes ou GIC

- Les organisations religieuses (église catholique et protestante) ;
- Les organisations politiques ;
- Les groupes d'entraide.
- Le Comité de développement de l'Arrondissement de Batouri

De manière générale, les acteurs de développement local sont caractérisés par une diversité d'actions concourant à l'éducation, la santé, la protection de l'environnement, la sécurité alimentaire et l'épanouissement des populations locales.

A côté des organisations communautaires de base, des acteurs externes intervenant dans la commune de Batouri ont été recensés au cours des différents diagnostics. Il s'agit des organisations de la société civile et de certains partenaires au développement. Les organisations/institutions recensées dans la commune de Batouri consignées dans le tableau ci-dessous :

Tableau 6: Institutions/organismes intervenant dans la commune de Batouri

Institutions/organisations	Domaines d'intervention
PLAN CAMEROUN	<ul style="list-style-type: none"> - Droit et citoyenneté des enfants - Infrastructures sociocommunautaires (Points d'eau, salle de classe)
Programme de Développement Rural de la Région de l'Est (PDR-ES)	<ul style="list-style-type: none"> - Renforcement des capacités - Infrastructures sociocommunautaires (Points d'eau, salle de classe) - Financement des projets dans le domaine des AGR
Programme d'Appui à la Décentralisation et au Développement Local (PADDL)	<ul style="list-style-type: none"> - Renforcement institutionnelle des acteurs de la décentralisation - Appui aux OSC
Centre Technique pour la Forêt Communale (CTFC)	<ul style="list-style-type: none"> - Appui à la création et gestion de la forêt communale
PNDP (Programme National de Développement Participatif)	<ul style="list-style-type: none"> - Planification locale - Renforcement institutionnelle des acteurs de la décentralisation - Financement des projets communaux
HCR (Haut Commissariat des Réfugiés)	<ul style="list-style-type: none"> - Action humanitaire (assistance multiforme aux réfugiés et populations d'accueil)
PAM (Programme Alimentaire Mondial)	<ul style="list-style-type: none"> - Action humanitaire (soutien alimentaire aux réfugiés et populations d'accueil)
UNICEF (Organisation des Nations Unies pour l'Enfance)	<ul style="list-style-type: none"> - Education (appui à la petite enfance)
PNVRA (Programme National de Vulgarisation et de Recherche Agricole)	<ul style="list-style-type: none"> - Agriculture (appui/conseil, financement pour les agriculteurs)
PNDRT (Programme National de Développement de la filière Racines et Tubercules)	<ul style="list-style-type: none"> - Agriculture (appui/conseil, financement pour les agriculteurs)
IITA (Institut International pour l'Agriculture Tropicale)	<ul style="list-style-type: none"> - Agriculture (appui/conseil, vulgarisation des semences améliorées)
IRD (International Relief and Development)	<ul style="list-style-type: none"> - Encadrement en agriculture et élevage - Infrastructures sociocommunautaires (Points d'eau, salle de classe, structures marchands)
RADEC (Réseau d'Appui au Développement Communautaire)	<ul style="list-style-type: none"> - Animation rurale - Santé communautaire et VIH/SIDA - Environnement et assainissement
Diocèse de Batouri	<ul style="list-style-type: none"> - Animation rurale (SARB) - santé - Appui à la création et gestion des forêts communautaires (FCCP) - Education
CAPAM (Cadre d'Appui et de Promotion de l'Artisanat Minier)	<ul style="list-style-type: none"> - Encadrement des exploitants miniers - Infrastructure communautaires

Source : DPNV et DEUC, Commune de Batouri, novembre 2011

3.3.2.11. Principales activités économiques

De manière générale, les activités économiques des populations de Batouri par ordre d'importance sont représentées dans la figure ci-dessous :

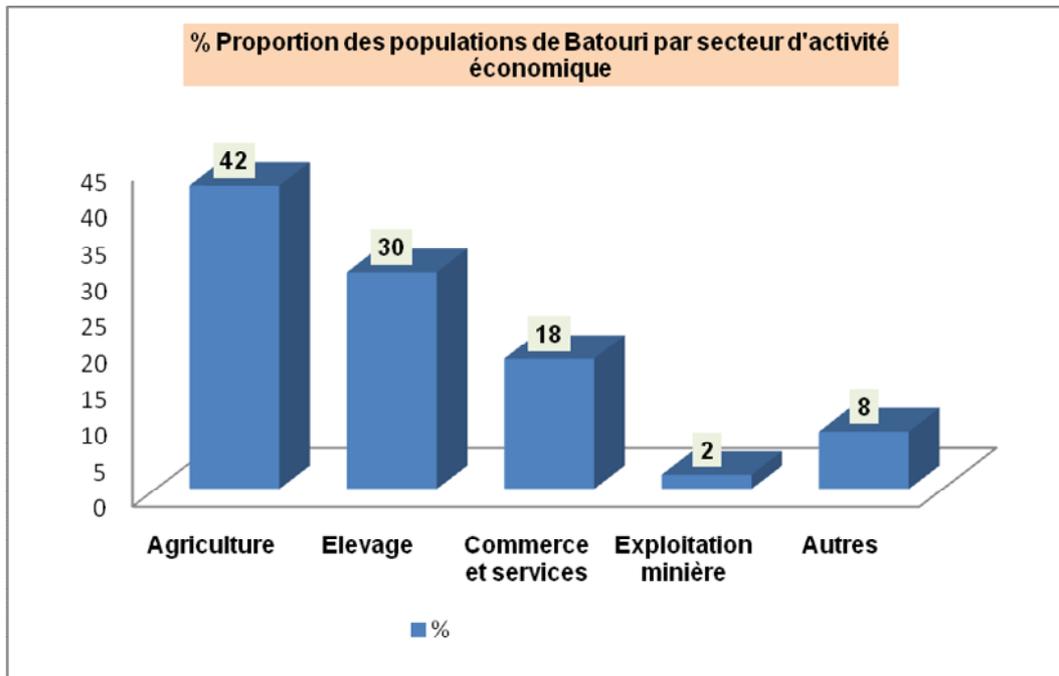


Figure 3 : Représentation du poids des activités économiques des populations de Batouri

a) Exploitation minière artisanale

La Commune compte de plus de 1000 artisans miniers et plus de 50 collecteurs évoluant tous dans l'informel.

L'exploitation minière est prépondérante dans les villages KAMBELE I, KAMBELE II, KAMBELE III, NDEM II, DIMAKO, PATER et MAMA. Les produits extraits prennent des destinations inconnues. En l'absence d'une exploitation industrielle, il n'y a pas de retombés économiques pour la Commune.

Les acteurs de ce secteur d'activité nécessitent d'être organisés et structurés afin d'évoluer vers le secteur formel. Les artisans miniers sont déjà appuyés dans ce sens dans la zone par le CAPAM (Cadre d'Appui aux Artisans Miniers), mais ce programme du Ministère de Mines connaît d'énormes difficultés du fait de la concurrence des collecteurs qui exercent dans l'illégalité.



Photo3 : Lavage de l'or à Kambélé 3

b) Elevage

Les grandes zones d'élevage bovin sont le secteur de GADJI A TOUKI, NGUINDI, MOBE, NYABI, TAPARE, MBOUMAMA II est cependant à souligner que cette activité est pratiquée sans une réelle participation des autochtones qui pensent que ce domaine n'est réservé qu'au fulbé et éleveurs Bororos.

L'élevage de la volaille, des porcs et des petits ruminants est très peu développé. Les contraintes au développement de l'élevage sont :

Les actions d'appuis nécessaires à apporter aux éleveurs pour améliorer leur productivité et la rentabilité de leurs activités sont entre autres :

- L'encadrement adéquat des éleveurs ;
- L'appui matériel en produits vétérinaires et en équipements de production appropriés ;
- La mise en place des installations hydrauliques et de traitement
- L'introduction des cultures fourragères et la lutte contre les mauvaises herbes
- Le renforcement des capacités organisationnelles des éleveurs.

c) Pêche

Les villages à grande intensité d'activité de pêche sont les villages situés le long du fleuve Kadey (BENDISSOLA, BACKOMBELE, KOMBO AMOUGOU, SANDAE, DOGBO I, NABOUBOU, PANDI). Les espèces pêchées sont les grosses carpes appelées localement « Mbégou », le capitaine, les silures, le poisson courant, le brochet, les crevettes et les crabes. Dans la Kadey, la pêche se pratique toute l'année par des pêcheurs professionnels et au niveau des cours d'eau entre décembre et février. Les pêcheurs pratiquent la pêche au filet, à l'hameçon, à la nasse et les barrages dans les rivières et marigots. Les pêcheurs sont des natifs des villages riverains. Depuis quelques années, les pêcheurs ont observé un appauvrissement des eaux en poissons et autres espèces aquatiques causé par des mauvaises pratiques de pêche (utilisation des produits toxiques déconseillés, barrage, filets non-conforme, etc. ;). Les produits de la pêche sont utilisés à 30 % pour l'autoconsommation et à 70% pour la commercialisation.

La pisciculture est encore très faiblement pratiquée malgré les grandes potentialités pour le développement de cette activité. Les principales contraintes pour la pisciculture sont la non maîtrise des techniques améliorées de production et le manque des alevins de qualité.

d) . Agriculture

Les principales cultures pratiquées par les populations sont : le manioc, l'igname, l'arachide, le maïs, la patate, la banane douce. Une part (75%) des produits agricoles est utilisée pour l'autoconsommation et une partie (25%) est commercialisée pour générer des revenus aux ménages. Pour le moment, la culture de production des populations de la Commune est encore prioritairement orientée vers la satisfaction des besoins de subsistances ; et seulement de manière progressive vers les besoins de marché.

L'agriculture est du type extensif, pratiquée avec des techniques rudimentaires sur des petites superficies variant entre $\frac{1}{4}$ et 2 hectares à proximité du village. La durée moyenne de jachère est de 2 ans. Les distances de champs varient entre 1,5 Km et 15 km. Les périodes de grande intensité agricoles se situent entre janvier à mars et entre juin à août. Le développement de l'agriculture est freiné par :

- la faible capacité technique des paysans (outillage rudimentaire et technique culturale archaïque, insuffisance du matériel végétal amélioré tel que les bouture de manioc, les semences de maïs),
- la destruction des cultures à cause du système d'élevage en divagation (conflits agro-pastoraux),
- les difficultés de commercialisation (mauvaise organisation des producteurs, accessibilité difficile, difficulté de conservation des produits, etc.) ;
- les techniques de conservation et de stockage non appropriées ;
- le faible niveau organisationnel et structurel des organisations des producteurs existantes.

La majorité des paysans restent impuissant face à ces contraintes qui nécessitent des grands investissements et des moyens d'accompagnement importants.

e) Petit commerce

Les échanges commerciaux sont basés pour la plupart sur les produits agropastoraux et de première nécessité. La Commune est très mal lotie en infrastructures marchandes. 16 marchés locaux (YOKO BROUSSE, NDAM, BADONGOE, DALIGUENE, GUINDI, TAPARE, MBOUNOU, NGAMGAM, NGOURA 2, KAMBELE2, KAMBELE3, GADJI, NYABI, TRYPANO, BATOURI CENTRE et TIKONDI) servent de points de commercialisation des produits et de ravitaillement pour les populations. La situation linéaire des villages sur des axes routiers (Bertoua- RCA) favorise l'écoulement au quotidien de certains produits (Manioc, plantains, etc.).

La capacité d'échange pourrait s'accroître sur ces axes avec la construction des hangars, des magasins de stockage et le renforcement des capacités organisationnelles pour faciliter le groupage et l'offre des différents produits agricoles.

f) Chasse, cueillette et ramassage des Produits Forestiers Non Ligneux (PFNL)

La chasse est pratiquée par quelques personnes dans tous les villages. Les espèces les plus chassées sont les petits mammifères et les ruminants. Ces espèces sont destinées à l'autoconsommation et la vente à l'état frais ou fumé. Il s'agit du lièvre, porc-épic, le pangolin, l'antilope, la biche, le rat, les petits singes, varan, hérisson, chat tigre, écureuil. Les techniques de chasse pratiquées sont le piège au câble d'acier, la lance, la chasse au chien, l'arme à feu.



Photos n°2 : Produits de la chasse et PFNL prélevés dans la forêt

Les PFNL sont récoltés ou ramassés autour du village par les femmes, les hommes et les enfants. Il s'agit de la mangue sauvage, du djansang, des chenilles, du vin de palme, des lianes, des champignons, des escargots, du miel, du raphia et plusieurs espèces de plantes utilisées pour l'alimentation et la médecine. Une partie de ces produits est commercialisée et procure des revenus aux populations. Les photos ci-dessous présentent quelques PFNL trouvés dans la commune de Batouri



Chenilles



Fruits de Djansang



Escargots



Plante médicinale « Poyo »



Okok



Champignons comestibles

3.4. Principales infrastructures par secteur

3.4.1. Education de Base

La Commune dispose de :

- 13 écoles maternelles (09 publiques et 04 privées)
- 56 écoles primaires formelles (48 écoles primaires publiques, 02 écoles primaires privées catholiques, 02 primaires privées protestantes, une école primaire adventiste, une école primaire islamique, une école primaire laïque)
- 15 écoles non formelles (12 écoles des parents et 03 écoles communautaires)

Dans l'ensemble, la commune compte 40 enseignants de la maternelle, dont 34 qualifiés pour un total de 855 élèves. Les besoins en enseignants qualifiés sont de 251. Les infrastructures comprennent 19 salles dont 11 en durs (en bon état), 07 en semi-dur (état passable) et 01 en matériaux provisoires (mauvais état). Certains infrastructures et équipements sont inexistant notamment ; les bacs à ordures, les logements pour enseignants, les salles de repos, les bibliothèques, le tabouret et d'autres déficitaires tel que : les W.C, clôtures, bureau, préau, aires de jeu, points d'eau, les chaises...

L'enseignement primaire dans la commune a un effectif de 225 Maîtres, dont 201 qualifiés pour 14 960 élèves (6925 filles), soit un besoin de 49 enseignants qualifiés. En ce qui concerne les infrastructures, la commune a 136 salles dont 98 en durs (en bon état), 22 en semi durs (état passable) et 16 en matériaux provisoires (mauvais état). Les besoins en table bancs se chiffre à 2579 tables, 62 points d'eau, 14 latrines, 59 aires de jeu, 63 logements enseignants.

Tableau 7 : Besoins en enseignants, salles de classe et tables bancs dans la Commune Batouri

Besoins	Enseignement primaire	Enseignement maternel
Enseignants	251	49
Salles de classe	249	04
Table bancs / chaises	2579	00

Source : IAEB de Batouri, 2011

La scolarisation des enfants dans les villages est confrontée à un déficit des structures et des personnels enseignants. Les enfants vont tardivement à l'école faute d'écoles maternelles. Dans certains villages les enfants parcourent plus de 5 km pour atteindre l'école.

3.4.2. Enseignement secondaire

La Commune de Batouri compte:

- 02 Lycées d'enseignement général (Lycée Bilingue et Lycée de Sambo)
- 01 Lycée Technique ;
- 04 CES (Mbounou, Gadji, Trypano, Mongo-Nam)
- 02 Collèges privés confessionnels (collège islamique, collège Barry)

Le tableau suivant présente la situation des infrastructures dans les établissements secondaires, ainsi que leur état :

A la fin d'année 2010/2011, Le Lycée Technique de Batouri comptait 64 enseignants dont 30 vacataires pour 1200 élèves.

Le tableau suivant résume la situation des infrastructures et du personnel enseignant existants dans les établissements d'enseignement secondaires :

Tableau 8: situation des infrastructures et du personnel enseignant existants dans les établissements secondaires de la commune de Batouri au 31 novembre 2011

Etablissement	Infrastructures existants (salle de classe)			Effectifs d'enseignants		Total
	Bon	Passable	Mauvais	Qualifiés	Non qualifiés	
Lycée Bilingue	16	00	00	16	27	43
Lycée Sambo	04	00	04	06	12	18
Lycée Technique	14	00	00	34	30	64
CES Trypano	00	00	02	00	04	04
CES Mbounou	04	00	02	01	04	05
CES Gadjj	04	00	02	01	03	04
CES Mongo-Nam	02	00	00	00	03	03
Total	44	00	10	58	83	141

Source : rapport fin d'année 2010-2011 DDES Kadey

Le tableau ci-dessous récapitule les besoins en infrastructures et en personnel enseignant dans les établissements secondaires de Batouri :

Tableau 9: Besoins des établissements secondaires de Batouri

Besoins	Besoins						
	Lycée Bilingue	Lycée Sambo	Lycée Technique	CES Trypano	CES Mbounou	CES Gadjj	CES Mongo-Nam
Bloc administratif	0	01	0	01	01	01	01
Salles de classe	04	06	04	04	02	00	04
Point d'eau	00	01	00	01	00	00	01
Aire de jeu	00	04	00	04	04	04	0.4
logement d'astreint	00	03	01	05	00	00	03
kit en équipement informatique	00	01	00	01	01	01	01
bibliothèque	00	01	00	01	01	01	01
Laboratoire/atelier	00	06	/	03	03	00	03
Alimentation en énergie renouvelable	00	00	00	00	01	00	00
Personnel enseignant	36	13	21	08	11	12	08
Personnel administratif et d'appui	02	04	21	04	08	02	04

Source : rapport fin d'année 2010-2011 DDES Kadey

Ainsi donc, le nombre d'établissement secondaire augmente progressivement dans la commune, les effectifs d'élèves aussi. Le problème du personnel enseignants et des infrastructures continue de se poser avec acuité surtout dans les établissements nouvellement créés.

3.4.3. Santé

L'Arrondissement de Batouri compte onze (11) aires de santé avec 16 formations sanitaires dont sept CSI (Tapare, Mbendissola, Mbounou, Gadjj, Bélita, Sambo, mokolo). Le tableau suivant présente la situation du personnel et des infrastructures existants dans les formations sanitaire de la commune de Batouri.

Tableau 10: situation du personnel et des infrastructures sanitaires dans la Commune de Batouri

Aire de santé	Population (a)	Informations générales sur le Centre		Personnel						Infrastructures			
		Formation sanitaires	Statut du centre	Médecin	IDE	IB	AS	Matrone	Commis	Nb de bâtiment	Etat		
			(i)							(ii)	bon	Passable	Mauvais
BADONGOUE	6105	CMA BADONGOUE	SAT	0	0	0	1	0	1	2	1	0	1
BATOURI CENTRE	17434	CMA BATOURI URBAIN	SAT	1	2	1	1	1	0	1		0	0
BATOURI CENTRE	17434	CSI MOKOLO	INT	0	0	0	1	0	0	2	1	0	0
BATOURI NORD	3127	HOPITAL DE DISTRICT	HOP	1	4	4	11		5	5	1	0	0
BATOURI NORD	3127	CDT PLT BATOURI	HOP	0	1	1	1	0	0	3	1	0	0
BATOURI NORD	3127	CENTRE HANDICAPE	PRI	0	0	0	0	0	8	4	1	0	0
BATOURI OUEST	8634	HOPITAL ADVENTISTE	HOP	1	1	0	4	2	1	4	1	0	0
BATOURI OUEST	8634	CSI SAMBO/INF CPPF	INT	0	0	0	0	0	0	1	1	0	0
BATOURI OUEST	8634	HOPITAL CATHOLIQUE	PRI	0	0	0	0	0	0	1	1	0	0
BATOURI SUD	6450	CS CATHO PHV BAT	PRI	0	0	0	6	0	0	2	1	0	0
BELITA	7265	CSI BELITA 2	INT	0	1	0	1	0	1	1		0	0
KAMBELE	4401	HOPITAL EPC DE KAMBELE	PRI	0	0	0	3	0	1	2		0	0
GADJI	80236	CSI GADJI	INT	0	1	1	1	0	1	2	1	0	0
MBENDISSOLA	1988	CSI MBENDISSOLA	INT	0	0	0	1	0	1	1	1	0	0
MBOUNOU	9408	CSI MBOUNOU	INT	0		0	1	0	0	1	1	0	0
TAPARE	4162	CSI TAPARE	INT	0	0	0	2	1	1	1		1	0
TOTAL	190166			3	10	7	34	4	20	33	12	1	1

Source : Cadre de référence /évaluation du District de santé de Batouri, 2011

Le niveau d'équipement dans l'ensemble reste faible. Le besoins se présentent ainsi qu'il suit :

Tableau 11 : Besoin en personnel et en infrastructures sanitaires dans la commune de Batouri

Formations sanitaires	Besoin en personnel						Besoins en infrastructures		Besoins en équipement du centre					Besoin en aménagement					
	Médecins	IDE	IB	AS	Matrone	Commis	Réhabilitation	Nouveau bâtiment	Lit	Labo	Maternité	Pharmacie	Réfrigérateur	Point d'eau	Lattine	Reboisement	Clôture	Dispositif de traitement déchet	Logement médecin
CMA	0	0	0	1	0	1	0	0	8	1	0	0	2	1	1	1	1	1	1
HOPITAL EPC	0	0	0	3	0	1	1	0	6	1	0	1	1	1	1	1	1	1	1
CSI BELITA	0	1	0	1	0	1	1		3	1	0	0	1	1	1	1	1	1	1
CSI GADJI	0	1	1	1	0	1	1	0	4	0	0	0	0	0	0	1	1	0	1
CSI MBENDISSOLA	0	0	0	1	0	1	1	1	4	1	0	1	1	1	1	1	1	1	1
CSI TAPARE	0	0	0	2	1	1	1	1	3	0	0	0	1	0	0	1	1	0	1
CSI MBOUNOU	0		0	1	0	0	1	1	4	1	0	1	1	1	1	1	1	1	1
CMA BATOURI URBAIN ET CSI MOKOLO	1	2	0	2	0	1	1	0	5	0	0	0	0	0	0	1	1	0	1
HOPITAL DE DISTRICT, CDT/PLT BATOURI, CENTRE DES HANDICAPES	1	5	0	12	0	0	1	0	50	0	0	0	0	0	0	1	0	0	0
CS CATHOLIQUE PH V BATOURI	0	0	0	6	0	0	1	0	15	0	0	0	0	0	0	1	1	0	0
HOPITAL ADVENTISTE, CSI SAMBO, HOPITAL CATHOLIQUE	1	0	0	4	0	1	1	0	45	0	0	0	0	0	0	1	1	0	0
Total	3	9	1	34	1	8	10	3	147	5	0	3	7	5	5	11	10	5	8

Source : Cadre de référence /évaluation du District de santé de Batouri, 2011

En général, l'accessibilité aux soins sanitaires de qualité est limitée par l'insuffisance de l'effectif du personnel soignant, le faible niveau du plateau technique au niveau de ces structures et la faible capacité financière de la majorité de populations à s'offrir des soins de santé de qualité. Le recours à la pharmacopée traditionnelle et l'automédication (vendeur ambulant de médicament) est prépondérant pour la majorité de la population.

Une partie non négligeable des femmes continue à accoucher à domicile, et l'une des conséquences étant les risques liés à l'accouchement non assisté par un personnel qualifié et la non déclaration de la plupart des naissances auprès des services compétents en vue de l'établissement des actes de naissance.

3.4.4. Eau et Energie

La ville de Batouri dispose d'un réseau d'adduction d'eau (CDE) qui approvisionne une partie des quartiers de l'espace urbain de Batouri. Les types d'infrastructures hydrauliques existantes, ainsi que les besoins sont résumés dans les tableaux suivants :

Tableau 12 : Types d'ouvrages hydrauliques et leur fonctionnalité dans la commune de Batouri

Ouvrages hydrauliques et fonctionnalité						
Forages		Puits aménagés		Adduction d'eau		Sources
F	NF	F	NF	F	NF	
24	13	12	03	01	03	54

F : Fonctionnel

NF : Non fonctionnel

Tableau 13: Besoins en infrastructures hydrauliques dans la commune de Batouri

Besoins hydrauliques						
Forages		Puits aménagés		Adduction d'eau		Sources
Réhabilitation	Construction	Réhabilitation	Construction	Réhabilitation	Construction	aménagement
13	75	03	61	03	00	34

Sur le plan énergétique, le réseau électrique AES SONEL couvre le centre urbain de la commune et certains villages situés en bordure de la nationale N° 10 reliant Bertoua à Batouri (moins de 30% de la population sont connectées au réseau AES-SONEL). Cette situation décourage les initiatives nécessitant de l'énergie électrique et amène les populations à s'équiper en groupes électrogènes.

Le tableau ci-dessous résume la situation de l'électrification communale

Tableau 14: Situation de l'électrification dans la commune de Batouri

Village	CARACTERISTIQUES DE L'OUVRAGE							FONCTIONNALITE				
	Nature	Quartiers desservis	Nombre de transformateurs	Nombre de poteaux installés	Longueur moyenne tension	Longueur basse tension	Nombre de branchements	Réseau fonctionnel	Nombre de transformateurs en panne	Nombre de poteaux hors d'usage (tombés, endommagés, etc.)	Existence d'un comité de vigilance (pour l'extension du réseau)	Existence d'un comité de gestion (pour l'électrification décentralisée)
	(i)				(en km)	(en km)		(O/N)				(ii)
BADANGOE	ER	1	1	4	1		13	O	0	0	N	N
GUINDI	ER	1	1	20	1.5		45	O	0	0	N	N
BAKOMBO	ER	1	1	25	1.5		23	O	0	0	N	N
MBOUNOU	ED	1	1	21	1		54	N	0	0	N	N
TIKONDI	ER	1	1	28	1		52	O	0	0	N	N
NYABI		1	1	25	1		64	O	0	0	N	N
GADJI	ER	1	1	63	1.5		800	O	0	0	N	N
BATOURI URBAIN	ER	13	4	234	11		234	O	0	0	N	N
			11	420	15	0	1285		0	0		

ER ; Electrification rurale

ED ; Electrification Décentralisée

Le niveau d'équipement dans l'ensemble reste faible. Les besoins en électrification se présentent ainsi qu'il suit :

Tableau 15 : Besoins en électrification de la commune

Village	REHABILITATION ET ENTRETIEN DE L'OUVRAGE					BESOINS NOUVEAUX				
	Transformateurs à réhabiliter	Poteaux à remplacer	moyenne tension à remplacer	Longueur basse tension à remplacer	Nombre de branchements à réaliser	Transformateurs	Poteaux	Extension moyenne tension	Extension basse tension	Autres (Electrification décentralisé)
	(i)		(en km)	(en km)		(i)		(en km)	(en km)	
BADONGOE	0	0	0	0	23	0	12	0	0	0
TOUKI	0	0	0	0	14	1	8	0	0	0
GUINDI	0	0	0	0	22	0	22	0	0	0
MBOUNOU	0	0	0	0	421	0	34	0	0	0
TIKONDI	0	0	0	0	213	0	25	0	0	0
AVIATION	0	0	0	0	43	1	30	0	0	0
MBONDOSSI	0	0	0	0	645	0	42	0	0	0
NYABI	0	0	0	0	467	0	23	1	0	0
MOKOLO1	0	0	0	0	674	0	67	2	0	0
MEYOPO	0	0	0	0	324	0	36	2	0	0
					2846	2	299	5	0	0

3.4.5. Travaux publics

Le secteur des travaux publics est constitué par un réseau routier dense en très mauvais état. Les besoins pour l'accroissement et l'amélioration de ces infrastructures restent importants pour le développement de l'économie locale.

Le tableau suivant présente la situation du réseau routier dans la commune de Batouri :

Tableau 16: situation du réseau routier dans la commune de Batouri

Itinéraires / Axe	Catégorie	CARACTERISTIQUES, FONCTIONNALITE ET ENTRETIEN			
		Nature des travaux	Longueur de route aménagée	Etat du tronçon	Existence d'un comité de gestion / entretien
			(en km)		
TOUKI-NABOUBOU	Nationale n°10	Réhabilitation	115	Dégradé	Non
NDEM-NDOGMEBE	Départementale	Réhabilitation	8	Passable	Non
BATOURI -TAPARE	Départementale	Réhabilitation	40	Passable	Non
NGOURA 2-LIMITE NKENZOU	Départementale	Réhabilitation	48	Passable	Non
BATOURI-BAKOMBELE	communale	Réhabilitation	18	Passable	Non
BATOURI-LIMITE NGUELEBOK	Départementale	Réhabilitation	16	Passable	Non
BATOURI URBAIN	Communale	Réhabilitation	22	Passable	Non

Les besoins pour l'accroissement et l'amélioration de ces infrastructures restent importants pour le développement de l'économie locale.

4. SYNTHÈSE DES RESULTATS DU DIAGNOSTIC

4.1. Synthèse du DIC

Le tableau suivant récapitule les forces, les faiblesses, les opportunités et les menaces de l'institution communale de Batouri.

Tableau : forces et faiblesses de la commune

Aspect	Forces	Faiblesses	Opportunités	Menaces
Aspect général	<ul style="list-style-type: none"> - Position stratégique sur le National n° 10 - Diversité ethnique - Paix sociale 	<ul style="list-style-type: none"> - Faible densité au km² - Forêt dégradée - Population s'intéressant peu à l'agriculture - 	<ul style="list-style-type: none"> - Espace cultivable disponible - Possibilité de régénération des forêts 	<ul style="list-style-type: none"> - Pauvreté des populations pour s'investir dans l'agriculture
Ressources humaines	<ul style="list-style-type: none"> - La plupart du personnel a une bonne expérience professionnelle - Investissement de la commune dans le développement social - Certains agents et conseillers ont une bonne formation - Commission de passation de marché fonctionnelle - La plupart des conseillers sont résidents - La plupart des conseillers sont à leur deuxième mandat - Bonne répartition des tâches entre le maire et ses adjoints 	<ul style="list-style-type: none"> - Effectif pléthorique et rendement faible - Faible représentativité des femmes sein du personnel - Absence de description des tâches - Faible capacité de maîtrise d'ouvrage communal par l'exécutif - Insuffisance de personnel qualifié - Personnel communal vieillissant - Masse salariale élevée - Absence de plan de recrutement - Personnel peu motivé - Insuffisance de communication entre personnel et conseillers - Non maîtrise de rôle par certains conseillers municipaux - Conflit au sein de l'Exécutif 	<ul style="list-style-type: none"> - Possibilité d'adapter les effectifs aux besoins de la commune - Possibilité de formation (CEFAM, Programmes, ONG) - Présence des femmes pouvant être recrutées - Mettre en application le décret portant sur le nouvel organigramme communal - Présence d'une multitude de partenaires autour de la commune (RADEC, PADDL, Plan Cameroun, communes Européennes) - Ouverture d'esprit du maire (agent de développement) - Recherche des volontaires (VSO, France Volontaire, DED, Peace Corps) 	<ul style="list-style-type: none"> - Vieillesse de certains personnels pour se faire former - Refus des femmes à postuler - Persistance du conflit au sein de l'exécutif
Ressources financières	<ul style="list-style-type: none"> - Forte capacité de mobilisation des ressources externes - Ressources propres assez diversifiées - Budget prenant en compte un taux d'investissement élevé - Beaucoup de contribuables 	<ul style="list-style-type: none"> - Faible taux de réalisation du budget - Faible niveau de recouvrement - Pas de redevance forestière - Masse salariale assez forte - Faible niveau d'implication de la population dans l'élaboration et le suivi du budget 	<ul style="list-style-type: none"> - Possibilité de renforcer la stratégie de recouvrement - Classement et exploitation de la forêt communale - Utiliser le PDC comme base de budget - Réduire l'effectif du personnel temporaire. 	
Gestion du patrimoine	<ul style="list-style-type: none"> - Patrimoine assez diversifié - Existence d'une radio communautaire - Beaucoup de marchés - Marché de Batouri assez fréquenté 	<ul style="list-style-type: none"> - Occupation et exploitation des terrains non titrés par la commune - La comptabilité Immobilière n'est pas assurée (les différents sommiers matières ne sont pas élaborés) - - Insuffisance d'entretien des bâtiments communaux - Difficulté de recouvrement des taxes des marchés de villages 	<ul style="list-style-type: none"> - Adhésion à l'ACFCAM - Obtention des financements (FEICOM, PNDP, PADDL) - Recherche des partenariats étrangers - Rechercher les informations au MINDUH 	<ul style="list-style-type: none"> - Manque de moyens - Enclavement des marchés - Exploitation irrégulière des ressources
Relation avec les partenaires	<ul style="list-style-type: none"> - Bonne relation avec certains partenaires - Partenariat fructueux (FEICOM, autres communes, SDE) - Partenaires abondants autour de la commune 	<ul style="list-style-type: none"> - Mauvaise relation avec certains partenaires - Faible collaboration entre la Mairie et les opérateurs privés 	<ul style="list-style-type: none"> - Partenaires diversifiés - PDC, outil de négociation - Ouverture du Maire vers l'extérieur - Exploitation BIP 	<ul style="list-style-type: none"> - Conflit d'intérêt avec certains partenaires

4.2. Axes de renforcement

Il découle de l'analyse institutionnelle de la Commune les besoins en renforcement présentés dans le tableau suivant :

Tableau : Axes de renforcement

Axe de renforcement	Activités	Points à prendre en compte
Gestion des ressources humaines	Mise en place d'un plan de recrutement du personnel communal	<ul style="list-style-type: none"> - Prendre en compte le genre dans le recrutement - Assainir le personnel communal
	Mise en place d'un plan de motivation du personnel	<ul style="list-style-type: none"> - Améliorer les conditions de travail - Inscrire tout personnel à la CNPS
	Mise en place du nouvel organigramme communal	<ul style="list-style-type: none"> - Mettre sur pied un système d'évaluation - Observer l'organigramme communal
	Mise en place d'un plan de formation du personnel, des conseillers municipaux et des jeunes	<ul style="list-style-type: none"> - Faciliter la formation des jeunes dans le domaine médical et de l'éducation scolaire - Elaborer et mettre en application un plan de formation et de recyclage du personnel communal et des conseillers municipaux - Elaborer les budgets réalistes
Gestion des relations	Développement de la communication interne et avec les populations	<ul style="list-style-type: none"> - Mettre en œuvre le plan de communication communal
	Développement du partenariat autour de la commune	<ul style="list-style-type: none"> - Collaboration avec les acteurs intervenant du secteur forestier - Renforcement et diversification des relations avec tous les partenaires de la commune
	Mise en place d'un business plan pour la recherche de l'unité financière de la radio communautaire de Batouri	<ul style="list-style-type: none"> - Analyser la possibilité d'autofinancement de la radio communale de Batouri - Définir les produits vendables à la radio - Circonscrire l'auditoire de la radio - Définir une stratégie marketing - Former le personnel
Gestion des ressources financières	Montage des projets et recherche des financements	<ul style="list-style-type: none"> - Monter les projets et rechercher les financements pour leur réalisation - Elargir l'assiette fiscale - Collaborer avec les générateurs de ressources (impôts, MINEPIA, etc.) - Créer un cadre de concertation avec les contribuables - Recenser le potentiel économique communal
	Promotion des activités génératrices de revenus au sein de la commune	<ul style="list-style-type: none"> - Encouragement de la création de structures de développement rural dans la commune - Financement des activités agricoles et pastorales des groupes organisés
Gestion du patrimoine	Amélioration de la gestion du patrimoine communal	<ul style="list-style-type: none"> - Engager la procédure d'immatriculation des terrains communaux - Produire le sommier foncier de la Commune - Constituer des réserves foncières communales - Régénération de la forêt au sein de la commune - Reconstituer les documents architecturaux de la commune (Bâtiments, salles de classe, hangars, etc.) - Budgétiser et assurer l'entretien des matériels roulants -
	Construction et équipement des infrastructures sociales	<ul style="list-style-type: none"> - Réfectionner et équiper les écoles existantes - Construire de nouvelles salles de classe - Aménager et équiper les centres de santé existants - Créer de nouveaux centres de santé - Approvisionner les centres de santé en médicaments - Construire les points d'eau dans les villages - Electrification villageoise dans certains villages - Plaidoyer pour l'extension électrique au sein de la commune - Etendre le réseau de distribution d'eau potable - Acquérir les engins pour le travail

Source : Travaux de l'atelier de restitution

4.3. Principaux problèmes et besoins identifiés et consolidés par secteur

Le tableau suivant présente les principaux problèmes et besoins identifiés et consolidés par secteur dans la commune de Batouri

Tableau : principaux problèmes et besoins par secteur dans la commune de Batouri

Secteurs	Villages	Problèmes	Principales causes	Principaux effets	Besoins identifiés
Santé publique	Tous les villages	Difficulté d'accès aux soins de santé de qualité	<ul style="list-style-type: none"> - Infrastructures sanitaires insuffisants et non sécurisés ; - Insuffisance des personnels soignants qualifiés, en équipement et consommables dans les formations sanitaires ; - Absence d'organisation de la mutualisation du risque santé - Accès insuffisant des populations aux moyens de prévention et de prise en charge aux grandes pandémies (VIH/SIDA) et endémies (paludisme, tuberculose, choléra...) 	<ul style="list-style-type: none"> - Taux élevé de morbidité et de mortalité - Faible fréquentation des formations sanitaires - Propagation du VIH/SIDA 	<ul style="list-style-type: none"> - Création et sécurisation des nouvelles infrastructures sanitaires - Renforcement des formations sanitaires en personnels soignants qualifiés, en équipement et consommables - Mise en place d'une mutuelle de santé - Education sanitaire des populations
Eau et énergie	Tous les villages	Difficulté d'accès à l'énergie électrique et à l'eau potable	<ul style="list-style-type: none"> - Faible connexion des populations au réseau national d'électricité - Insuffisance de points d'eau potables - Mauvais entretien des points d'eau aménagés 	<ul style="list-style-type: none"> - Développement difficile des activités économiques - Prolifération des maladies hydriques - Corvées d'eau (longs déplacements à la recherche d'eau) 	<ul style="list-style-type: none"> - Extension du réseau AES SONEL - Construction des nouveaux points d'eau potables - Amélioration de l'entretien des points d'eau défectueux - Redynamisation des comités de gestion des points d'eau
Mines, industrie et développement technologique	KAMBELE I, II et III- Mama-Mongo NM-Aviation-NDEM	Faible développement du secteur minier	<ul style="list-style-type: none"> - Potentiels non maîtrisés - Moyens d'exploitation limités 	<ul style="list-style-type: none"> - Exploitation minière anarchique - Paupérisation des populations 	<ul style="list-style-type: none"> - Renforcement des capacités techniques, organisationnelles et financières des artisans miniers
Education de base	Tous les villages	Difficulté d'accès aux enseignements de qualité	<ul style="list-style-type: none"> - Insuffisance du personnel enseignant qualifié - Insuffisance d'infrastructures et d'équipements scolaires - Mauvaise condition de travail du personnel de l'enseignement 	<ul style="list-style-type: none"> - Sous-scolarisation - Analphabétisme - Taux élevé d'échec et de déperdition scolaire 	<ul style="list-style-type: none"> - Accroissement de l'effectif du personnel enseignant qualifié - Accroissement des capacités en infrastructures et équipements scolaires - Sensibilisation des parents sur l'importance de l'éducation des enfants
Enseignements secondaires	Tous les villages	Difficulté d'accès aux enseignements de qualité	<ul style="list-style-type: none"> - Insuffisance du personnel enseignant qualifié - Insuffisance d'infrastructures et d'équipements 	<ul style="list-style-type: none"> - Sous-scolarisation - Analphabétisme - Taux élevé d'échec et 	<ul style="list-style-type: none"> - Accroissement de l'effectif du personnel enseignant qualifié - Accroissement des capacités

Secteurs	Villages	Problèmes	Principales causes	Principaux effets	Besoins identifiés
				de déperdition scolaire	en infrastructures et équipements scolaires - Sensibilisation des parents sur l'importance de l'éducation des enfants
Jeunesse	Tous les villages	Difficulté d'insertion socioprofessionnelle des jeunes	- Analphabétisme accentué - Faible capacité entrepreneuriale - Faible accès au financement -	- Désœuvrement et oisiveté - Délinquance juvénile - Dépravation des mœurs - Propagation du VIH/SIDA	- Encouragement de l'alphabétisation et la scolarisation des jeunes - Amélioration de l'accès au financement - Renforcement de la mobilisation et l'encadrement des jeunes dans les activités génératrices de revenus (AGR)
Travaux Public	Tous les villages	Enclavement de la Commune	- Forte dégradation des routes - Insuffisance d'entretien -	- Coût élevé de transport - Accidents régulier	- Entretien des routes et voies d'accès - Désenclavement de la commune
Agriculture	Tous les villages	Faible production agricole	- Encadrement technique insuffisant des producteurs - Accès limité des producteurs aux outillages agricoles et semences améliorées	- Insécurité alimentaire - Faible revenu - Coût élevé des produits agricoles sur le marché	- Facilitation de l'accès aux intrants et équipement agricoles amélioré - Amélioration de l'encadrement des producteurs - Construction des infrastructures de stockage et de transformation
Elevage, pêche et industries animales	Tous les villages	Faible production animale et halieutique	- Encadrement technique insuffisant des éleveurs - Absence d'infrastructures d'élevage aménagées - Accès limité au financement -	- Faible revenu - Insécurité alimentaire - Coût élevé des produits d'élevage sur le marché -	- Amélioration de l'encadrement technique des éleveurs - Création des infrastructures d'abattage, de traitement et d'immunisation
Recherche scientifique et innovation	Tous les villages	Difficulté d'accès aux produits de la recherche scientifique et innovation technologiques	- Faible vulgarisation des produits de la recherche scientifique	- Utilisation du matériel végétal à faible potentiel - Faible production - Baisse des revenus - Pauvreté - L'habitat précaire	- Renforcer les capacités techniques et financières des producteurs en matière de multiplication du matériel végétal amélioré - Améliorer la promotion du secteur de la recherche - Renforcer la vulgarisation
Administration territoriale, décentralisée	Institution communale	Faible développement institutionnel de la Commune	- Un déficit qualitatif et quantitatif en personnel pouvant répondre aux exigences de l'organigramme conformément à la	- Faible contribution de la commune au développement local	- Accroître les capacités en ressources humaines, ressources financières, et

Secteurs	Villages	Problèmes	Principales causes	Principaux effets	Besoins identifiés
on et maintien de l'ordre			<ul style="list-style-type: none"> réglementation en vigueur (Arrêté N° 00136/A/MINADT/DCTD du 24 aout 2009 rendant exécutoire les tableaux types des emplois communaux) ; - Difficultés de mobilisation et de sécurisation des recettes communales - Insuffisance des équipements et des moyens logistiques - Faible réalisation des recettes propres 		<ul style="list-style-type: none"> matérielles de la Commune - Améliorer la gestion communale (financière, ressource humaine, patrimoine etc.) -
Affaires sociales	Tous les villages	Difficultés d'accès à l'assistance sociale	<ul style="list-style-type: none"> - Faible couverture des populations par les services d'assistance sociale - Ignorance des procédures d'accès à l'assistance sociale 	<ul style="list-style-type: none"> - Populations vulnérables non assisté 	<ul style="list-style-type: none"> - Promotion de l'assistance sociale des groupes vulnérables - Mettre en place et tenir un fichier des personnes vulnérables
Femme et famille	Tous les Tous les villages	Difficulté d'épanouissement de la femme et de la famille	<ul style="list-style-type: none"> - Faible pouvoir économique de la femme - Faible représentativité et participation de la femme dans les instances politiques et du développement (prise en compte de leurs intérêts) - Ignorance des droits de la famille - Sous scolarisation de la jeune fille - Surcharge des travaux ménagers - Non établissement d'actes de mariage dans la plupart des foyers 	<ul style="list-style-type: none"> - Fragilisation de la famille - Dépravation des mœurs - Accentuation de la dépendance de la femme vis-à-vis des hommes - Relâchement de l'encadrement de la famille - Prolifération du phénomène des filles-mères et enfants abandonnées 	<ul style="list-style-type: none"> - Renforcement du pouvoir économique de la femme et de la famille - Amélioration de la représentativité et la participation de la femme dans les instances politiques et de décision - Education/sensibilisation de la femme et la famille sur leurs droits - Amélioration de la scolarisation et l'alphabétisation de la jeune fille
Culture	Tous les villages	Difficulté de valorisation du potentiel culturel	<ul style="list-style-type: none"> - Faible capacité de promotion et de développement des initiatives culturelles - Insuffisance d'infrastructures socioculturelles - Faible capacité organisationnelle et financière 	<ul style="list-style-type: none"> - Aliénation culturelle - Non contribution de la culture à l'économie des familles et de la Commune 	<ul style="list-style-type: none"> - Renforcer les capacités de promotion et de développement des initiatives culturelles - Mettre en place des infrastructures socioculturelles - Organiser et financer les initiatives de promotion culturelle - Revaloriser le potentiel culturel
Petites et moyennes entreprises	Tous les villages	Difficulté de développement du secteur de l'artisanat et des PME	<ul style="list-style-type: none"> - Faible esprit et capacité entrepreneuriale - Faible promotion du secteur - Ignorance par les populations des procédures et formalités de création d'entreprises 	<ul style="list-style-type: none"> - Prolifération des emplois précaires - Augmentation du taux de désœuvrement - Faible pouvoir économique des 	<ul style="list-style-type: none"> - Sensibilisation et renforcement de la population en capacité entrepreneuriale - Mobilisation des jeunes autour de la production artisanale et de création des PME

Secteurs	Villages	Problèmes	Principales causes	Principaux effets	Besoins identifiés
				populations et de la Commune	- Vulgarisation des procédures et formalités de création d'entreprises
Tourisme	Tous les villages	Faible développement des activités touristiques	<ul style="list-style-type: none"> - Faible capacité d'accueil (restauration, auberges...) - Potentiel touristique non maîtrisé - Non aménagement des sites touristiques 	<ul style="list-style-type: none"> - Faible attraction des touristes - Faible pouvoir économique des populations et de la Commune 	<ul style="list-style-type: none"> - Améliorer les capacités d'accueil - Identifier et aménager les sites touristiques
Domaines et affaires foncières	Tous les villages Les espaces urbains Institution communale	Forte insécurité foncière des espaces occupés	<ul style="list-style-type: none"> - Manque d'engouement et ignorance des textes relatifs au régime foncier et domanial 	<ul style="list-style-type: none"> - Litiges fonciers - Risque de déguerpissement sans dédommagement 	<ul style="list-style-type: none"> - Intensifier/renforcer la sensibilisation des populations sur la sécurité foncière
Commerce	Tous les villages	Difficulté de commercialisation des produits	<ul style="list-style-type: none"> - Insuffisance d'infrastructures et d'équipements marchands - 	<ul style="list-style-type: none"> - Faible revenu - Mévente 	<ul style="list-style-type: none"> - Aménagement et équipement des marchés - Désenclavement de la Commune
Travail et sécurité sociale	Tous les villages	Faible couverture sociale des travailleurs	<ul style="list-style-type: none"> - Ignorance de la réglementation et du code de travail en vigueur - Manque de volonté des employeurs 	<ul style="list-style-type: none"> - Misère accentuée - Poids pour la société - Non couverture en cas d'accident de travail - Licenciement abusif 	<ul style="list-style-type: none"> - Promouvoir les droits des travailleurs - Contrats
Sport et éducation physique	Tous les villages	Difficulté pour la pratique des activités sportive	<ul style="list-style-type: none"> - Insuffisance d'infrastructures sportives - Déficit d'équipements sportifs déficit d'équipements sportifs dans les établissements scolaires 	<ul style="list-style-type: none"> - Faible épanouissement physique - Faible développement des disciplines sportives et des loisirs - Absence d'association sportive 	<ul style="list-style-type: none"> - Construction d'un complexe sportif - Aménagement des aires de sports existantes - Moniteurs de sport - -Organisation des activités sportives
Enseignement supérieur	Tous les villages	Difficultés à accéder à l'enseignement supérieur	<ul style="list-style-type: none"> - Coût élevé des études supérieures 	<ul style="list-style-type: none"> - Difficulté d'insertion socioprofessionnelle des jeunes - Sous-développement - Nombre insuffisant des élites intellectuelles 	<ul style="list-style-type: none"> - Octroyer des bourses aux jeunes diplômés de la commune - Construction de mini cité dans les universités d'Etat
Communication	Tous les villages	Accès difficile à l'information	<ul style="list-style-type: none"> - Couverture limitée en ondes radio et TV 	<ul style="list-style-type: none"> - Sous information - Difficultés à communiquer - 	<ul style="list-style-type: none"> - Réhabilitation de la radio communale - Construction des radios communautaires - Réfection de l'antenne de relais

Secteurs	Villages	Problèmes	Principales causes	Principaux effets	Besoins identifiés
Emploi et formation professionnelle	Tous les villages	Difficulté d'accès à l'emploi et formation professionnelle	<ul style="list-style-type: none"> - Insuffisance des structures de formation professionnelle - Sous scolarisation - Sous qualification des chercheurs d'emploi 	<ul style="list-style-type: none"> - Prolifération des activités économiques illégales et/ou informelles - Dépravation des mœurs - Oisiveté 	<ul style="list-style-type: none"> - Construction d'une SAR - Construction d'un centre professionnel d'encadrement des jeunes -
Forêt et faune	Tous les villages	Déforestation	<ul style="list-style-type: none"> - Exploitation abusive des essences forestières et fauniques - L'enrichissement des exploitants qui ne respectent pas les normes de coupe - Insuffisance de contrôle de l'administration 	<ul style="list-style-type: none"> - Exploitation abusive des essences forestières et fauniques - L'enrichissement des exploitants qui ne respectent pas les normes de coupe 	<ul style="list-style-type: none"> - Créer des pépinières forestières - Forêt communale - Sensibilisation sur la loi forestière -
transport	Tous les villages	Précarité des conditions de transport	<ul style="list-style-type: none"> - Mauvais état des routes - Non respect de la réglementation en matière de transport - Etat défectueux des véhicules - Mauvais état des gares routières 	<ul style="list-style-type: none"> - Accidents de circulation très fréquents - Coût élevé de transport - Usagers exposés aux intempéries aux lieux d'attente des véhicules - Insécurité routière 	<ul style="list-style-type: none"> - Réorganisation du transport inter urbain et urbain - Acquisition de deux véhicules de transport en commun
Poste et télécommunication	Tous les villages	Difficulté d'accès aux moyens de communication moderne	<ul style="list-style-type: none"> - Réseaux limités et instables 	<ul style="list-style-type: none"> - Sous information - Faible ouverture sur l'extérieur 	<ul style="list-style-type: none"> - Amélioration de la qualité du réseau - Extension des réseaux dans les villages
Environnement et protection de la nature	Tous les villages	Dégradation de l'environnement	<ul style="list-style-type: none"> - Faible respect de la réglementation en vigueur en matière d'exploitation forestière (norme environnementales) - Insuffisance d'assainissement 	<ul style="list-style-type: none"> - Risques écologiques (perturbation de l'écosystème) - Prolifération des maladies 	<ul style="list-style-type: none"> - Suivi des normes environnementales en matière d'exploitation forestières
Développement urbain et habitat	Tous les villages	Faible urbanisation de la commune	<ul style="list-style-type: none"> - Insuffisance d'équipements et d'infrastructures d'urbanisation - Absence d'un plan sommaire d'urbanisation 	<ul style="list-style-type: none"> - Insuffisance d'assainissement - Faible attraction de la ville - Insécurité 	<ul style="list-style-type: none"> - Amélioration d'équipements et d'infrastructures d'urbanisation (électrification, voirie, logement, eau...)

5. PLANIFICATION STRATEGIQUE

5.1. Vision et objectifs du PDC

La vision de développement de la Commune de Batouri est formulée ainsi qu'il suit :

« Batouri, zone urbanisée et destination de rêve à l'horizon à 2035 ».

Cette vision prospective laisse voir Batouri en pleine urbanisation, avec une économie locale développée et une population socialement épanouie (accès aux services de santé, d'éducation, à l'eau, à l'électricité, aux Technologies de l'Information et de la Communication). Elle rentre en droite ligne avec le Document de Stratégie de Croissance et d'Emploi (DSCE).

5.2. Cadre logique par secteur

Le tableau synoptique de planification ou cadre logique pour les différents secteurs de développement de la commune de Batouri se présente ainsi qu'il suit:

Les tableaux ci-dessous présentent les cadres logiques des différents secteurs :

SECTEUR 1 : Santé publique

PROBLEME: Difficulté d'accès aux soins de sante de qualité

Hiérarchie des objectifs / Stratégie du plan (Logique d'intervention)	Indicateur Objectivement Vérifiables (IOV)	Moyens de vérifications (MDV)	Hypothèses /risques (Facteurs externes)	Indicateurs des Facteurs externes
<p>Objectif supérieur (DSCE) Les populations de toutes les régions du Cameroun jouissent d'une bonne santé favorable à leur contribution aux efforts de croissance</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Proportion de districts de santé consolidés ; - Ratio professionnel de santé/population (au moins 1,5 pour 1000 habitants) ; - Proportion de la population desservie par une formation sanitaire fonctionnelle située à une heure de marche (une formation sanitaire à une heure de marche pour au moins 70% de la population) ; - Dépense publique de santé par habitant. 	<p>Enquête INS (EDS, ECAM, etc)</p>		
<p>Objectifs sectoriel stratégique : 1 - Améliorer l'accessibilité des populations aux soins de santé de qualité</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Taux de couverture sanitaire - Proportion de la population qui adopte des comportements sains spécifiques (au moins 70%) 	<p>Statistiques des formations sanitaires Rapports techniques</p>	-	-
<p>Objectifs spécifiques de la stratégie : 1) Construire et sécuriser 09 Centres de santé ; 2) Renforcer les capacités des formations sanitaires en personnel soignants qualifiés, équipements et consommables ; 3) Promouvoir la santé communautaire et l'assurance maladie ; 4) Faciliter l'accès des populations aux moyens de prévention et de prise en charge des grandes pandémies (VIH/SIDA) et endémies (paludisme, tuberculose, choléra...).</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Nombre de Centres de santé construits et sécurisés ; - Nombre de formations sanitaires ayant reçu une dotation en personnel soignants qualifiés, équipements et consommables ; - Nombre de mutuelle de santé mis en place et fonctionnel ; - Nombre de personnes ayant accès aux moyens de prévention et de prise en charge du VIH/SIDA. 	<p>Statistiques des formations sanitaires Rapports techniques</p>	-	-
<p>Résultats attendus de la stratégie : 1) Au moins 09 nouveaux centres de santé construits et sécurisés, 2) Les capacités des formations sanitaires sont renforcés en personnel soignants qualifiés, équipements et consommables médicaux 3) L'accès financier des populations aux soins de santé de qualité est facilité à travers</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Nombre de Centres de santé construits et sécurisés ; - Nombre de formations sanitaires ayant reçu une dotation en personnel soignants qualifiés, équipements et consommables ; - Nombre de mutuelle de santé mis en place et fonctionnel ; 	<p>Statistiques des formations sanitaires Rapports techniques</p>	-	-

l'assurance maladie 4) Les populations vulnérables sont mieux protégées contre les grandes pandémies (VIH/SIDA) et endémies (paludisme, tuberculose, choléra...)	- Nombre de personnes ayant accès aux moyens de prévention et de prise en charge du VIH/SIDA.			
Activités principales/ idées de projets (pour chaque résultat attendu)			Cadre estimatif des coûts	
1.1. Construction de 09 centres de santé intégrés : NAMBALO (01), NGOURA 2 (01), BOMBE PANA (01), NYABI (01), DEM 2 (01), SAMBO 1 (01), TIKONDI 1 (01), MOBE (01), et GAROUA(01), SAMBE(01) ; 1.2. Construction et équipement d'un nouveau bloc opératoire à l'hôpital de district de BATOURI ; 1.3. Construction et équipement d'un nouveau bloc d'hospitalisation à l'hôpital de district de BATOURI ; 1.4. Réhabilitation de la maternité de l'hôpital de district de Batouri ; 1.5. Finition de la clôture du CMA BATOURI URBAIN ; 1.6. Immatriculation des toutes les propriétés sanitaire de l'Arrondissement de BATOURI ; 1.7. Construction du pavillon haut –standing de Batouri ; 2.1. Dotation de 13 formations sanitaires (MOKOLO, MBENDISSOLA, MBOUNOU, NAMBALO, NGOURA 2, BOMBE PANA, NYABI, DEM 2, SAMBO 1, TIKONDI 1, MOBE et GAROUA SAMBE) en consommables et équipements sanitaires standards (01 moto ,10 lits, 01frigérateurs, 01 boîte de petits matériels de chirurgie, 01 boîte de petits matériels de pansement, 01boîte de petits matériels d'accouchement 01 Microscope et des réactifs) 2.2. Dotation en personnel d'appoint (gardien, agent d'entretien, chauffeurs) pour le CMA de Batouri, le Service de Santé de District, l'ambulance de l'hôpital de District ; 2.3. Construction du laboratoire de L'HD de Batouri 2.4. Dotation de toute la formation sanitaire en médicaments 3.1. Mise en place d'une mutuelle de santé dans le District de Batouri 3.2. Redynamisation des COSA et COGE dans toutes les formations sanitaires 3.3. Mise en place d'une mutuelle de santé dans le District de Batouri 4.1 Intensification de l'éducation sanitaire des populations			Libellés	Montants (FCFA)
			Total investissement	1 760 000 000
			Total Fonctionnement	288 000 000
			Imprévus	204 800 000
			Total estimatif	2 252 800 000

SECTEUR 2: Energie et eau

PROBLEME : Difficulté d'accès à l'énergie électrique et à l'eau potable

Hiérarchie des objectifs / Stratégie du plan (Logique d'intervention)	Indicateur Objectivement Vérifiables (IOV)	Moyens de Vérifications (MDV)	Hypothèses /risques (Facteurs externes)	Indicateurs des Facteurs externes
Objectif Stratégique Supérieure (DSCE) : Développer les infrastructures hydrauliques et énergétiques	% des ménages ayant accès à l'eau potable et à l'électrification	- Présence des compteurs électriques dans les ménages	Les populations, l'Etat et les bailleurs de fonds appuient les Activités principales de la Commune	Nombre et type d'Activités principales d'appui à la Commune
Objectifs sectoriel stratégique : Améliorer l'accès à l'énergie électrique et à l'eau potable	- Proportion des populations ayant accès à l'eau potable et l'énergie électrique - Taux de couverture du réseau - Taux de raccordement des populations au réseau	- Exploitation des rapports des sectoriels	-	-
Objectifs spécifiques de la stratégie 1) Electrifier 21 villages et étendre le réseau AES-SONEL aux zones accessibles ; 2) Accroître le nombre des points d'eau potable ;	- Nombre de villages ayant accès l'énergie électrique ; - Nombre de points d'eau réalisés.	- Exploitation des rapports des sectoriels	-	-
Résultats attendus de la stratégie 1) Au moins vingt un (21) villages électrifiés 2) Le nombre des points d'eau potable est accru.	- Nombre de villages ayant accès l'énergie électrique ; - Nombre de points d'eau réalisés.	- Exploitation des rapports des sectoriels		
Activités principales/ idées de projets (pour chaque résultat attendu)			Cadre estimatif des coûts	
1.1 Extension du réseau AES dans les villages de : SANDAE, MOSSO, MAMA, NADGBE, DJAH, MEYOPO (route des grumiers), ADOUMBON, DIMAKO 1, NARKE 1, NARKE 2, KAMBELE 2, KAMBELE 3 et DEM 2 ; 1.2 Construction des réseaux d'électrifications rurale décentralisées à : NYABI, BORONGOUE 1, BELITA 2, NABOUBOU, NAMBALO, MBENDISSOLA, GAROUA SAMMBE, TAPARE, NGOURA 2 ; 1.1 Construction et équipement de 100 points d'eau (confère Fiche besoins en ouvrage hydrauliques) ; 1.2 Réhabilitation de 50 points d'eau défectueux (confère Fiche besoins en ouvrage hydrauliques) 1.3 Réhabilitation des stations Scan water de Badongoe et Kambelé II 1.4 Formation de 200 artisans réparateurs des points d'eau et membres des comités de gestion des points d'eau			Libellés	Montants (FCFA)
			Total investissement	1 800 000 000
			Total Fonctionnement	200 000 000
			Imprévus	200 000 000
			Total estimatif	2 200 000 000

SECTEUR 3: Mines, industrie et développement technologique

PROBLEME : Difficulté de développement du secteur minier

Hiérarchie des objectifs / Stratégie du plan (Logique d'intervention)	Indicateur Objectivement Vérifiables (IOV)	Moyens de Vérifications (MDV)	Hypothèses /risques (Facteurs externes)	Indicateurs des Facteurs externes
Objectif Supérieure (DSCE) : Assurer l'industrialisation à travers la transformation et la valorisation des matières premières locales et la promotion des exportations	Part du secteur dans le PIB	Enquête INS (EDS, ECAM, etc)		
Objectifs sectoriel : Faciliter le développement du secteur minier	<ul style="list-style-type: none"> - Contribution des recettes minières dans le budget communal - Nombre d'emplois créés par le secteur minier - Niveau d'organisation et de structuration des acteurs 	Rapports techniques Evaluation des programmes/projets de développement L'audit environnemental	-	-
Objectifs spécifiques de la stratégie 1. Attirer au moins 03 investisseurs du secteur minier 2. Appuyer la formalisation de l'exploitation minière artisanale	<ul style="list-style-type: none"> - Nombre d'investisseurs attirés dans le cadre de l'exploitation minière - Nombre d'emplois créés par le secteur minier - Nombre de titre minier appuyé 	Etude des impacts Interviews auprès des bénéficiaires/cibles Evaluation des programmes/projets de développement		
Résultats attendus de la stratégie 1. Au moins 03 investisseurs du secteur minier attirés dans la commune 2. Au moins l'obtention de 100 titres d'exploitation minière artisanale appuyée	<ul style="list-style-type: none"> - Nombre d'investisseurs attirés dans le cadre de l'exploitation minière - Nombre d'emplois créés par le secteur minier - Nombre de titre minier appuyé 	Etude des impacts Interviews auprès des bénéficiaires/cibles Evaluation des programmes/projets de développement		
Activités principales/ idées de projets (pour chaque résultat attendu)			Cadre estimatif des coûts	
1.1. Recherche et mobilisation des investisseurs dans le secteur minier 1.2. Information, sensibilisation et formation des artisans sur les procédures d'obtention des titres miniers et la réglementation en vigueur 1.3. Appui organisationnel de 100 artisans miniers			Libellés	Montants (FCFA)
			Total investissement	0
			Total Fonctionnement	31 000 000
			Imprévus	0
			Total estimatif	31 000 000

SECTEUR 4 : Education de base

PROBLEME : Difficulté d'accès aux enseignements de qualité

Hiérarchie des objectifs / Stratégie du plan (Logique d'intervention)	Indicateur Objectivement Vérifiables (IOV)	Moyens de Vérifications (MDV)	Hypothèses /risques (Facteurs externes)	Indicateurs des Facteurs externes
Objectif supérieur (DSCE) Améliorer l'accès et l'équité dans l'éducation de base	Taux d'admission (au moins 50% d'augmentation ; Taux Brut de scolarisation (TBS); Indice de parité (fille /garçon) au moins 5% d'augmentation) ; Taux de couverture.	Enquête INS (EDS, ECAM, etc)		
Objectifs sectoriel : Faciliter l'accès aux enseignements de qualité	Taux de succès et de scolarisation	Statistiques scolaires Rapports sectoriels	-	-
Objectifs spécifiques de la stratégie 1. Accroître l'effectif en personnel enseignants qualifié ; 2. Accroître les capacités en infrastructures ; 3. Améliorer le cadre de vie des enseignants	Nombre et qualité du personnel enseignant affecté Nombre de salles de classe, de points d'eau potables et de blocs latrines, construits dans les écoles ; Nombre de logement des enseignants construits	Rapports sectoriels Statistiques scolaires		
Résultats attendus de la stratégie 1. L'effectif en personnel qualifié accru ; 2. Le niveau d'infrastructures et d'équipements scolaires amélioré ; 3. Le cadre de vie des enseignants est amélioré	Nombre et qualité du personnel enseignant affecté Nombre de salles de classe, de points d'eau potables et de blocs latrines, construits dans les écoles ; Nombre de logement des enseignants construits	Rapports sectoriels Statistiques scolaires		
Activités principales/ idées de projets (pour chaque résultat attendu)			Cadre estimatif des coûts	
1.1 Affectation de 43 enseignants (confère fiche besoin secteur éducation) 1.2 Constructions de 49 salles de classe et réhabilitation de 71 autres (confère fiche besoin secteur éducation) ; 1.3 Equipement de 48 écoles en tables bancs (3416) : (confère fiche besoin secteur éducation) ; 1.4 Equipements des écoles en bureau de maîtres (129) : (confère fiche besoin secteur éducation) ; 1.5 Construction de 48 latrines (confère fiche besoin secteur éducation) ; 1.6 Construction de 45 points d'eau (confère fiche besoin secteur éducation) ; 1.7 Construction de 114 logements des enseignants (confère fiche besoin secteur éducation)			Libellés	Montants (FCFA)
			Total investissement	2 414 535 000
			Total Fonctionnement	724 360 000
			Imprévus	
			Total estimatif	3 138 895 000

SECTEUR 5 : Enseignements secondaires
PROBLEME: Difficulté d'accès aux enseignements de qualité

Hiérarchie des objectifs / Stratégie du plan (Logique d'intervention)	Indicateur Objectivement Vérifiables (IOV)	Moyens de Vérifications (MDV)	Hypothèses /risques (Facteurs externes)	Indicateurs des Facteurs externes
Objectif supérieur (DSCE) Améliorer l'accès et l'équité dans l'enseignement secondaire	<ul style="list-style-type: none"> - Taux d'admission (au moins 50% d'augmentation ; - Taux Brut de scolarisation (TBS); - Indice de parité (fille /garçon) au moins 5% d'augmentation) ; - Taux de couverture. 	Enquête INS (EDS, ECAM, etc)		
Objectifs sectoriel : Faciliter l'accès aux enseignements de qualité	Taux de succès et de scolarisation	Statistiques scolaires Rapports sectoriels	-	-
Objectifs spécifiques de la stratégie : 1. Accroître l'effectif en personnel enseignants qualifiés ; 2. Accroître les capacités en infrastructures et équipements scolaires	Nombre et qualité du personnel enseignant affecté Nombre de salles de classe, de points d'eau potables et de blocs latrines, construits dans les écoles ; Nombre de logement des enseignants construits	Statistiques scolaires Rapports sectoriels		
Résultats attendus de la stratégie 1. L'effectif en personnel qualifié accru 2. Le niveau d'infrastructures et d'équipements scolaires amélioré	Nombre et qualité du personnel enseignant affecté Nombre de salles de classe, de points d'eau potables et de blocs latrines, construits dans les écoles ; Nombre de logement des enseignants construits	Statistiques scolaires Rapports sectoriels		
Activités principales/ idées de projets (pour chaque résultat attendu)			Cadre estimatif des coûts	
2.5. Sollicitation 50 enseignants qualifiés ; 2.6. Recrutement de 20 personnels d'appoint. 2.1 Construction de 60 salles de classe : CES de Sambo (8), CES de Mongo-Nam(8), CES de Gadji(8), CES de Mbounou (8), CES de Trypano (8), Lycée Bilingue de Batouri (10), Lycée technique de Batouri (10) ; 2.2 Construction des clôtures dans les 07 établissements secondaires de la commune ; 2.3 Construction d'un bloc de 02 salle de classe au CES de Trypano ; 2.4 Construction des forages dans les 07 établissements secondaires de la commune ; 2.5 Dotation des établissements secondaires de 130 ordinateurs et 07 groupes électrogènes ; 2.6 Construction de 02 salles de classe au LT de Batouri ; 2.7 Réhabilitation de 03 salles de classe au lycée de SAMBO ; 2.8 Construction d'un bloc administratif au CES de Mbounou ; 2.9 Réhabilitation de 03 salles de classe au CES de GADJI ; 2.10 Equipement en table bancs au CES de GADJI ; 2.11 Equipement en table bancs au LT de Batouri				Montants (FCFA)
			Total investissement	1 480 000 000
			Total Fonctionnement	493 000 000
			Imprévus	
			Total estimatif	1 973 000 000

SECTEUR 6: Jeunesse

PROBLEME : Difficulté d'insertion socioprofessionnelle des jeunes

Hiérarchie des objectifs / Stratégie du plan (Logique d'intervention)	Indicateur Objectivement Vérifiables (IOV)	Moyens de Vérifications (MDV)	Hypothèses /risques (Facteurs externes)	Indicateurs des Facteurs externes
Objectif Supérieure (DCSE) : Augmenter l'offre et la qualité de la formation et de l'encadrement des jeunes	Nombre de jeunes formé et encadré	Enquête INS (EDS, ECAM, etc)		
Objectifs sectoriel : Faciliter l'insertion socio professionnelle des jeunes	Nombre/Taux d'insertion socioprofessionnelle des jeunes	Evaluation des programmes/projets des jeunes Exploitation des rapports des sectoriels	-	-
Objectifs spécifiques de la stratégie : 1. Améliorer les infrastructures d'alphabétisation 2. Renforcer les capacités entrepreneuriales 3. Accroître l'accès des jeunes aux financements	Nombre d'infrastructures construits ou réhabilités Type de formation reçue par les jeunes Nombre de microprojets créés et financés Nombre d'emplois créés	Evaluation des programmes/projets des jeunes Exploitation des rapports des sectoriels	-	-
Résultats attendus de la stratégie 1 Au moins 5000 jeunes alphabétisés 2 Capacités de 250 jeunes renforcés dans l'auto emploi 3 250 projets d'auto emploi des jeunes financés	Nombre d'infrastructures construits ou réhabilités Type de formation reçue par les jeunes Nombre de microprojets créés et financés Nombre d'emplois créés	Evaluation des programmes/projets des jeunes Exploitation des rapports des sectoriels	-	-
Activités principales/ idées de projets			Cadre estimatif des coûts	
1.1 Construction de 06 centres d'alphabétisation fonctionnels (Mbounou, Tikondi, Gadji, Nyabi, Tapare, Belita 2) 1.2 Réhabilitation du Centre Multifonctionnel Pour Jeunes de Batouri 2.1 Organisation de 10 ateliers de formation des jeunes sur la création d'entreprises 3.1 Financement de 250 jeunes pour la création d'auto-emploi			Libellés	Montants (FCFA)
			Total investissement	200 000 000
			Total Fonctionnement	60 000 000
			Total estimatif	260 000 000

SECTEUR 7: Sports et éducation physique
PROBLEME : Difficulté de pratique des activités sportives

Hierarchie des objectifs / Stratégie du plan (Logique d'intervention)	Indicateur Objectivement Vérifiables (IOV)	Moyens de Vérifications (MDV)	Hypothèses /risques (Facteurs externes)	Indicateurs des Facteurs externes
Objectif Supérieure (DSCE) : Développer les infrastructures sportives pour contribuer à la création d'un espace économique intégré et viable	- % de la population ayant accès aux infrastructures sportives	Enquête INS (EDS, ECAM, etc)	-	-
Objectifs spécifiques de la stratégie 1. Accroître le nombre d'infrastructures et équipements sportifs 2. Accroître le nombre d'encadreurs de sport et d'éducation physique dans la commune	Nombre d'infrastructures et d'équipements mis en place Nombre d'encadreurs de sport et d'éducation physique affectés	Rapports techniques	-	-
Résultats attendus de la stratégie 1. Le nombre d'infrastructures et équipements sportifs accru 2. L'effectif d'encadreurs de sport et d'éducation physique t amélioré d'au moins 60%	Nombre d'infrastructures et d'équipements mis en place Nombre d'encadreurs de sport et d'éducation physique affectés	Rapports techniques		
Activités principales/ idées de projets (pour chaque résultat attendu)			Cadre estimatif des coûts	
1.1 Construction de 02 plates-formes sportives à Mbounou et Gadji 1.2 construction d'un complexe multi-sportif Batouri 2.1 Solliciter 30 encadreurs de sport et d'éducation physique auprès du gouvernement			Libellés	Montants (FCFA)
			Total investissement	290 000 000
			Total Fonctionnement	27 000 000
			Total estimatif	317 000 000

SECTEUR 8: enseignement supérieur

PROBLEME : insuffisance du nombre de diplômés du supérieur dans la commune

Hiérarchie des objectifs / Stratégie du plan (Logique d'intervention)	Indicateur Objectivement Vérifiables (IOV)	Moyens de Vérifications (MDV)	Hypothèses /risques (Facteurs externes)	Indicateurs des Facteurs externes
Objectif supérieur (national) : (DSCE) : Accélérer la croissance et créer des emplois afin de réduire la pauvreté (2019)	DSCE Incidence et profondeur de la pauvreté (%); taux de chômage et du sous-emploi Qualité des infrastructures; Taux d'urbanisation (%); Qualité de la gouvernance; Taux de croissance (%)	Etude des impacts Interviews auprès des bénéficiaires/cibles Evaluation des programmes/projets de développement	Le pays bénéficie d'une stabilité sociopolitique (paix)	
Objectifs stratégiques 1. Accroître le nombre de diplômés du supérieur dans la Commune	Nombre de nouveaux diplômés du supérieur dans la Commune	Etude des impacts Interviews auprès des bénéficiaires/cibles Evaluation des programmes/projets de développement	-	-
Objectifs spécifiques de la stratégie 1. Renforcer le mécanisme d'incitation des jeunes à l'enseignement supérieur	Nombre de jeunes ayant accès à l'enseignement supérieur		-	-
Résultats attendus de la stratégie 1. Le mécanisme d'incitation des jeunes à l'enseignement supérieur renforcé	Le nombre d'élites intellectuelles augmenté		-	-
Activités principales/ idées de projets (pour chaque résultat attendu)			Cadre estimatif des coûts	
1.1 Octroi 150 bourses scolaires aux bacheliers et étudiants de l'arrondissement 1.2 Acquisition d'un terrain et construction d'un centre d'accueil et d'hébergement à Yaoundé Soa			Libellés	Montants (FCFA)
			Total investissement	97 500 000
			Total Fonctionnement	29 250 000
			Total estimatif	126 750 000

SECTEUR 9: Travaux publics**PROBLEME : Enclavement de la commune**

Hiérarchie des objectifs / Stratégie du plan (Logique d'intervention)	Indicateur Objectivement Vérifiables (IOV)	Moyens de Vérifications (MDV)	Hypothèses /risques (Facteurs externes)	Indicateurs des Facteurs externes
Objectif supérieur (DSCE) Assurer la pérennité du patrimoine infrastructurel de l'Etat	Niveau de service (indicateur composite) par type d'infrastructures incluant ouvrages et services de gestion.	Enquête INS (EDS, ECAM, etc)		
Objectifs Sectoriel : désenclaver la commune de BATOURI	Km de routes et voies d'accès entretenues	Rapports sectoriels Rapport service technique de la commune	-	-
Objectifs spécifiques de la stratégie 1- Améliorer l'état de routes communales	Nombre de km de routes entretenues	Rapports sectoriels Rapport service technique de la commune	-	-
Résultats attendus de la stratégie 1- Environ 140 km de routes communales entretenues et praticables en toutes saisons	Nombre de km de routes entretenues et praticables Coût de transport abordable	-	-	-
Activités principales/ idées de projets (pour chaque résultat attendu)			Cadre estimatif des coûts	
1.1 Acquisition du matériel de génie civil par la commune (niveleuses, pelles chargeuses, compacteur, camions-bennes) ; 1.2 Cantonnage et entretien des pistes et routes communales par la méthode HIMO ; 1.3 Maintenance du bac sur MBENDISSOLA 1.4 Construction d'un Dalot à BOKOTO 1.5 Construction d'un Dalot à Batouri 2 1.7 Construction d'un Dalot au Quartier élevage/MC ²			Libellés	Montants (FCFA)
			Total investissement	730.000.000
			Total Fonctionnement	219 000 000
			Total estimatif	949 000 000

SECTEUR 10: Domaines et affaires foncières

PROBLEME : Forte insécurité foncière des espaces occupés

Hierarchie des objectifs / Stratégie du plan (Logique d'intervention)	Indicateur Objectivement Vérifiables (IOV)	Moyens de Vérifications (MDV)	Hypothèses /risques (Facteurs externes)	Indicateurs des Facteurs externes
Objectif supérieur (DSCE) Permettre aux populations de satisfaire leurs besoins essentiels, de jouir de leurs droits fondamentaux et d'assumer leurs devoirs	- % de la population sensibilisée sur la sécurité foncière - Nombre de demande de titre foncier initié	Enquête INS (EDS, ECAM, etc)	Objectif supérieur (DSCE) Permettre aux populations de satisfaire leurs besoins essentiels, de jouir de leurs droits fondamentaux et d'assumer leurs devoirs	- % de la population sensibilisée sur la sécurité foncière - Nombre de demande de titre foncier initié
Objectifs sectoriel : réduire l'insécurité foncière dans la commune	Taux de réduction de l'insécurité foncière dans l'espace communal	Rapports techniques	-	-
Objectifs spécifiques de la stratégie 1. Favoriser l'accès de la commune et des populations à la sécurité foncière	Nombre de personne de personne ayant accès à la sécurité foncière	Rapports techniques	-	-
Résultats attendus de la stratégie 1. Au moins 50% des populations de la commune sensibilisées sur la sécurité foncière 2. Le patrimoine foncier de la commune est sécurisé	Nombre de personnes titulaires d'un titre foncier Patrimoine foncier communal	Rapports techniques	-	-
Activités principales/ idées de projets (pour chaque résultat attendu)			Cadre estimatif des coûts	
1.1 Organisation des campagnes d'information et de sensibilisation des populations sur la procédure d'obtention de titre foncier 1.1. Sécurisation du patrimoine foncier communal			Libellés	Montants (FCFA)
			Total investissement	70.000.000
			Total Fonctionnement	21 000000
			Imprévus	
			Total estimatif	91 000 000

SECTEUR 11: Transport

PROBLEME : Précarité des conditions de transport

Hiérarchie des objectifs / Stratégie du plan (Logique d'intervention)	Indicateur Objectivement Vérifiables (IOV)	Moyens de vérifications (MDV)	Hypothèses /risques (Facteurs externes)	Indicateurs des Facteurs externes
Objectif Supérieure (DSCE) : Développer les infrastructures de transport pour contribuer à la création d'un espace économique intégré et viable	- % de la population ayant accès à l'information et aux services postaux	Enquête INS (EDS, ECAM, etc.)		
Objectifs sectoriel : Améliorer les conditions de transport	Nombre d'infrastructures de transport de qualité mis en place et entretenu conditions de transport améliorées	Rapports sectoriels Evaluation des programmes/projets de développement	-	-
Objectifs spécifiques de la stratégie 1. Renforcer la vulgarisation et l'application des textes en matière de transport	Nombre Qualité des infrastructures créées Niveau de service Niveau de participation des différentes parties prenantes à la gouvernance des infrastructures	Rapports sectoriels Evaluation des programmes/projets de développement	-	-
Résultats attendus de la stratégie Les usagers sont informés et formés sur la réglementation en matière de transport		-	-	-
Activités principales/ idées de projets (pour chaque résultat attendu)			Cadre estimatif des coûts	
1.1 Au moins 2 campagne organisées par an sur la réglementation en matière de transport 1.2 Création d'une auto école 1.3 Mise en place des agences de voyage à NPKANGALA 1.4 Aménagement de 02 parcs pour les gros porteurs à NARKE I et NGOURA 2 1.5 Formation de 200 moto taximan à l'obtention du permis A 1.6 Organisation du transport par moto taxi			Libellés	Montants (FCFA)
			Total investissement	40 000 000
			Total Fonctionnement	12 000 000
			Imprévus	
			TOTAL ESTIMATIF	62 000 000

SECTEUR 12: Développement urbain et de l'habitat

PROBLEME: Faible urbanisation de la commune

H hiérarchie des objectifs / Stratégie du plan (Logique d'intervention)	Indicateur Objectivement Vérifiables (IOV)	Moyens de Vérifications (MDV)	Hypothèses /risques (Facteurs externes)	Indicateurs des Facteurs externes
Objectif Supérieure (DSCE) : Assurer l'industrialisation à travers la transformation et la valorisation des matières premières locales et la promotion des exportations	Qualité de l'habitat ; degré de salubrité	Enquête INS (EDS, ECAM, etc)		
Objectifs sectoriel Urbaniser la commune	Infrastructures et équipements mis en place Existence d'un plan d'urbanisme Travaux d'urbanisation effectués	Rapports techniques de la Commune et des sectoriels	-	-
Objectifs spécifiques de la stratégie 1. Accroître le nombre d'équipements et d'infrastructures d'urbanisation	Nombre et type de nouvelles infrastructures Qualité de la voirie municipale	Rapports techniques de la Commune et des sectoriels	-	-
Résultats attendus de la stratégie 1. Le nombre d'équipements et d'infrastructures urbain est accru		-	-	-
Activités principales/ idées de projets (pour chaque résultat attendu)			Cadre estimatif des coûts	
1.1 Délimitation du périmètre urbain de Batouri, Gadji et Nyabi 1.2 Construction de 30 logements sociaux à Batouri 1.3 Création d'une aire de jeux publics à Batouri 1.4 Construction d'un jardin public à Batouri 1.5 Construction de 03 cimetières municipaux à Batouri, Gadji et Nyabi 1.6 Construction d'une gare routière municipale à Batouri 1.7 Mettre en place un système d'éclairage public sur les axes principaux et les grands carrefours à Batouri 1.8 Construction et équipement du centre d'insertion des jeunes en difficulté 1.9 Aménagement des dessertes de quartiers par approche HIMO 1.10 Construction de 5 dalots cadre 1.5x1.5 1.11 Voirie urbain et assainissement de la ville de BATOURI			Libellés	Montants (FCFA)
			Total investissement	1 000 000 000
			Total Fonctionnement	227 000 000
			Imprévus	
			Total estimatif	1.277.000.000

SECTEUR 13 : Administration territoriale, décentralisation et maintien de l'ordre
PROBLEME 1: Faible développement institutionnel de la Commune

Stratégie du plan (Logique d'intervention)	Indicateur Objectivement Vérifiables (IOV)	Moyens de vérifications (MDV)	Hypothèses /risques	Indicateurs des Facteurs externes
Objectif supérieur (national) : (DSCE) : Accélérer la croissance et créer des emplois afin de réduire la pauvreté (2019)	DSCE Incidence et profondeur de la pauvreté (%) ; Taux de chômage et du sous-emploi Qualité des infrastructures ; Taux d'urbanisation (%) ; Qualité de la gouvernance ; Taux de croissance (%)	Etude des impacts Interviews auprès des bénéficiaires/cibles Evaluation des programmes/projets de développement	-	-
Objectifs sectoriel : 1. Renforcer les capacités institutionnelles de la Commune	- Moyens humains, logistiques et financiers mobilisés par la commune - Qualité de la prestation rendue aux populations par la commune	- Rapports d'activité - Comptes administratifs - Contrats et Conventions existants	-	-
Objectifs spécifiques de la stratégie : 1- Améliorer la mobilisation des recettes propres de plus de 50 % d'ici fin 2013 2- Renforcer les capacités en ressources humaines qualifiées de la commune 3- Améliorer les moyens techniques et logistiques de la commune	- Taux d'accroissement de la recette propre - Effectif et qualités des ressources humaines - Moyens techniques et logistiques de la commune	- Rapports d'activité - Comptes administratifs - Sommiers de patrimoine	-	-
Résultats attendus de la stratégie 1- Le niveau de mobilisation des recettes propres est amélioré de plus de 50% 2- La commune dispose des ressources humaines en quantité et en qualité suffisantes 3- Les moyens techniques et logistiques de la commune sont améliorés	- Taux d'accroissement de la recette communale - Effectifs et qualification des ressources de la commune - Moyens techniques et logistiques acquis	- Rapport des services - Comptes administratifs ; - Compte de gestion - Sommiers et fichiers de la Commune - Contrats et Conventions existants	-	-
Activités principales/ idées de projets			Cadre estimatif des couts	
1 Mise à jour d'un fichier des contribuables 1.2 Renforcer la collaboration avec les générateurs de ressources (impôts, MINEPIA, MINADER, etc.) 1.3 Création d'un cadre de concertation avec les contribuables 1.4 Recensement du potentiel économique de la commune 1.5 Elargissement de l'assiette fiscale 1.6 Montage des projets et recherche des financements 2.1. Mise en place du nouvel organigramme communal 2.2. Mise en place d'un plan de recrutement du personnel communal 2.3. Mise en place d'un plan de formation du personnel / conseillers municipaux 3.1. Acquisition des motos sport (4) 3.2. Acquisition de 2 pick-up 3.3. Acquisition de l'outil informatique 3.4. Acquisition des engins lourd de travaux publics (Niveleuse, Pelle chargeuse, 2 Benches)			Libellés	Montants (FCFA)
			Total investissement	175 000 000
			Total Fonctionnement	6 900 000
			Imprévus	
			Total estimatif	181 000 000

SECTEUR 14: Affaires sociales

PROBLEME : Faible jouissance de leurs droits par les groupes vulnérables (enfants, jeunes filles, handicapés, vieillards)

Hiérarchie des objectifs / Stratégie du plan (Logique d'intervention)	Indicateur Objectivement Vérifiables (IOV)	Moyens de Vérifications (MDV)	Hypothèses /risques (Facteurs externes)	Indicateurs des Facteurs externes
Objectif supérieur (DSCE) Promouvoir la solidarité nationale et résorber les décalages les plus flagrants entre les femmes et les hommes dans les groupes sociaux afin de préserver la paix sociale	- Taux d'implication et de réinsertion de chaque groupe de populations vulnérables ; - Indice de satisfaction de la réduction des discriminations envers certains groupes vulnérables, marginaux/marginalisés.	Enquête INS (EDS, ECAM, etc.)		
Objectifs sectoriel : Améliorer la jouissance des droits par les groupes vulnérables	Nature des droits pris en compte Proportion des groupes vulnérables pris en charge	- Rapports sectoriels - Evaluation des programmes/projets de développement	-	-
Objectifs spécifiques de la stratégie 1- Promouvoir l'assistance sociale d'au moins 1 000 vulnérables d'ici 2017	- Nombre de personnes ayant accès à l'assistance sociale	- Rapports sectoriels - Evaluation des programmes/projets de développement - Souches des actes de naissance et registre disponibles	-	-
Résultats attendus de la stratégie 1- Au moins 1 000 vulnérables, dont 50% de femmes bénéficient d'une assistance sur le plan juridique, sociale et économique	- Nombre de personnes ayant bénéficiées de l'assistance sociale	- Décharges et rapports disponibles - Rampes construites - Registres disponibles		-
Activités principales/ idées de projets (pour chaque résultat attendu)			Cadre estimatif des coûts	
1.1 Mise en place et tenue d'un fichier des personnes vulnérables 1.2 Information et sensibilisation des personnes vulnérables sur les procédures d'accès à l'assistance sociale 1.1.1 Acquisition des appareillages pour soutien aux handicapés et malvoyants (100 paires de lunettes, 75 prothèses auditives, 75 chaussures orthopédiques, 125 cannes anglaises, 75 cannes blanches, 15 fauteuils roulants, 15 tricycles, 20 prothèses des membres supérieurs et inférieurs) 1.2. Appui à l'auto promotion économique des personnes vulnérables (Création d'un fonds communal d'appui aux personnes vulnérables) 1.3. Etablissement 1000 actes de naissance et des 500 cartes nationales d'invalidité			Libellés	Montants (FCFA)
			Total investissement	38 000 000
			Total Fonctionnement	11 400 000
			Imprévus	3 800 000
			Total estimatif	53 200 000

SECTEUR 15: Promotion de la Femme et de famille

PROBLEME : Difficulté d'épanouissement de la femme et de la famille

Hiérarchie des objectifs / Stratégie du plan (Logique d'intervention)	Indicateur Objectivement Vérifiables (IOV)	Moyens de vérifications (MDV)	Hypothèses /risques (Facteurs externes)	Indicateurs des Facteurs externes
Objectif supérieur (DSCE) Promouvoir l'épanouissement de la cellule familiale et la participation communautaire	- Nombre des familles ayant reçu une bonne - éducation sociale.	Enquête INS (EDS, ECAM, etc.)		
Objectifs sectoriel : Améliorer l'épanouissement de la femme et de la famille	- - Position de la femme sur le plan économique, social et politique	Rapports sectoriels Evaluation des programmes/projets de développement	-	-
Objectifs spécifiques de la stratégie 1. Améliorer la scolarisation de la jeune fille ; 2. Accroître d'au moins 35% le taux de représentativité et participation de la femme dans les instances politiques et du développement ; 3. Renforcer les capacités de la femme sur ses droits et ceux de la famille	- Taux de scolarisation de la jeune fille - Taux de représentativité des femmes dans les instances politiques et du développement - Nombre de femmes formés sur leurs droits	Rapports sectoriels Evaluation des programmes/projets de développement	-	-
Résultats attendus de la stratégie 1. Le taux de scolarisation de la jeune fille est amélioré d'au moins 30% ; 2. Le taux de représentativité et participation de la femme dans les instances politiques et du développement est accru d'au moins 35% ; 3. Au moins 5000 femmes informées et sensibilisées sur leurs droits et ceux de la famille	- Taux de scolarisation de la jeune fille - Taux de représentativité des femmes dans les instances politiques et du développement - Nombre de femmes formés sur leurs droits	Rapports sectoriels Evaluation des programmes/projets de développement	-	-
Activités principales/ idées de projets (pour chaque résultat attendu)			Cadre estimatif des coûts	
1.1 information et sensibilisation des parents sur l'éducation de la jeune fille 1.2 Appui à la scolarisation des filles (500 bourses scolaires) ; 2.1 formation et coaching 250 femmes leaders pour la participation à la vie politique et au développement de la commune 3.1. Organisation de 06 campagnes de sensibilisation sur les droits de la femme et de la famille			Libellés	Montants (FCFA)
			Total investissement	200 000 000
			Total Fonctionnement	60 000 000
			Imprévus	20 000 000
			Total estimatif	280 000 000

SECTEUR 16: Commerce

PROBLEME : Difficulté de commercialisation des produits agricoles

Hierarchie des objectifs / Stratégie du plan (Logique d'intervention)	Indicateur Objectivement Vérifiables (IOV)	Moyens de vérifications (MDV)	Hypothèses /risques (Facteurs externes)	Indicateurs des Facteurs externes
Objectif supérieur (DSCE) Assurer de manière compétitive la présence des produits camerounais sur les marchés	- Part des exportations dans le PIB - Déficit de la balance commerciale	Enquête INS, ECAM		Objectif supérieur (DSCE) Assurer de manière compétitive la présence des produits camerounais sur les marchés
Objectifs sectoriel Faciliter la commercialisation des produits agricoles	- Niveau de revenu des producteurs - Nouveaux débouchés créés	Rapports techniques Evaluation des programmes/projets de développement	-	-
Objectifs spécifiques de la stratégie 1. Améliorer le niveau des équipements et des infrastructures marchandes	- Nombre et type d'infrastructures marchandes construites,	Rapports techniques Evaluation des programmes/projets de développement	-	-
Résultats attendus de la stratégie 1. Les niveaux des équipements et des infrastructures marchandes sont améliorés	- Nombre et type d'infrastructures marchandes construites -	Rapports techniques Evaluation des programmes/projets de développement	-	-
Activités principales/ idées de projets (pour chaque résultat attendu)			Cadre estimatif des coûts	
2.7. Construction de 04 hangars de marché dans les zones de commerce intense (NYABI, TAPARE, MBOUNOU, NGOURA 2), 2.8. Construction de 09 magasins de stockage en matériaux définitifs (NAMBALO, NDAMANO, MBOUNOU, NGOURA 2 NYABI, GADJI, BADONGOE, GAMGAM, TIKONDI) ; 2.9. Ouverture de 04 marchés (NYABI, MEYOPO, MONGO-NAM, SANDAE) ; 2.10. Construction de 10 boutiques par marché communal à TAPARE, NGOURA 2, NYABI, MBOUNOU ; 2.11. Aménagement de 04 parcs à bétails dans les marchés de GADJI, BATOURI 2, NGOURA 2, NYABI			Libellés	Montants (FCFA)
			Total investissement	256 000 000
			Total Fonctionnement	76 800 000
			Imprévus	
			Total estimatif	302 800 000

SECTEUR 17: postes et télécommunication

PROBLEME : Difficulté d'accès aux moyens de télécommunication moderne

Hiérarchie des objectifs / Stratégie du plan (Logique d'intervention)	Indicateur Objectivement Vérifiables (IOV)	Moyens de Vérifications (MDV)	Hypothèses /risques (Facteurs externes)	Indicateurs des Facteurs externes
Objectif Supérieure (DSCE) : Développer les infrastructures de communication et de télécommunication pour contribuer à la création d'un espace économique intégré et viable	- % de la population ayant accès à l'information et aux services postaux	Enquête INS (EDS, ECAM, etc.)	-	-
Objectifs sectoriel : Améliorer l'accès des populations aux moyens de télécommunication moderne	- Nombres de personnes ayant accès aux TIC et formées - Nombre et type d'antennes installées - Nombre de télé centres fonctionnels	-	-	-
Objectifs spécifiques de la stratégie 1. Acquérir les moyens pour un accès facilité au TIC 2. Améliorer la maîtrise des TIC par les populations	- Nombres de personnes ayant accès aux TIC et formées - Nombre et type d'antennes installées - Nombre de télé centres fonctionnels	-	-	-
Résultats attendus de la stratégie 1. Les moyens facilitant l'accès au TIC sont acquis et opérationnels 2. La maîtrise des TIC par les populations est largement améliorée	- Nombres de personnes ayant accès aux TIC et formées - Disponibilité du réseau téléphonique - Nombre et type d'antennes installées - Nombre de télé centres fonctionnels	-	-	-
Activités principales/ idées de projets (pour chaque résultat attendu)			Cadre estimatif des coûts	
1.3 Construction et équipement d'un Télé centre communautaire dans l'espace urbain de Batouri 2.1 Subvention des formations en informatique d'au moins 750 personnes			Libellés	Montants (FCFA)
			Total investissement	97 500 000
			Total Fonctionnement	29 250 000
			Imprévus	
			Total estimatif	126 750 000

SECTEUR 18: Communication

PROBLEME : Difficulté d'accès à l'information

Hiérarchie des objectifs / Stratégie du plan (Logique d'intervention)	Indicateur Objectivement Vérifiables (IOV)	Moyens de Vérifications (MDV)	Hypothèses /risques (Facteurs externes)	Indicateurs des Facteurs externes
Objectif supérieur (national) : (DSCE) : Développer les infrastructures de communication pour contribuer à la création d'un espace économique intégré et viable	Nombre de populations ayant accès à l'information	Rapports sectoriels Evaluation des programmes/projets de développement	-	-
Objectifs stratégiques : Faciliter l'accès des populations à l'information	Nombre de populations ayant accès à l'information	Rapports sectoriels Evaluation des programmes/projets de développement	-	-
Objectifs spécifiques de la stratégie 1. Améliorer la couverture des villages par la radio communale			-	-
Résultats attendus de la stratégie 1. accès de tous les villages à la radio communale			-	-
Activités principales/ idées de projets (pour chaque résultat attendu)			Cadre estimatif des coûts	
1.1. Extension des ondes de la RCB dans toute la commune (acquisition d'un nouvel émetteur, système de protection) 1.2. Recrutement le personnel qualifié à la RCB 1.3. Obtention d'une licence d'exploitation de la RCB			Libellés	Montants (FCFA)
			Total investissement	60 000 000
			Total Fonctionnement	18 000 000
			Total estimatif	78 000 000

SECTEUR 19: Petites et moyennes entreprises, économie sociale et artisanat

PROBLEME : Difficulté de développement du secteur de l'artisanat, des petites et moyennes entreprises et de l'économie sociale

Hiérarchie des objectifs / Stratégie du plan (Logique d'intervention)	Indicateur Objectivement Vérifiables (IOV)	Moyens de Vérifications (MDV)	Hypothèses /risques (Facteurs externes)	Indicateurs des Facteurs externes
Objectif supérieur (DSCE) Améliorer l'environnement des affaires et la compétitivité des entreprises locales	Niveau de compétitivité des entreprises locales	Enquête INS (EDS, ECAM, etc)		Objectif supérieur (DSCE) Améliorer l'environnement des affaires et la compétitivité des entreprises locales
Objectifs sectoriel : Développer le secteur	Nombre d'initiatives mises sur pieds et financées Nombre de promoteurs informés et formés sur les procédures et formalités de création et de gestion d'entreprises	Rapports techniques Evaluation des programmes/projets de développement	-	-
Objectifs spécifiques de la stratégie : 1. Renforcer les capacités entrepreneuriales d'au moins 50 promoteurs (dont 50% de femmes) 2. Faciliter l'accès de 50 promoteurs formés au financement	Nombre d'initiatives mises sur pieds et financées Nombre de promoteurs informés et formés sur les procédures et formalités de création et de gestion d'entreprises Nombre des projets de promoteurs financés	Rapports techniques Evaluation des programmes/projets de développement	-	-
Résultats attendus de la stratégie 1. Au moins 50 promoteurs formés 2. Au moins 50 initiatives de promotion des PME par les jeunes appuyés	Nombre d'initiatives mises sur pieds et financées Nombre de promoteurs informés et formés sur les procédures et formalités de création et de gestion d'entreprises Nombre des projets de promoteurs financés	Rapports techniques Evaluation des programmes/projets de développement	-	-
Activités principales/ idées de projets (pour chaque résultat attendu)			Cadre estimatif des coûts	
1.1 Organisation des ateliers de formation des jeunes promoteurs sur le processus de création et de gestion d'entreprises 2.1 Organisation des carrefours métiers 2.2 Appui de 50 jeunes formés en montage de projets et à la recherche de financements			Libellés	Montants (FCFA)
			Total investissement	120 000 000
			Total Fonctionnement	36 000 000
			Imprévus	
			Total estimatif	156 000 000

SECTEUR 20: Tourisme

PROBLEME : faible développement des activités touristiques

Hiérarchie des objectifs / Stratégie du plan (Logique d'intervention)	Indicateur Objectivement Vérifiables (IOV)	Moyens de Vérifications (MDV)	Hypothèses /risques (Facteurs externes)	Indicateurs des Facteurs externes
Objectif supérieur (DSCE) Développer les produits touristiques camerounais pour faire du Cameroun une destination touristique	- Nombre de touristes internationaux par an (au moins 1000 000) ; - Nombre de touristes internes ; - Nombre de sites touristiques aménagés et normalisés ; - VA touristique / VA totale ;	Enquête INS (EDS, ECAM, etc)		
Objectifs sectoriel : rendre attractif la commune sur le plan touristique	Nombre et type de produits touristique développés	Rapports techniques Evaluation des programmes/projets de développement	-	-
Objectifs spécifiques de la stratégie 1. Améliorer les capacités d'accueil de la commune 2. Valoriser le potentiel touristique de la commune	Nombre et type de produits touristique développés Capacité d'accueil (Nombre de structures d'hébergement et de restauration disponible)	Rapports techniques Evaluation des programmes/projets de développement	-	-
Résultats attendus de la stratégie 1. Les capacités d'accueil de la commune sont améliorées 2. Potentiel touristique de la commune valorisé	Nombre et type de produits touristique développés structures d'hébergement et de restauration disponible) Nombre et types de sites aménagés	-	-	-
Activités principales/ idées de projets (pour chaque résultat attendu)			Cadre estimatif des coûts	
1.1 Réhabilitation du centre touristique de Batouri 2.1. Aménagement du lac municipal et du site touristique de BOUGOGO 2.2. Réalisation et diffusion d'une carte de visite de la commune (documentaire audio-visuel)			Libellés	Montants (FCFA)
			Total investissement	150 000 000fcfa
			Total Fonctionnement	50 000 000fcfa
			Imprévus	10 000 000fcfa
			Total estimatif	210 000 000fcfa

SECTEUR 21: Emploi et formation professionnelle

PROBLEME : Difficulté d'accès à la formation professionnelle et aux emplois décents

Hiérarchie des objectifs / Stratégie du plan (Logique d'intervention)	Indicateur Objectivement Vérifiables (IOV)	Moyens de Vérifications (MDV)	Hypothèses /risques (Facteurs externes)	Indicateurs des Facteurs externes
Objectif supérieur (DSCE) Promouvoir des emplois décents durables accroître l'employabilité de la population active par une formation professionnelle adaptée	Nombre de structures de formation professionnelle créées et fonctionnelles sur l'ensemble du territoire ; Nombre d'emplois créés ; Taux de chômage.	Enquête INS (EDS, ECAM, etc.)		
Objectifs stratégiques Favoriser la formation professionnelle des jeunes	Nombre de jeunes ayant accès à la formation professionnelle	Rapport sectoriels Evaluation des programmes/projets de développement	Refus des jeunes et de la population de s'approprier des actions promues	-
Objectifs spécifiques de la stratégie 1. Susciter l'intérêt des jeunes pour la formation professionnelle.	Nombre des jeunes inscrits dans les structures de formation professionnelles (SAR/SM, CFAR, EFA)	Rapport sectoriels Evaluation des programmes/projets de développement	-	-
Résultats attendus de la stratégie 1. Accroissement de plus de 50% du nombre des jeunes inscrits dans les centres de formation professionnelle.	Taux d'accroissement du nombre des jeunes inscrits dans les centres de formation professionnelle	Rapport sectoriels Evaluation des programmes/projets de développement	-	-
Activités principales/ idées de projets (pour chaque résultat attendu)			Cadre estimatif des coûts	
1.1 Information et sensibilisation des populations sur les filières et les débouchés des formations professionnelles dans les structures existantes (SAR/SM, CFAR, EFA) ; 1.2 Octroi de bourses aux jeunes apprenants dans les structures existantes (SAR/SM, CFAR, EFA) ; 1.3 Appui à l'installation des jeunes formés.			Libellés	Montants (FCFA)
			Total investissement	100 000 000fcfa
			Total Fonctionnement	100 000 000fcfa
			Total estimatif	200 000 000fcfa

SECTEUR 22: Travail et sécurité sociale
PROBLEME : Faible épanouissement des travailleurs

Hierarchie des objectifs / Stratégie du plan (Logique d'intervention)	Indicateur Objectivement Vérifiables (IOV)	Moyens de Vérifications (MDV)	Hypothèses /risques (Facteurs externes)	Indicateurs des Facteurs externes
Objectif Supérieure (DSCE) : Développer les infrastructures sportives pour contribuer à la création d'un espace économique intégré et viable	- % de la population ayant accès aux infrastructures sportives	Enquête INS (EDS, ECAM, etc.)		
Objectifs stratégiques : Favoriser l'épanouissement des travailleurs	- Nombre d'employés assurés - Nombre d'employés ayant un emploi décent	Rapports techniques Evaluation des programmes/projets de développement		
Objectifs spécifiques de la stratégie 1. Accroître d'au moins 50% le nombre de travailleurs couverts par la sécurité sociale	- Nombre d'employés assurés ou taux d'accroissement des travailleurs couverts par la sécurité sociale - Nombre d'emplois décents promus	Rapports techniques Evaluation des programmes/projets de développement	-	-
Résultats attendus de la stratégie 1. Au moins 50 % de travailleurs sont couverts par la sécurité sociale	- Taux de couvert social des travailleurs	Rapports techniques Evaluation des programmes/projets de développement	-	-
Activités principales/ idées de projets (pour chaque résultat attendu)			Cadre estimatif des coûts	
1.1 sensibilisation des promoteurs d'auto-emploi et des employeurs sur la réglementation en matière de travail et de sécurité sociale ; 1.2 Accompagnement des promoteurs d'auto-emploi et d'employeurs dans le processus d'immatriculation et de couverture sociale des travailleurs 1.3 Elaboration d'un planning d'éducation ouvrière en milieu professionnel 1.4 Formation des travailleurs en réglementation du travail et de la sécurité sociale			Libellés	Montants (FCFA)
			Total investissement	500 000
			Total Fonctionnement	200 000
			Total estimatif	700 000

SECTEUR 23: Culture

PROBLEME : Difficulté de valorisation du potentiel culturel

Hiérarchie des objectifs / Stratégie du plan (Logique d'intervention)	Indicateur Objectivement Vérifiables (IOV)	Moyens de Vérifications (MDV)	Hypothèses /risques (Facteurs externes)	Indicateurs des Facteurs externes
Objectif supérieur (DSCE) Permettre aux populations de satisfaire leurs besoins essentiels, de jouir de leurs droits fondamentaux et d'assumer leurs devoirs	Part du secteur dans le PIB	Enquête INS (EDS, ECAM, etc.)		
Objectifs stratégiques Valoriser le potentiel culturel	Nombre d'initiatives culturelles mises sur pieds et/ou appuyées	Rapports techniques Evaluation des programmes/projets de développement	-	-
Objectifs spécifiques de la stratégie 1. Renforcer les capacités de promotion et de développement des initiatives culturelles 2. Mettre en place des infrastructures socioculturelles	Nombre d'initiatives renforcées Nombre et type d'infrastructures mises en place	Rapports techniques Evaluation des programmes/projets de développement	-	-
Résultats attendus de la stratégie 1. Au moins 15 initiatives culturelles sont promues et développées 2. Au moins 03 infrastructures socioculturelles construits	Nombre d'initiatives renforcées Nombre et type d'infrastructures mises en place	Rapports techniques Evaluation des programmes/projets de développement	-	-
Activités principales/ idées de projets			Cadre estimatif des coûts	
1.1. Formation des acteurs culturels sur les opportunités de développement des activités culturelles 1.2. Sponsor et octroi des prix aux meilleurs promoteurs culturels, 1.3. Etablissement des relations culturelles dans le cadre de la coopération décentralisée (jumelage, projets culturels) 2.1 Construction et équipement de foyers culturel à Batouri, Gadjji, et Nyabi			Libellés	Montants (FCFA)
			Total investissement	300 000 000fcfa
			Total Fonctionnement	150 000 000fcfa
			Imprévus	50 000 000fcfa
			Total estimatif	500 000 000fcfa

SECTEUR 24: Agriculture**PROBLEME : Faible production agricole**

Hiérarchie des objectifs / Stratégie du plan (Logique d'intervention)	Indicateur Objectivement Vérifiables (IOV)	Moyens de vérifications (MDV)	Hypothèses /risques (Facteurs externes)	Indicateurs des Facteurs externes
Objectif supérieur (DSCE) Assurer une production durable en quantité et en qualité dans les filières agricole	Part de la production agricole dans le PIB	Enquête INS, ECAM	Les appuis divers sont déployés pour soutenir la production dans les filières agricole	Nombre d'appui déployés
Objectifs sectoriel : Accroître au moins de 60% le niveau de production agricole dans les filières (manioc, maïs, plantain, igname, cacao, tomate, macabo)	<ul style="list-style-type: none"> - Taux d'accroissement de la production et rendement agricole par filière, - Superficies des exploitations - Quantités produites et vendues 	<ul style="list-style-type: none"> - Rapport des services techniques - Rapport des programmes/projets de développement 	-	-
Objectifs spécifiques de la stratégie : 1- Améliorer l'encadrement technique d'au moins 100 groupes de producteurs, 2- Faciliter l'accès des producteurs aux outillages agricoles et semences améliorées (financement) 3- Améliorer la transformation, le stockage et la commercialisation des produits agricoles ; 4- Accroître la valorisation du potentiel agricole de la commune	<ul style="list-style-type: none"> - Nombre de producteurs bénéficiant d'un encadrement approprié - Nombre de producteurs ayant eu accès aux intrants et équipement agricoles améliorés - Nombre et types d'infrastructures transformation, le stockage et la commercialisation disponibles ou mis à la disposition des producteurs 	<ul style="list-style-type: none"> - Rapport des services techniques - Rapport des programmes/projets de développement 	-	-
Résultats attendus de la stratégie 1. Les capacités techniques et organisationnelles d'au moins 100 groupes de producteurs (dont 50% membres femmes) par filières sont renforcées dans la production améliorée, la transformation et la commercialisation ; 2. les capacités en infrastructures de transformation, le stockage et la commercialisation des produits agricoles sont améliorées ; 3. Au moins 100 groupes de producteurs ont bénéficié d'un appui financier pour le développement de leurs activités 4. Le potentiel agricole de la commune est valorisé	<ul style="list-style-type: none"> - Nombre de groupes ayant bénéficiés d'un renforcement de capacité en techniques de production améliorée, transformation et conservation - Nombre d'infrastructures disponibles pour le stockage, la commercialisation, la transformation - Nombre de groupes ayant accès aux intrants et équipements agricoles améliorés (% de femmes) 	<ul style="list-style-type: none"> - Rapport des services techniques - Rapport des programmes/projets de développement 	-	-

Activités principales/ idées de projets (pour chaque résultat attendu)	Cadre estimatif des coûts	
	Libellés	Montants (FCFA)
1.1. Réhabilitation et équipement du CEAC de DIMAKO 1.2. Affectation du personnel dans tous les postes agricoles et zones de vulgarisation (08) 1.3. Subvention des structures privées d'encadrement rural (CFAR, GIC ERE NOUVELLE), 1.4. Formation et suivi technique de 100 groupes de producteurs sur les techniques améliorées de production dans les filières maïs, manioc, maraîchage, etc. 1.5. Renforcement de capacités techniques et organisationnelles d'au moins 100 groupes de producteurs (dont 20% membres femmes) 2.1. Construction de 22 aires de séchages, 2.2. Construction de 10 magasins de stockage dans les villages Mama –piste BOUGOGO, BORONGOE, TIKONDI I, GADJI, NGOURA, MBOUNOU, NAMBALO, NYABI, TASSONGO, BARIBANGUE et sont utilisés par les producteurs ; 2.3. Mise en place d'une unité de transformation améliorée du manioc à Batouri, 3.1 Appui en outillages agricoles et semences améliorées (financement) à 100 groupes de producteurs ; 4.1 Mise en place de l'unité agro-industrielle de BORA (Prise de participation) 4.2 Mise en place d'une industrie sucrière à BADONGOE (Prise de participation) 4.3 Mise en place d'une industrie sur bananier plantain	Total investissement	217 500 000
	Total Fonctionnement	65 250 000
	Imprévus	14 137 500
	Total estimatif	296 887 500

SECTEUR 25 : Elevage, pêche et industrie animale
PROBLEME : Faible production animale

Hiérarchie des objectifs / Stratégie du plan (Logique d'intervention)	Indicateur Objectivement Vérifiables (IOV)	Moyens de vérifications (MDV)	Hypothèses /risques (Facteurs externes)	Indicateurs des Facteurs externes
Objectif supérieur (DSCE) Assurer une production durable en quantité et en qualité dans les filières animale et halieutique	- Part de la production animale dans le PIB - Part de la production halieutique dans le PIB	Enquête INS, ECAM	Les appuis divers sont déployés pour soutenir la production dans les filières animale et halieutique	Nombre d'appui déployés
Objectifs sectoriel : 1. Accroître la production animale et halieutique	- Quantité et qualité des productions animales (accroissement du cheptel, poids, précocité, taux de mortalité, types de soins ...)	- Rapport des services techniques - Rapport des programmes/projets de développement	-	-
Objectifs spécifiques de la stratégie : 1- Améliorer l'encadrement de plus 80 groupes d'éleveurs en techniques améliorées de production animale et piscicole 2- Réduire de 75% le nombre de conflits agriculteurs et éleveurs 3- Améliorer quantitativement et qualitativement les infrastructures d'abattage, de traitement et d'immunisation au profit de 80 groupes d'éleveurs 4- Faciliter l'accès au financement au profit d'au moins 80 groupes d'éleveurs	- Nombre de groupes d'éleveurs encadrés de façon adéquat - Taux de réduction de conflits agriculteurs-éleveurs - Quantité et qualité d'infrastructures mis en place - Nombre de groupes d'éleveurs ayant bénéficié d'un appui financier	- Rapport des services techniques - Rapport des programmes/projets de développement	-	-
Résultats attendus de la stratégie 1. Les capacités organisationnelle et techniques d'au moins 80 groupes des éleveurs (50% femmes) par filières sont renforcées permettant une augmentation de la production de 50% ; 2. le nombre de conflits agriculteurs et éleveurs est réduit à au moins 75% ; 3. Les éleveurs disposent des nouvelles infrastructures d'abattage, de traitement et d'immunisation ; 4. Au moins 80 groupes d'éleveurs ont bénéficié d'un appui financier pour le développement de leurs activités.	- Nombre de groupes d'éleveurs encadrés de façon adéquat - Taux de réduction de conflits agriculteurs-éleveurs - Quantité et qualité d'infrastructures mis en place - Nombre de groupes d'éleveurs ayant bénéficié d'un appui financier	- Rapport des services techniques - Rapport des programmes/projets de développement	-	-
Activités principales/ idées de projets (pour chaque résultat attendu)			Cadre estimatif des coûts	
1.6. Formation et suivi technique de 80 groupes d'éleveurs sur les techniques améliorées de production animale et halieutique 1.7. Renforcement des capacités organisationnelles des groupes d'éleveurs, 2.4. Délimitation des zones de pâturage et d'agriculture dans les villages NYABI, GADJI, MOBE, BOMA, BELITA, BELIMBAM, NGUEMO, MBOUNOU, TAPARE, GAROUA SAMBE, NDONGMEMBE 2.1. Ouverture de 2 marchés à bétail (TAPARE et NYABI) 2.2. Construction de 6 aires d'abattage (KAMBELE II, NGOURA, NYABI, TIKONDI, MBOUNOU et BELITTA) ; 2.3. Construction et équipement de 3 boucheries à GADJI, NGOURA et NYABI ; 2.4. construction d'une officine vétérinaire à Batouri 2.5. Aménagement de 03 bassins de tiqueur à GADJI, MOBE et NYABI 2.6. Construction et équipement d'une écloserie à Batouri et Borongoe 4.1. Organisation des journées d'élevage (01 fois par an) 4.2. Appui en petits matériels et produits vétérinaires au bénéfice d'au moins 80 groupes d'éleveurs et pisciculteurs (50% femmes)			Libellés	Montants (FCFA)
			Total investissement	150 430 000
			Total Fonctionnement	55 119 000
			Imprévus	
			Total estimatif	205 549 000

SECTEUR 26: Forêt et faune

PROBLEME : Dégradation du potentiel faunique et floristique

Hiérarchie des objectifs / Stratégie du plan (Logique d'intervention)	Indicateur Objectivement Vérifiables (IOV)	Moyens de Vérifications (MDV)	Hypothèses /risques (Facteurs externes)	Indicateurs des Facteurs externes
Objectif supérieur (DSCE) Assurer une gestion durable des ressources naturelles	- Part de la production forestière dans le PIB - Proportion d'écosystèmes réhabilités - Niveau d'augmentation des surfaces reboisées	Enquête INS, ECAM		Objectif supérieur (DSCE) Assurer une gestion durable des ressources naturelles
Objectifs sectoriel : Améliorer la gestion du potentiel faunique et floristique	Niveau d'augmentation des surfaces reboisées ; Nature et superficie des espaces floristiques viabilisés	Rapport des services techniques -	-	-
Objectifs spécifiques de la stratégie 1. Réduire l'exploitation illégale des produits issus de la forêt (bois, produits forestiers non ligneux etc....) 2. Intensifier le contrôle de l'exploitation forestière 3. Valoriser le potentiel floristique de la commune	Diminution de la pression sur les espèces fauniques et forestières Baisse taux d'exploitation illégale des produits issus de la forêt Potentiel floristique mis en valeur	Rapport des services techniques	-	-
Résultats attendus de la stratégie 1. Le taux d'exploitation illégale des produits issus de la forêt a baissé de manière significative 2. Le contrôle de l'exploitation forestière s'est accru 3. La forêt communal de Batouri est classée et exploitée convenablement	Diminution de la pression sur les espèces fauniques et forestières Baisse taux d'exploitation illégale des produits issus de la forêt Acte de classe de la forêt communale Mode de gestion en vigueur	Rapport des services techniques	-	-
Activités principales/ idées de projets (pour chaque résultat attendu)			Cadre estimatif des coûts	
2.1. Renforcement de capacité des Comités Paysans – Forêt, CFC et des OSC en matière de surveillance des forêts 2.2. Dotation des Comités Paysans – Forêt, CFC et des OSC en équipement appropriés pour la surveillance de proximité (carte, GPS, appareil photo, Motos...) 2.1 Renforcement de la DDFOF et des postes forestiers (4) en ressources humaines, en équipements et matériels roulants 3.1. Finalisation du processus de classement et mise en exploitation de la forêt communale 3.2. Renforcement de la CFC de Batouri en ressources humaines qualifiées et en équipements			Libellés	Montants (FCFA)
			Total investissement	300 000 000
			Total Fonctionnement	90 000
			Imprévus	19 500 000
			Total estimatif	409 500 000

SECTEUR 27: Environnement et protection de la nature

PROBLEME : Dégradation de l'environnement

Hierarchie des objectifs / Stratégie du plan (Logique d'intervention)	Indicateur Objectivement Vérifiables (IOV)	Moyens de Vérifications (MDV)	Hypothèses /risques	Indicateurs des Facteurs externes
Objectif supérieur (national) : (DSCE) : Améliorer la qualité de l'environnement	Taux de couverture du monitoring environnemental (100%)	Rapport techniques	-	-
Objectifs sectoriel : restaurer et améliorer la gestion de l'environnement	Actions de restauration de l'environnement réalisées Pratiques de gestion durable de l'environnement adoptées	Rapport techniques Evaluation des programmes/projets de développement	-	-
Objectifs spécifiques de la stratégie 1. Améliorer respect de la réglementation en vigueur en matière d'exploitation forestière et minière (normes environnementales) ; 2. Améliorer le cadre de vie des populations et la salubrité publique	Respect des normes environnementales dans les exploitations minières et forestières Qualité de cadre de vie	Rapport techniques	-	-
Résultats attendus de la stratégie 1- Au moins 70% des exploitants forestiers et miniers respectent les normes environnementales en vigueur 2- Au moins le 1/3 de la population de Batouri vit dans un environnement salubre et assaini	Taux d'exploitant forestiers et miniers respectant les normes environnementales dans leurs activités Taux de population vivant dans un environnement salubre et assaini	Rapport techniques	-	-
Activités principales/ idées de projets (pour chaque résultat attendu)			Cadre estimatif des coûts	
1.1 Information et sensibilisation des artisans sur la réglementation en matière d'exploitation minière (normes environnementales) 1.2 Information et sensibilisation des exploitants forestiers sur la réglementation en matière d'exploitation forestière (normes environnementales) 1.3 Intensification de la surveillance et du contrôle du respect des normes environnementales dans les exploitations forestières et minières 2.1. Information, sensibilisation de la population sur l'hygiène, la salubrité et l'assainissement 2.2. Formation des populations sur les techniques d'assainissement liquide amélioré (construction des latrine à double fosse, latrine connecté aux bio-digesteurs...) 2.3. Confection et pose des bacs à ordures dans les lieux publics (établissements scolaires, services publics) ; 2.4. Organisation de la campagne d'investissement humain			Libellés	Montants (FCFA)
			Total investissement	100 000 000
			Total Fonctionnement	30 000 000
			Imprévus	5 000 000
			Total estimatif	135 000 000

SECTEUR 28 : Recherche scientifique et innovation

PROBLEME : Non maîtrise des techniques de multiplication du matériel végétal amélioré

Hiérarchie des objectifs / Stratégie du plan (Logique d'intervention)	Indicateur Objectivement Vérifiables (IOV)	Moyens de Vérifications (MDV)	Hypothèses /risques (Facteurs externes)	Indicateurs des Facteurs externes
Objectif supérieur (DSCE) Améliorer la recherche dans le secteur de l'industrie et des services	<ul style="list-style-type: none"> - Nombre d'application des résultats de la recherche ; - Nombre d'entreprises innovantes créé - % des femmes développées en femmes et technologies innovantes - Taux d'amélioration de la productivité. 	Enquête INS (EDS, ECAM, etc)	-	-
Objectifs spécifiques de la stratégie 1. Renforcer les capacités et appuyer 10 groupes dans la multiplication du matériel végétal (manioc, maïs, bananier plantain, igname)	<ul style="list-style-type: none"> - Nombre de groupes de semenciers formés - Type et qualité du matériel végétal amélioré produits 	Rapport techniques	-	-
Résultats attendus de la stratégie 1. 10 groupes ont vus leurs capacités renforcées et sont appuyés dans la multiplication du matériel végétal (manioc, maïs, igname, bananier plantain)	<ul style="list-style-type: none"> - Nombre de groupes de semenciers formés - Type et qualité du matériel végétal amélioré produits 	Rapport techniques	-	-
Activités principales/ idées de projets (pour chaque résultat attendu)			Cadre estimatif des coûts	
1.1. Formation des producteurs sur les techniques de production du matériel végétal amélioré (boutures de manioc, d'ignames et des semences de maïs) 1.2. Appui à la mise en place des champs semenciers (boutures de manioc, d'ignames et des semences de maïs)			Libellés	Montants (FCFA)
			Total investissement	30 000 000
			Total Fonctionnement	10 000 000
			Total estimatif	40 000 000

5.1 Budget du PDC de Batouri

Tableau 23 : Budget estimatif du PCD

BUDGET DU PCD DE BATOURI 2012-2014				
SECTEURS	INVESTISSEMENT	FONCTIONNEMENT	IMPREVUS	TOTAL
SANTE PUBLIQUE	1 760 000 000	288 000 000	204 800 000	2 252 800 000
ENERGIE ET L'EAU	1 800 000 000	200 000 000	200 000 000	2 200 000 000
MINES, INDUSTRIE ET DEVELOPPEMENT TECHNOLOGIQUE	0	31 000 000	0	31 000 000
EDUCATION DE BASE	2 414 535 000	724 360 000	0	3 138 895 000
ENSEIGNEMENT SECONDAIRE	1 480 000 000	493 000 000	0	1 973 000 000
JEUNESSE	200 000 000	60 000 000	0	260 000 000
SPORT ET EDUCATION PHYSIQUE	290 000 000	27 000 000	0	317 000 000
ENSEIGNEMENT SUPERIEUR	97 500 000	29 250 000		126 750 000
TRAVAUX PUBLICS	730 000 000	219 000 000	0	949 000 000
DOMAINES ET AFFAIRES FONCIERES	70 000 000	21 000 000	0	91 000 000
TRANSPORT	40 000 000	12 000 000	0	52 000 000
DEVELOPPEMENT URBAIN ET HABITAT	1 000 000 000	227 000 000	0	1 227 000 000
ADMINISTRATION TERRITORIALE, DECENTRALISATION ET MAINTIEN DE L'ORDRE	175 000 000	6 900 000	0	181 900 000
AFFAIRES SOCIALES	38 000 000	11 400 000	3 800 000	53 200 000
FEMME ET FAMILLE	200 000 000	60 000 000	20 000 000	280 000 000
COMMERCE	256 000 000	76 800 000	0	332 800 000
POSTES ET TELECOMMUNICATION	97 500 000	29 250 000	0	126 750 000
COMMUNICATION	60 000 000	18 000 000	0	78 000 000
PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES	120 000 000	36 000 000	0	156 000 000
TOURISME	150 000 000	50 000 000	10 000 000	210 000 000
EMPLOI ET FORMATION PROFESSIONNELLE	100 000 000	100 000 000	0	200 000 000
TRAVAIL ET SECURITE SOCIALE	500 000	200 000	0	700 000
CULTURE	300 000 000	150 000 000	50 000 000	500 000 000
AGRICULTURE	217 500 000	65 250 000	14 137 500	296 887 500
ELEVAGE, PECHE ET INDUSTRIE ANIMALE	150 430 000	55 119 000	0	205 549 000
FORET ET FAUNE	300 000 000	90 000 000	19 500 000	409 500 000
ENVIRONNEMENT ET PROTECTION DE LA NATURE	100 000 000	50 000 000	5 000 000	155 000 000
RECHERCHE SCIENTIFIQUE ET INNOVATION	30 000 000	10 000 000	0	40 000 000
TOTAL	12 176 965 000	3 140 529 000	527 237 500	15 844 731 500

Le coût total estimatif du PCD s'élève à **15 844 731 500 FCFA** (Quinze milliards huit cent quarante quatre millions sept cent trente un mille cinq cent francs CFA), dont **12 176 965 000 FCFA** (Douze milliards cent soixante seize mille neuf cent soixante cinq mille) **d'investissement** et **3 140 529 000 FCFA** (Trois milliards cent quarante millions cinq cent vingt neuf mille francs) de **fonctionnement** pour **527 237 500 FCFA** (Cinq cent vingt sept millions deux cent trente sept mille cinq cent francs)

5.2 Plan d'Utilisation et de Gestion Durable des Terre (PUDT) de la commune de Batouri

L'utilisation et la gestion des terres de l'espace communal sont conformes à la catégorisation des activités menées par les populations. En fonction des unités de paysage identifiées et des activités pratiqués par les populations, les données collectées ont été regroupées sous trois grands thèmes identifiés, à savoir :

- ✚ L'Agriculture ;
- ✚ L'élevage et la pêche
- ✚ L'environnement et la Forêt
- ✚ L'exploitation minière

Pour chaque thème, les potentialités et problèmes/contraintes identifiées par les acteurs ont été recensés et les solutions endogènes proposées mises en exergue.

5.4.1 Zone d'agriculture

Villages	Zones	Usage	Potentialité	Problèmes / ontraintes	Solutions endogènes
Tous les villages Sauf Kambélé III	Savane, forêt, bas fonds	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Cultures vivrières ▪ Culture du tabac ▪ Pâturage ▪ pisciculture ▪ pêche ▪ apiculture 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Terres fertiles ▪ Terres propice aux cultures de contre saison ▪ Surface très vaste ▪ Présence des plantes mellifères 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Conflits agro-pastoraux ▪ Déboisement ▪ Feux de brousse ▪ Non maîtrise des techniques améliorées de production 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Mise sur pied d'un comité de gestion et de règlement de différends ▪ Pratiques des méthodes culturales appropriées

5.4.2 Zone d'élevage

Villages	Zones	Usage	Potentialité	Problèmes / ontraintes	Solutions endogènes
Villages entre Gadji à Fio Nyabi Tapare Mboumama village, Garoua Sambé	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Savane 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Pâturage ▪ Cultures vivrières 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Surface très vaste ▪ Présence des plantes mellifères 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Conflits agro-pastoraux ▪ Déboisement ▪ Feux de brousse ▪ Envahissement par les adventices (Bokassa) 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Mise sur pied d'un comité de gestion et de règlement de différends ▪ Pratique d'Agroforesterie

5.4.3 Zone de forêt

Villages	Zones	Usage	Potentialité	Problèmes / Contraintes	Solutions endogènes
Villages entre Mbendissola à Nambalo Villages entre Mama et Pandi Villages entre Sandae et Badongoe	Forêt Savane	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Cultures vivrières et maraichères ▪ Culture de tabac ▪ Pêche ▪ L'apiculture ▪ Exploitation forestière ▪ Exploitation minière 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Création des forêts communautaires ▪ Exploitation minière ▪ Surface très vaste ▪ Présence des plantes mellifères 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Déboisement (exploitation forestières illégale) ▪ Feux de brousse ▪ Non maîtrise des techniques améliorées de production 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Mise en place des comités de vigilance contre l'exploitation forestière illégale ▪ Pratique d'Agroforesterie ▪ Création des forêts communautaires

5.4.4 Zone d'exploitation minière

Villages	Zones	Usage	Potentialité	Problèmes / Contraintes	Solutions endogènes
Kambélé 1. Kambélé 2. Kambélé 3 Mongo –nam Aviation Agriculture Mama Kwangandi	Forêt savane	Exploitation minière artisanale Agriculture	xploitation minière industrielle	Technique d'exploitation à impacts négatifs sur l'environnement	Organisation des artisans miniers en GICAMINE

Insérer la carte du PUGDT présentant les usages actuel de l'espace

6. PROGRAMMATION

6.1. Cadre de Dépenses à Moyen Terme (CDMT)

Le CDMT de la commune de Batouri se présente sous la forme du tableau ci-après :

Tableau 24 : Cadres de Dépenses à Moyen terme (CDMT)

Secteur	Activités Principales/Projets	Indicateurs	Ressources financières (FCFA)	Périodes			Localisations	Observations
				2012	2013	2014		
27. Energie et eau	Extension du réseau AES-SONEL dans 03 villages (MEYOPO, BATOURI 2 KAMBELE 2)	nombre de village couvert par l'extension	150 000 000		x	x	MEYOPO, BATOURI 2 KAMBELE 2,	
	Construction des réseaux d'électrifications rurale décentralisées dans 03 villages (NYABI, NGOURA 2, BELITA 2)	Installations en place	200 000 000		x	x	NYABI, NGOURA 2, BELITA 2	
	Réhabilitation d'un forage à Borongwé	Forage réhabilité et fonctionnel		x	x	x	BORONGOE	Financement à préciser par la feuille de route commune PDR-ES
	Construction d'un puits équipé à Baribangue	Puits construit et fonctionnel		x	x	x	BARIBANGUE	Financement à préciser par la feuille de route commune PDR-ES
	Construction d'un puits équipé à Djengue	Puits construit et fonctionnel		x	x	x	DJENGUE	Financement à préciser par la feuille de route commune PDR-ES
	Construction d'un puits équipé à Ngangam	Puits construit et fonctionnel		x	x	x	NGANGAM	Financement à préciser par la feuille de route commune PDR-ES
	Réhabilitation de la station Scan water à Badongoe	Station Scan water réhabilitée et fonctionnel		x	x	x	BADONGOE	Financement à préciser par la feuille de route commune PDR-ES
	Construction et équipement de 100 points d'eau	Nombre de forage construit fonctionnel		x	x	x	Confère fiche diagnostique Infrastructures hydrauliques	L'intervention de la croix rouge française est envisagée
	Construction de 10 puits aménagés dans les localités de BELITA 2(02), NDEDE 1, MBONE, BILI BILI, BELIMBAM, NAMBALO, MBOUNOU, GBALAKISSA, GARINDEMBO	Nombre de puits construits et fonctionnels		x			BELITA 2(02), NDEDE 1, MBONE, BILI BILI, BELIMBAM, NAMBALO, MBOUNOU, GBALAKISSA, GARINDEMBO	Financement du PNDP avec la participation de la commune
Réhabilitation de 03 forages à NYABI	Nombre de forage réhabilité		x			NYABI	Financement du PNDP avec la participation de la commune	
1. Santé publique	Construction de 02 centres de santé intégrés	Nombre de centre de santé construits	50 000 000		x		NGOURA 2 NYABI	
	Construction du laboratoire de L'HD de Batouri	Laboratoire construit	30 000 000	x			DISTRICT DE BATOURI	Financement BIP 2012
	Construction du pavillon haut –standing de Batouri	Pavillon haut-standing	40 000 000	x			DISTRICT DE BATOURI	Financement BIP 2012
	Construction et équipement d'un nouveau bloc opératoire à l'hôpital de HD BATOURI	Bloc opératoire construit	40 000 000		x		DISTRICT DE BATOURI	Financement BIP 2013
	Réhabilitation de la maternité de l'HD de Batouri	Maternité réhabilitée	30 000 000		x		DISTRICT DE BATOURI	Financement BIP 2013
	Finition de la clôture du CMA BATOURI URBAIN	clôture du CMA BATOURI achevée	20 000 000		x		DISTRICT DE BATOURI	

Secteur	Activités Principales/Projets	Indicateurs	Ressources financières (FCFA)	Périodes			Localisations	Observations
				2012	2013	2014		
	Immatriculation des toutes les propriétés sanitaire de l'Arrondissement de BATOURI	12 propriétés sanitaires immatriculées	40 000 000		X	X	DISTRICT DE BATOURI	
	Dotation des formations sanitaires en consommables et équipements sanitaires standards	Nombre de formations sanitaires dotées	360 000 000		X	X	MOKOLO, MBENDISSOLA, MBOUNOU, NAMBALO, NGOURA 2, BOMBE PANA, NYABI, DEM 2, SAMBO 1, TIKONDI 1, MOBE et GAROUA SAMBE	
	Dotation de toute la formation sanitaire en médicaments	Nombre de formations sanitaires dotées	40 000 000		X	X	MOKOLO, MBENDISSOLA, MBOUNOU, NAMBALO, NGOURA 2, BOMBE PANA, NYABI, DEM 2, SAMBO 1, TIKONDI 1, MOBE et GAROUA SAMBE	
	Mise en place d'une mutuelle de santé dans le District de Batouri	mutuelle de santé dans le District de Batouri	16 000 000		X	X	DISTRICT DE BATOURI	
	Intensification de l'éducation sanitaire des populations			X	X	X	DISTRICT DE BATOURI	
2. Mines, industrie et développement technologique	Information et sensibilisation des artisans sur les procédures d'obtention des titres miniers et sur le code minier	Nombre de séance de sensibilisation organisée	6 000 000	X	X	X	KAMBELE 2, NARKE, KAMBELE 1, MONGO-NAM et autres sites	
	Organisation et structuration des acteurs miniers (collecteurs, artisans)	Nombre de groupes organisés et structurés (20)	20 000 000	X	X		KAMBELE 2, NARKE, KAMBELE 1, MONGO-NAM et autres sites	
	Recherche et mobilisation des investisseurs dans le secteur minier	Nombre d'investisseurs mobilisés	5 000 000	X	X	X		
3. Education de base	Constructions de 17 salles de classe (PDRE)	Nombre de salles de classe construits		X				
	Constructions de 12 salles de classe (BIP 2012)	Nombre de salles de classe construits	96 000 000	X				
	Achèvement de la maternelle de GADJI	Maternelle de GADJI achevé	21 000 000	X			GADJI	
	Constructions de 60 salles de classe	Nombre de salles de classe construits	480 000 000		X	X	Confère fiche besoin secteur éducation	
	Equipements de 48 écoles en bureau de maîtres (89)	Nombre d'écoles dotes de bureau de	22 250 000	X	X	X	Confère fiche besoin secteur éducation	

Secteur	Activités Principales/Projets	Indicateurs	Ressources financières (FCFA)	Périodes			Localisations	Observations
				2012	2013	2014		
		maîtres						
	Equipement de 48 écoles en tables bancs (5160)	Nombre de table mis à la disposition des écoles	154 800 000	X	X	X	Confère fiche besoin secteur éducation	
	Construction de 48 latrines	Nombre de latrine	168 000 000	X	X	X	Confère fiche besoin secteur éducation	
	Construction de 48 puits aménagés	Nombre de forage construit et fonctionnel	264 000 000	X	X	X	Confère fiche besoin secteur éducation	
	Construction de 12 logements des enseignants	Nombre de logement construits	96 000 000		X	X	NDEM, NGUEMO, NYABI, NAMBALO, PANASSELO, NGOURA 2, MBANGOUE, DALIGUENE, BORONGOUE, TAPARE, GAROUA- SAMBE NAGDEBE	
4. Enseignements secondaires	Recrutement de 10 personnels d'appoint	Nombre de personnel recruté	12 000 000		X	X	07 établissements secondaires + Délégation Départemental	
	Construction de 60 salles de classe	Nombre de salles construits	540 000 000	X	X	X	Confère fiche diagnostic secteur éducation	
	Construction de la clôture au LB de Batouri	Clôture construits	60 000 000		X		LB de Batouri	
	Construction de la clôture au LB de Batouri	Nombre de salles construits	27 000 000	X				BIP 2012
	Construction d'un bloc de 02 salle de classe au CES de Trypano	Nombre de salles construits						Financement à préciser par la feuille de route commune PDR-ES
	Construction de 02 salles de classe au LT de Batouri	Nombre de salles construits	18 000 000	X				BIP 2012
	Réhabilitation de 03 salles de classe au lycée de SAMBO	Nombre de salles réhabilité	13 500 000	X				BIP 2012
	Construction d'un bloc administratif au CES de Mbounou	bloc administratif construit	30 000 000	X				BIP 2012
	Réhabilitation de 03 salles de classe au CES de GADJI	Nombre de salles réhabilité	13 500 000	X				BIP 2012
	Equipement en table bancs au CES de GADJI	CES de GADJI Equipé	1 800 000	X				BIP 2012
	Equipement en table bancs au LT de Batouri	Nombre de table bancs	1 800 000	X				BIP 2012
	Dotation des établissements secondaires en	Nombre d'ordinateurs	40 000 000		X	X	(sauf le LT et LB)	

Secteur	Activités Principales/Projets	Indicateurs	Ressources financières (FCFA)	Périodes			Localisations	Observations
				2012	2013	2014		
	50 ordinateurs (sauf le LT et LB)	dotés						
5. Jeunesse et civisme	Construction des Centres d'Alphabétisation Fonctionnels (CAF) de NYABI et GADJI	Nombre de centre construits	40 000 000		X	X	NYABI et GADJI	
	Réhabilitation du Centre Multifonctionnel Pour Jeunes de Batouri	Centre Multifonctionnel Pour Jeunes de Batouri réhabilité	20 000 000			X	BATOURI	
	Organisation de 10 ateliers de formation sur la création d'emploi	Nombre d'ateliers de formation organisés	15 000 000		X	X	BATOURI	
	Financement de 60 jeunes pour la création d'auto-emploi	Nombre de bénéficiaires	15 000 000		X	X	BATOURI	
6. Sports et éducation physique	Construction de 03 plates-formes sportives	Nombre de plate forme construit	45 000 000		X	X	BATOURI	
	Construction d'un complexe sportif municipal	complexe sportif municipal construit	200 000 000			X	BATOURI	
7. Enseignement supérieur	Octroi 150 bourses scolaires aux bacheliers et étudiants de l'arrondissement	Nombre de bourses octroyées	7 500 000		X	X	BATOURI	
	Acquisition d'un terrain et construction d'un centre d'accueil et d'hébergement à Yaoundé SOA	Terrain acquis et centre construit	60 000 000		X	X	BATOURI	
						X	BATOURI	
8. Travaux publics	Acquisition du matériel de génie civil par la commune (niveleuses, pelles chargeuses, compacteur, camions-bennes)	matériel de génie civil acquis	600 000 000			X	BATOURI	Possibilité de réaliser le projet à travers l'intercommunalité
	Instituer les travaux de cantonnage par la méthode HIMO	Travaux de cantonnage effectué	60 000 000		X	X	BATOURI	
	Augmenter le nombre de barrière de pluie et les faire respecter	Nombre de barrière de plus	18 000 000		X	X		
	Mettre un accent sur la maintenance du bac sur MBENDISSOLA	Bac sur MBENDISSOLA fonctionnel	30 000 000		X	X		
	Construction d'un Dalot à BOKOTO							Financement à préciser par la feuille de route commune PDR-ES
	Construction d'un Dalot à Batouri 2							Financement à préciser par la feuille de route commune PDR-ES
	Construction d'un Dalot au Quartier élevage/MC ²							Financement à préciser par la feuille de route commune PDR-ES

Secteur	Activités Principales/Projets	Indicateurs	Ressources financières (FCFA)	Périodes			Localisations	Observations
				2012	2013	2014		
9. Domaines et affaires foncières	Sécurisation du patrimoine foncier communal	Patrimoines fonciers communal sécurisés	60 000 000		X	X	BATOURI	
	Campagne d'information et de sensibilisation des populations sur la procédure d'obtention de titre foncier	Nombre de campagne organisé	10 000 000		X	X	BATOURI	
10. Transport	Deux (02) campagnes organisées par an sur la réglementation en matière de transport	Nombre de campagne organisé	10 000 000		X	X	BATOURI	
	Création d'une auto école	Une auto école créée	25 000 000			X	BATOURI	
	Mise en place des agences de voyage à NPKANGALA	Agence de voyage opérationnelle	250 000 000			X	NPKANGALA	
11. Développement urbain et de l'habitat	Acquisition des terrains par la commune	Superficie de terrains acquise	70.000.000		X		BATOURI	
	Délimitation du périmètre urbain	Superficie délimitée	30.000.000		X	X	BATOURI	
	Construction des parkings pour gros porteurs	parkings pour gros porteurs construit	60.000.000		X		BATOURI	
	Entretien des voies de desserte	Nombre de km entretenu	18.000.000	X			BATOURI	
	Voirie urbain et assainissement de la ville de BATOURI	Travaux d'entretien et d'assainissement effectués	1 264 000 000	X	X	X	BATOURI	
	Travaux de construction et d'équipement du centre d'insertion des jeunes en difficultés	Centre d'insertion des jeunes en difficultés opérationnel	50 000 000	X			BATOURI	Protocole de partenariat Etat-commune de Batouri
	Aménagement des désertes des quartiers par approche HIMO	Travaux d'aménagement effectués	40 000 000	X			BATOURI	Protocole de partenariat Etat
Construction de 05 dalots cadre de 1.5 X 1.5	Nombre de dalots construits	70 000 000	X			BATOURI	Protocole de partenariat Etat	
28. Administration territoriale, décentralisation et maintien de l'ordre	Mise à jour d'un fichier des contribuables	Fichier actualisé	400 000	X			BATOURI	
	Renforcement de la collaboration avec les générateurs de ressources (impôts, MINEPIA, MINADER, etc.)	Collaboration renforcée	1 000 000	X	X	X	BATOURI	
	<	cadre de concertation existe	1000 000	X	X	X	BATOURI	
	Recensement du potentiel économique de la commune	Potentiel économique maîtrisé	1 500 000	X	X	X	BATOURI	
	Montage des projets et recherche des financements	Nombre de projets montés ou financés	3 000 000	X	X	X	Mairie	

Secteur	Activités Principales/Projets	Indicateurs	Ressources financières (FCFA)	Périodes			Localisations	Observations
				2012	2013	2014		
	Mise en place du nouvel organigramme communal	nouvel organigramme existe	/	X			Mairie	
	Mise en place d'un plan de recrutement du personnel communal	plan de recrutement existe	/	X			Mairie	
	Mise en place d'un plan de formation du personnel / conseillers municipaux	plan de formation existe					Mairie	
	Acquisition des motos sport (4)	Nombre de moto acquis	10 000 000		X	X	Mairie	
	Acquisition de 01 pick-up	Pick -up	20 000 000		X		Mairie	
	Acquisition de l'outil informatique	Nature et nombre d'outils acquis	15 000 000		X	X	Mairie	
	Acquisition des engins lourd de travaux publics (Niveleuse, Pelle chargeuse, 2 Benne)	Nature et quantité de matériels acquis	130 000 000			X		
12. Forêt et faune	Mise en exploitation de la forêt communale	Revenus générés	50 000 000	X	X	X	BATOURI	Partenariat CTFC
	Reboisement 30 hectares d'espaces dégradés dans la commune	Superficie reboisée	30 000 000		x	x	Toute la commue	
13. Tourisme	construire 1hotel de bonne facture	Hôtel construit	150 000 000		x	x	BATOURI	
	réaménager les structures touristiques existantes	Nombre de structures réaménagées	50 000 000		x	x	Toute la commune	
	recenser les sites ou les activités touristiques	Sites et activités touristiques recensés	300 000	x			Toute la commune	
14. Commerce	Construction de 04 hangars de marchés (TAPARE, NGOURA 2, NYABI, MBOUNOU)	Nombre de hangar construits	32 000 000		X	X	TAPARE, NGOURA 2, NYABI, MBOUNOU	
	Ouverture de 04 marchés (NYABI, MEYOPO, MONGO-NAM, SANDAE)	Ouverture de 04 marchés	80 000 000		X	X	NYABI, MEYOPO, MONGO-NAM, SANDAE	
	Construction de 10 boutiques par marché communales à TAPARE, NGOURA 2, NYABI, MBOUNOU	Nombre de boutiques construits	149 000 000		X	X	TAPARE, NGOURA 2, NYABI, MBOUNOU	
	Aménagement de 04 abattoirs à GADJI, NYABI, MOBE, TAPARE	Quatre abattoirs aménagés	64 000 000		X	X	GADJI, NYABI, MOBE, TAPARE	
	Aménagement de 04 parcs à bétails dans les marchés de GADJI, BATOURI 2, NGOURA 2, NYABI	Nombre de parcs à bétail construits	40 000 000		X	X	GADJI, BATOURI 2, NGOURA 2, NYABI	

Secteur	Activités Principales/Projets	Indicateurs	Ressources financières (FCFA)	Périodes			Localisations	Observations
				2012	2013	2014		
	Aménagement de 02 parcs pour les gros porteurs à NARKE I et NGOURA 2	Nombre de parcs à gros porteurs aménagés	50 000 000		X	X	NARKE I et NGOURA 2	
	Construction de 10 magasins de stockage en matériaux définitifs (NAMBALO, NDAMANO MBOUNOU, GAMGAM, TIKONDI, NGUINDI, DIMAKO 2, MBENDISSOLA, MAMA, BAKOMBO)	10 magasins de stockage construits	100 000 000		x	x	NAMBALO, NDAMANO MBOUNOU, NGOURA 2, NYABI GADJI, BADONGOE, GAMGAM, TIKONDI, NGUINDI	
15. Affaires sociales	Mise en place et tenue d'un fichier des personnes vulnérables	Fichier existe	400 000	X	X	X	BATOURI	
	Acquisition des appareillages pour soutien aux handicapés et malvoyants	Nombre d'appareillage distribués	12 000 000	X	X	X	BATOURI	
	Appui à l'auto promotion économique des personnes vulnérables	Nombre de personnes vulnérables appuyées	10 000 000		x	x	BATOURI	
	Recensement des enfants n'ayant pas d'actes de naissance	Nombre d'enfants recensés	800 000	x				
	Identification des personnes handicapées n'ayant pas des cartes nationales d'invalidité	Nombre de personnes handicapées recensées	800 000	x				
	Etablissement des actes de naissance et des cartes nationales d'invalidité	Nombre de cartes établies	4 500 000	x	x	x		
16. Elevage, pêche et industrie animale	Aménagement de 03 bassins de tiqueur à GADJI, MOBE et NYABI	Nombre de baignoires aménagées	18 000 000		x	x	GADJI, MOBE et NYABI	
	Ouverture de 2 marchés à bétail (TAPARE et NYABI)	Nombre de marchés à bétail ouverts	4 000 000		x	x	TAPARE et NYABI	
	Organisation des journées d'élevage (01 fois par an)	Nombre de journées d'élevage organisées	6 000 000		x	x	GADJI, MOBE, BATOURI	
	Construction de 2 aires d'abattage (NGOURA2, NYABI)	Abattoirs construits	32 000 000		x	x	NYABI ET NGOURA2	
	Construction et équipement d'une éclosérie à Batouri	Éclosérie construite et équipée	18 000 000		x		BATOURI	
17. Agriculture	Mise en place de l'unité agro-industrielle de BORA (Prise de participation)	Unité agro-industrielle opérationnelle	25 000 000	x	x	x	BATOURI(BORA)	Financement en partenariat avec l'Etat

Secteur	Activités Principales/Projets	Indicateurs	Ressources financières (FCFA)	Périodes			Localisations	Observations
				201 2	201 3	201 4		
	appui a la mise en place d'un centre de formation agricole	Un centre de formation agricole est mis en place	3 000 000	x	x	x	BATOURI	Initiative en cours par le GIC ERE NOUVELLE
	Mise en place d'une industrie sucrière à BADONGOE (Prise de participation)	industrie sucrière opérationnelle	15 000 000	x	x	x	BADONGOE	
	Construction de 10 aires de séchages	Aires de séchage opérationnel	20000 000		x	x	AMINDJOME, BELITA 3, GBALAKISSA, PATER, SANDAE, NGANGAM, FIO, DJENGUE, KOLKELE, YOKO BROUSSE	
	Mise en place d'une industrie sur bananier plantain	Industrie sur bananier plantain	240 000 000	x	x	x	BATOURI	
18. Environnement et protection de la nature	Information et sensibilisation des artisans sur la réglementation en matière d'exploitation minière (normes environnementales)	Nombre d'artisans miniers informés et sensibilisés	2 000 000		x	x	Zone minière	
	Confection et pose de 50 bacs à ordures dans les établissements scolaires et services publics	Bacs a ordures fabriqués et opérationnels	1 500 000		x	x	Etablissements secondaires et services publics	
	Ramassage et traitement des ordures produites au centre commercial de Batouri	Ordures ramassées et traitées	50 000 000		x	x	Batouri urbain	
19. Femme et famille	Renforcement et coaching des femmes leaders pour la participation à la vie politique et au développement de la commune !	Nombre de femmes leaders formées	2 000 000	X				
	Organisation des formations et apprentissage des métiers porteurs dans les domaines restauration, textile et habillement, agropastoral, informatique, technologie appropriée, entrepreneurship (200 femmes)	Nombre de session de formations organisées	6 000 000		X	X	BATOURI	
	Appui aux formations des femmes et filles dans le Centres de Promotion de la Femme et de la Famille (100 bourses aux jeunes filles)	Nombre de bourses octroyées	5 000 000		X	X		
	Appui et soutien divers aux familles indigentes et nécessiteuses (100 familles)	Nombre de familles indigentes et nécessiteuses appuyées	6 000 000	X	X	X		
	Equipement en matériel didactique au CPFF	Equipements et matériels acquis						
20. postes	Ouverture d'un Télé centre communautaire	Télé centre	100 000 000		x	x	BATOURI	

Secteur	Activités Principales/Projets	Indicateurs	Ressources financières (FCFA)	Périodes			Localisations	Observations
				2012	2013	2014		
et télécommunication	dans l'espace urbain de Batouri	communautaire ouvert et fonctionnel						
	Facilitation de l'accès des populations des zones rurales à la maîtrise de l'outil informatique (subvention des formations en informatique d'au moins 450 personnes en 2014)	Nombre de personnes formées	9 000 000	x	x	x	Toute la commune	
21. Communication	Extension des ondes de la RCB dans toute la commune (acquisition d'un nouvel émetteur, système de protection)	Commune entièrement couverte par la RCB	70 000 000	x			Toute la commune	
	Recrutement du personnel qualifié à la RCB	Personnel recruté	/	x			Batouri	
	Obtention d'une licence d'exploitation de la RCB	Licence d'exploitation obtenue	/	x			Batouri	
22. Petites et moyennes entreprises	Organisation des carrefours métier	Carrefours de métier organisés	4 500 000	x	x	x	Batouri	
	Appui de 250 jeunes en montage de projets et à la recherche de financements	Nombre de jeunes appuyés	5 000 000		x	x	Toute la commune	
	Appuis financier et technique aux projets de 250 jeunes promoteurs	Nombre de jeunes financièrement et techniquement appuyé	250 000 000		x	x	TOUTE LA COMMUNE	
23. Emploi et formation professionnelle	Création de deux SAR- SM a Belita II et a DIMAKO1	Nombre de sar-SM créée	160 000 000		x	x	DIMAKO 1 ET BELITA 2	
	Création d'un centre de formation rurale a Batouri	Centre de formation créé et fonctionnel	100 000 000		x	x	BATOURI	
	Recensement des centres de formation informels existants a Batouri et les enregistrer	Centres de formation recensés et enregistrés	500 000		x		BATOURI	
	recruter assez d'enseignants dans les sar-SM	Nombre d'enseignants recrutés	/		x	x	BATOURI	
	doter et augmenter les financements pour équipement	Financement pour équipement obtenu	/		x	x	BATOURI	
	construction des salles spécialisées (MINEFOP)	Salles spécialisées construites	160 000 000		x	x	BATOURI	
	octroi des bourses de formation	Bourses obtenues	/		x	x	TOUTE LA COMMUNE	
	sensibilisation a travers les media et points focaux	Sensibilisation faite	2 000 000		x		BATOURI	

Secteur	Activités Principales/Projets	Indicateurs	Ressources financières (FCFA)	Périodes			Localisations	Observations
				2012	2013	2014		
24. Travail et sécurité sociale	Intensification d'information et de sensibilisation des promoteurs d'auto-emploi et d'employeurs sur la réglementation en matière de travail et de sécurité sociale	Promoteur d'auto-emploi et employeurs sensibilisés	2 000 000		x	x	TOUTE LA COMMUNE	
	Accompagnement des promoteurs d'auto-emploi et d'employeurs dans le processus d'immatriculation et de couverture sociale des travailleurs	Nombre de promoteur d'auto-emploi et d'employeur formés	2 000 000		x	x	TOUTE LA COMMUNE	
	Elaboration d'un planning d'éducation ouvrière en milieu professionnelle	planning d'éducation ouvrière élaboré et fonctionnel	1 000 000		x	x	TOUTE LA COMMUNE	
25. Culture	Etablissement d'un état de lieu du potentiel culturel au niveau de la Commune	Etat des lieux du potentiel culturel établi	2 000 000		x	x	TOUTE LA COMMUNE	
	Formation des acteurs culturels sur les opportunités de développement de l'activité	Nombre d'acteurs culturels formés	2 000 000		x	x	BATOURI	
	Etablissement des relations culturelles dans le cadre de la coopération décentralisée	Relations culturelles établies	1 000 000		x	x	BATOURI	
26. Recherche scientifique et innovation	Formation de 20 groupes de producteurs sur les techniques de production du matériel végétal amélioré (boutures de manioc, d'ignames et des semences de maïs)	Nombre de producteurs formés	30 000 000		x	x	TOUTE LA COMMUNE	
	Appui matériel à la mise en place des champs semenciers (boutures de manioc, d'ignames et des semences de maïs)	Nombre de groupes appuyés	10 000 000		x	x	TOUTE LA COMMUNE	

6.3. Cadre sommaire de gestion environnementale du CDMT

Le cadre sommaire de gestion environnementale du CDMT de la Commune de Batouri comprend :

- Les principaux impacts potentiels et les mesures envisageables ;
- Le plan de gestion environnementale et sociale.

6.3.1 .Les Principaux impacts potentiels et mesures envisageables

Les tableaux ci-dessous présentent les principaux impacts socio-environnementaux potentiels, ainsi que les mesures envisageables :

Tableau 25: Principaux impacts socio-environnementaux et mesures envisageables

Type de microprojets contenus dans le programme triennal	Impacts socio-environnementaux positifs possibles	Impacts socio-environnementaux négatifs possibles (risques environnementaux)	Mesures socio-environnementales d'optimisation	Mesures socio-environnementales d'atténuation
<ul style="list-style-type: none"> - Microprojets de construction des infrastructures communautaires de base ; - Construction de 02 centres de santé intégrés - Construction du laboratoire de L'HD de Batouri - Construction du pavillon haut –standing de Batouri - Construction et équipement d'un nouveau bloc opératoire à l'hôpital de District de BATOURI - Réhabilitation de la maternité de l'HD de Batouri - Finition de la clôture du CMA BATOURI URBAIN - Immatriculation des toutes les propriétés sanitaire de l'Arrondissement de BATOURI - Dotation des formations sanitaires en consommables et équipements sanitaires standards - Dotation de toute la formation sanitaire en médicaments - Constructions de 17 salles de classe (PDRE) - Constructions de 12 salles de classe (BIP 2012) - Achèvement de la maternelle de GADJI - Constructions de 60 salles de classe - Constructions de 60 salles de classe - Construction de la clôture au LB de Batouri - Construction d'un bloc de 02 salle de classe au CES de Trypano - Construction de 02 salles de classe au LT de Batouri - Réhabilitation de 03 salles de classe au lycée de SAMBO Construction d'un bloc administratif au CES de Mbounou - Réhabilitation de 03 salles de classe au CES de GADJI - Equipement en table bancs au CES de GADJ - Equipement en table bancs au LT de Batouri - Dotation des établissements secondaires en 50 ordinateurs (sauf le LT et LB) - Construction des Centres d'Alphabétisation Fonctionnels (CAF) de NYABI et GADJI - Réhabilitation du Centre Multifonctionnel Pour Jeunes de Batouri - Construction de 03 plates-formes sportive - Construction d'un complexe sportif municipal - Acquisition d'un terrain et construction d'un centre d'accueil et d'hébergement à Yaoundé SOA - Création d'une auto école - Mise en place des agences de voyage à NPKANGALA 	<ul style="list-style-type: none"> - Consolidation des systèmes de gouvernance locale à travers l'évaluation environnementale participative - Renforcement de la dynamique des populations à travers la mobilisation des fonds de contrepartie ; - Amélioration de la gouvernance locale ; - Amélioration des revenus des populations locales (main d'œuvre) - Facilitation de l'accès aux soins; - Amélioration des conditions de fréquentation ; - Amélioration des conditions de vie des enseignants ; - Facilitation et amélioration des activités sportives ; - Amélioration des conditions de vie des populations - Facilitation de l'accès à la formation professionnelle - Développement des activités culturelles et des mouvements associatifs ; - Amélioration de l'accès aux services de base 	<ul style="list-style-type: none"> - Risques d'érosion des sols ; - Risques de déforestation ; - Risques de pollution (atmosphérique par la poussière, contamination du sol, de la nappe phréatique par les huiles de vidange) - Pollution auditive par le bruit lié au fonctionnement des appareils - Risques de déplacement involontaire et de réinstallation des populations avec perte d'actifs ; - Risques de conflits sur le choix du site - Risques d'insécurité pour les personnes et les biens ; - Risques de conflits au sein des bénéficiaires du micro projet ; - Risques de marginalisation des populations vulnérables - Augmentation de la prévalence des IST/SIDA 	<ul style="list-style-type: none"> - Sensibilisation du public et Implication lors du remplissage du formulaire d'examen environnemental - Participation et sensibilisation des populations sur les projets ; - Mettre en place les Comités de gestion ; - Former les différents comités de gestion aux questions d'accueil, de maintenance et de gestion des ouvrages 	<ul style="list-style-type: none"> - Bon choix du site ; - Engazonnement des pentes perturbées ; - Replantation des arbres ; - Remise en état des zones d'emprunt ; - Création des divergents - Activer le plan de recasement (indemnisation des populations déplacées à juste prix) ; - Obtention d'acte de donation volontaire légalisé du propriétaire du site ; - Contre l'insécurité : nettoyage et cantonnement des alentours des ouvrages ; - Utiliser les engins adaptés et changer régulièrement les filtres - Mettre en place de sous-comité de vigilance - Construire des clôtures autour des ouvrages ; - Contre les conflits : solliciter l'arbitrage des autorités traditionnelles, communales ou administratives - Respecter les règles de sécurité dans les chantiers (port de masque, de bottes, assurance, etc.) - Eviter systématiquement d'implanter les ouvrages dans les zones sensibles telles que les marécages, les zones sacrées, les cours d'eau, les parcs et aires protégés, zones de frayère, flancs de montagnes, etc.

<ul style="list-style-type: none"> - Acquisition des terrains par la commune - Construction des parkings pour gros porteurs - Travaux de construction et d'équipement du centre d'insertion des jeunes en difficultés - Augmenter le nombre de barrière de pluie et les faire respecter - Construction d'un Dalot à BOKOTO - Construction d'un Dalot à Batouri - Construction d'un Dalot au Quartier élevage/MC² - Aménagement des désertes des quartiers - Entretien des voies de desserte - Acquisition des motos sport (4) - Acquisition de l'outil informatique - Acquisition des engins lourd de travaux publics (Niveleuse, Pelle chargeuse, 2 Benne) - construire 1hotel de bonne facture - réaménager les structures touristiques existantes - Aménagement de 04 abattoirs à GADJI, NYABI, MOBE, TAPARE - Aménagement de 04 parcs à bétails dans les marchés de GADJI, BATOURI 2, NGOURA 2, NYABI - Aménagement de 02 parcs pour les gros porteurs à NARKE I et NGOURA 2 - Acquisition des appareillages pour soutien aux handicapés et malvoyants - Aménagement de 03 bassins de tiqueur à GADJI, MOBE et NYABI - Aménagement de 04 abattoirs à GADJI, NYABI, MOBE, TAPARE - Acquisition de 01 pick-up - Acquisition du matériel de génie civil par la commune (niveleuses, pelles chargeuses, compacteur, camions-bennes) - Confection et pose de 50 bacs à ordures dans les établissements scolaires et services publics - Equipement en matériel didactique au CPFF - Ouverture d'un Télécentre communautaire dans l'espace urbain de Batouri - Création de deux SAR- SM a Belita II et a DIMAKO1 - Création d'un centre de formation rurale a Batouri - construction des salles spécialisées(MINEFOP) - Construction et équipement foyers culturels (MINCULT) 				
<p>Microprojets hydrauliques :</p> <ul style="list-style-type: none"> -Réhabilitation d'un forage à Borongwé -Construction d'un puits équipé à Baribangue 	<ul style="list-style-type: none"> - Consolidation des systèmes de gouvernance locale à travers l'évaluation environnementale participative ainsi que l'utilisation du formulaire 	<ul style="list-style-type: none"> - Risques d'érosion des sols ; - Risques de pollution (atmosphérique par la poussière, contamination du sol, de la nappe phréatique par 	<ul style="list-style-type: none"> - Sensibilisation du public et Implication lors du remplissage du formulaire d'examen 	<ul style="list-style-type: none"> - Bon choix du site ; - Engazonnement des pentes perturbées ; - Replantation des arbres ; - Remise en état des zones d'emprunt ; - Création des divergents ;

<ul style="list-style-type: none"> -Construction d'un puits équipé à Djengue -Construction d'un puits équipé à Ngangam -Réhabilitation de la station Scan water à Badongoe -Construction et équipement de 100 points d'eau 	<p>d'examen environnemental en impliquant la consultation du public</p> <ul style="list-style-type: none"> - Diminution de la pression - Renforcement de la dynamique des populations à travers la mobilisation des fonds de contrepartie ; - Amélioration de la gouvernance locale ; - Amélioration des revenus (main d'œuvre locale) - Amélioration de l'accès aux services de base - Diminution des maladies hydriques ; - Facilitation de l'accès à l'eau potable 	<p>les huiles de vidange)</p> <ul style="list-style-type: none"> - Pollution des points d'eau soit par les produits phytosanitaires, soit par les latrines - Risques de contamination et d'infiltration des eaux sales ou boueuses - Risque de déplacement involontaire et de réinstallation ; - Risques d'intoxication dû au mauvais dosage du chlore ; - Risques de mauvaises manipulations des ouvrages - Augmentation de la prévalence des IST/SIDA - Risques d'insécurité pour les personnes et les biens ; - Risques de conflits au sein des bénéficiaires du Micro Projet ; - 	<p>environnemental ;</p> <ul style="list-style-type: none"> - Mise en place de comités de gestion - sensibiliser les populations sur le micro projet - encourager les projets HIMO - Former les différents comités de gestion aux questions d'accueil, de maintenance et de gestion des ouvrages - Sensibilisation des populations sur le microprojet 	<ul style="list-style-type: none"> - Contre l'envasement : éliminer les eaux sales à travers la construction des rigoles - Activer le plan de recasement (indemnisation des populations déplacées à juste prix) ; - Mettre en place des bacs de récupération des huiles de vidanges, puis les retourner aux entreprises spécialisées - Respecter les règles de sécurité dans les chantiers (port de masque, de bottes, assurance, etc.) - Obtention d'acte de donation volontaire légalisé du propriétaire du site ; - Contre les risques d'intoxication à l'eau de puits et autres : former le Comité de gestion au dosage de l'eau de javel dans les puits, - Gérer les risques d'envasement et maintenance des ouvrages - Contre l'insécurité : nettoyer et cantonner les alentours des ouvrages ; - - Mettre en place de sous-comité de vigilance - Construire des clôtures autour des ouvrages ; - imperméabiliser les alentours par le carrelage ou la mise en place des perrés maçonnés - Respecter les emprises routières - Mettre en place les panneaux de signalisation des chantiers - Contre les conflits : solliciter l'arbitrage des autorités traditionnelles, communales ou administratives
<p>Microprojets structurants :</p> <ul style="list-style-type: none"> -Extension du réseau AES-SONEL dans 03 villages (MEYOPO, BATOURI 2 KAMBELE 2) -Construction des réseaux d'électrifications rurale décentralisées dans 03 villages (NYABI, NGOURA 2, BELITA 2) -Construction de 04 hangars de marchés (TAPARE, NGOURA 2, NYABI, MBOUNOU) -Ouverture de 04 marchés (NYABI, MEYOPO, MONGONAM, SANDAE) -Construction de 10 boutiques par marché communales à TAPARE, NGOURA 2, NYABI, MBOUNOU -Construction de 08 magasins de stockage en matériaux définitifs (NAMBALO, NDAMANO MBOUNOU, NGOURA 2, 	<ul style="list-style-type: none"> - Consolidation des systèmes de gouvernance locale à travers l'évaluation environnementale participative ainsi que l'utilisation du formulaire d'examen environnemental en impliquant la consultation du public - Renforcement de la dynamique des populations à travers la mobilisation des fonds de contrepartie ; - Amélioration de la gouvernance locale - Amélioration des revenus 	<ul style="list-style-type: none"> - Risques d'érosion des sols ; - Risques de déforestation ; - Pollution de l'air par les poussières dues au transport des matériaux et à la circulation des engins - Perte des espèces ligneuses liée au dégagement du site - Pollution liés aux déchets générés par les travaux - Risques d'inondation et de stagnation des eaux autour des ouvrages - Perturbation de la qualité de 	<ul style="list-style-type: none"> - Sensibilisation du public et Implication lors du remplissage du formulaire d'examen environnemental ; - Mise en place de comités de gestion - Sensibilisation des populations sur les microprojets ; - Former les différents comités de gestion aux questions d'accueil, 	<ul style="list-style-type: none"> - Engazonnement des pentes perturbées ; - Replantation des arbres ; - Remise en état des zones d'emprunt ; - Création des divergents ; - Contre l'envasement : éliminer les eaux sales à travers la construction des rigoles; - Installation des barrières de pluies - Activer le plan de recasement (indemnisation des populations déplacées) - Inclure la lutte contre le VIH SIDA dans le DAO (cahier de clauses environnementales et sociales) ; - Aménager les pare-feux autour des ouvrages dangereux

<p>NYABI GADJI, BADONGOE, GAMGAM, TIKONDI, NGUINDI)</p> <ul style="list-style-type: none"> - Mise en place de l'unité agro-industrielle de BORA (Prise de participation) - Mise en place d'une industrie sucrière à BADONGOE (Prise de participation) - Mise en place d'une industrie sur bananier plantain - Construction de 08 magasins de stockage en matériaux définitifs (NAMBALO, NDAMANO MBOUNOU, NGOURA 2, NYABI GADJI, BADONGOE, GAMGAM, TIKONDI, NGUINDI) - Mise en place de l'unité agro-industrielle de BORA (Prise de participation) - Mise en place d'une industrie sucrière à BADONGOE (Prise de participation) - Mise en place d'une industrie sur bananier plantain - Extension des ondes de la RCB dans toute la commune (acquisition d'un nouvel émetteur, système de protection) 	<p>(main d'œuvre locale)</p> <ul style="list-style-type: none"> - Amélioration de l'accès à l'énergie ; - Désenclavement des localités et développement des activités socio économiques - Augmentation des revenus dans la zone des microprojets 	<p>l'eau</p> <ul style="list-style-type: none"> - Risque de déplacement involontaire et de réinstallation ; - Conflits liés au choix du site/déplacement involontaire pour l'utilisation du site - Conflits liés à l'utilisation, et à la non pérennisation de l'ouvrage - Risques d'augmentation de la prévalence du VIH /SIDA et autres maladies ; - Risques de marginalisation des populations vulnérables ; - Risques d'insécurité pour les personnes et les biens (accidents de circulation) ; - Risques de conflits au sein des bénéficiaires du Micro projet ; - Risques d'incendie 	<p>de maintenance et de gestion des ouvrages</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Respecter les emprises routières - Mettre en place des bacs de récupération des huiles de vidanges, puis les retourner aux entreprises spécialisées - Prévoir un réseau simplifié d'assainissement des eaux de pluie, y compris leur évacuation - Respecter les règles de sécurité dans les chantiers (port de masque, de bottes, assurance, etc.) - Eviter systématiquement d'implanter les ouvrages dans les zones sensibles telles que les marécages, les zones sacrées, les cours d'eau, les parcs et aires protégés, zones de fraysère, flancs de montagnes, etc. - Utiliser les engins adaptés et changer régulièrement les filtres - Contre les accidents : mettre une signalisation routière ; limiter les vitesses. - Contre les conflits : mettre en place un Comité de gestion
<p>Microprojets de gestion des ressources naturelles :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Mise en exploitation de la forêt communale - Reboisement 30 hectares d'espaces dégradés dans la commune 	<ul style="list-style-type: none"> - Consolidation des systèmes de gouvernance locale à travers l'évaluation environnementale participative ainsi que l'utilisation du formulaire d'examen environnemental en impliquant la consultation du public - Conservation de la biodiversité ; - Restauration des terres - Diminution de la pression sur les ressources - Diminution des conflits agro-pastoraux - Amélioration de la fertilité des sols, et éventuellement des rendements - Renforcement de la dynamique des populations à travers la mobilisation des fonds de contrepartie ; - Amélioration de la gouvernance locale - Amélioration des revenus ; 	<ul style="list-style-type: none"> - Erosion due à l'exploitation des zones d'emprunts/carrières de graviers ou de sable, et/ou l'excavation du site du projet - Risques de pertes d'espèces ligneuses ; - Risques de pollution (atmosphérique par la poussière, contamination du sol, de la nappe phréatique par les huiles de vidange) ; - Risques d'incendie - Risque de déplacement involontaire et de réinstallation ; - Risques de conflits au sein des bénéficiaires du Micro Projet - Risques de marginalisation des populations vulnérables ; - Augmentation de la prévalence des IST/SIDA 	<ul style="list-style-type: none"> - Education environnementale des populations - Education environnementale ; - Sensibilisation des populations sur le microprojet - Former et mettre en place les Comités de gestion 	<ul style="list-style-type: none"> - Installation des pare-feu - Activer le plan de recasement des populations déplacées (indemnisation)

6.3.2 Plan sommaire de gestion de l'environnement

Le plan sommaire de gestion environnementale se présente comme suit :

Tableau 26: Plan de gestion environnementale triennal : 2012-2014

ACTIVITES	ACTEURS DE MISE EN ŒUVRE	PERIODES	ACTEURS DE SUIVI	COUTS	OBSERVATIONS
Formation de l'agent de développement local aux questions environnementales et au cadre de gestion environnementale et sociale du PNDP	Agent de développement	2012	Délégation MINEP ; Délégation MINAS ; PNDP	300 000	-
Formation du COMES aux politiques de sauvegarde et de prise en compte des aspects sociaux environnementaux	PNDP	2012	Délégation MINEP ; Délégation MINAS ; PNDP	1500 000	-
Utilisation systématique du formulaire d'examen socio environnemental	Agent de développement local	Continu	DD MINEP, DD MINAS, Conseil municipal et PNDP	-	Coût intégré dans la conception des microprojets
Mise en œuvre des mesures environnementales des microprojets	Entrepreneur, COGES	Continu	DD MINEP, DD MINAS, Conseil municipal et PNDP	-	Respecter les clauses environnementales des DAO
Provisions pour les études d'impacts environnementales sommaires (EIES) et leur réalisation	Mairie et consultants	Continu	DD MINEP, DD MINAS, Conseil municipal et PNDP	-	Coût pris en charge par la mairie
Suivi du plan de gestion environnementale et sociale, et des entrepreneurs	Agent de développement	2011 - 2013	Délégation MINEP ; Délégation MINAS ; PNDP ; Conseil municipal	-	-

6.4. Plan d'investissement annuel (PIA)

Le tableau ci-dessous présente les projets prioritaires de la première année. Il s'agit du plan d'action annuel de l'année 2012 que la Commune entend mettre en œuvre dès la fin du processus de planification communale :

Le tableau suivant présente la programmation annuelle des projets prioritaires budgétisée

Tableau 27: Budget du Plan d'Investissement annuel 2012

Secteur	Micro projet /activités	Responsables	Partenaires	Budget total	Sources de financement					AUT RES	
					COMMUNE	PNDP	PLAN	BIP2012	PDRE		CTFC
Education de base	Financement des infrastructures et équipements scolaires a Gadji et Batouri (projet Plan-commune de batouri)	commune	Plan	21 000 000	2 100 000		17 900 000				
	Construction de 02 salles de classe à l'école maternelle de Gadji	Commune	BIP 2012	18 000 000				18 000 000			
	Réhabilitation de 02 salles à l'école publique d'Anoe	Commune	BIP 2012	18 000 000				18 000 000			
	Extension de l'ENIEG de Batouri	Commune	BIP 2012	40 000 000				40 000 000			
	Construction d'un bloc latrine à l'école publique de Badongoe	Commune	BIP 2012	1 500 000				1 500 000			
	Equipement en table bancs de l'école publique de MGBWAKO groupe 1B	Commune	BIP 2012	3 600 000				3 600 000			
Enseignement secondaire	Construction de 03 salles de classe au GBHS of Batouri	Commune	BIP 2012	27 000 000				27 000 000			
	Construction de 02 salles de classe au LT de Batouri	Commune	BIP 2012	18 000 000							
	Réhabilitation de 03 salles de classe au lycée de Sambo	Commune	BIP 2012	13 500 000							
	Construction d'un bloc administratif au CES de Mbounou	Commune	BIP 2012	30 000 000				30 000 000			
	Réhabilitation de 03 salles de classe au CES de GADJI	Commune	BIP 2012					13 500 000			
	Equipement en table bancs au CES de GADJI	Commune	BIP 2012	1 800 000				1 800 000			
	Equipement en table bancs au LT de Batouri	Commune	BIP 2012	1 800 000				1 800 000			
Forêt et Faune	Projet forêt communale	commune	CTFC	40 000 000	4 000 000					36 000 000	
	Activités socioéconomique dans la FC	commune	CTFC	10 000 000	5 000 000					5 000 000	
Agriculture	Création d'une unité de production agroindustrielle de BORA	commune	Etat Union Européenne		15 000 000						

Secteur	Micro projet /activités	Responsables	Partenaires	Budget total	Sources de financement					AUT RES	
					COMMUNE	PNDP	PLAN	BIP2012	PDRE		CTFC
	Appui aux OP de la coopérative agricole communale (CAC) de Batouri	commune	BIP 2012	100 000 000				100 000 000			
	Réhabilitation des stations Scan water à Badongoe	commune	BIP 2012	119 000 000				119 000 000			
	Construction de 10 puits aménagés dans les localités BELITA 2(02), NDEDE 1, MBONE, BILI BILI, BELIMBAM, NAMBALO, MBOUNOU, GBALAKISSA, GARINDEMBO	commune	PNDP	55 000 000	5 000 000	50 000 000					
	Réhabilitation de 03 forages à NYABI	commune	PNDP	7 489 191	680 836	6 808 355					
Elevage, pêche et industrie animale	Appui aux organisations d'éleveurs de la coopérative pastorale et halieutique communale (CPC) de Batouri	commune	BIP 2012	100 000 000				100 000 000			
Santé publique	Construction du laboratoire de L'HD de Batouri	commune	BIP 2012	30 000 000				30 000 000			
	Construction du pavillon haut – standing de Batouri	commune	BIP 2012	40 000 000				40 000 000			
Développement urbain et habitat	Voirie urbain et assainissement de la ville de Batouri	commune	BIP 2012	1 264 000 000				1 264 000 000			
	Travaux de construction et d'équipement du centre d'insertion des jeunes en difficultés	commune	MINDUH	50 000 000				50 000 000			
	Aménagement des désertes des quartiers par approche HIMO	commune	MINDUH	40 000 000				40 000 000			
	Construction de 05 dalots cadre de 1.5 X 1.5	commune	MINDUH	70 000 000				70 000 000			

6.4.1. Ressources mobilisables et échéances

Le tableau ci-dessous présente le Budget du PCD pour la première année ainsi que les sources de financement disponibles et mobilisables.

6.4.2. Programmation annuelle des projets prioritaires (2012)

Le tableau suivant présente la programmation annuelle des projets prioritaires dans la commune de Batouri

Tableau 28: Programmation du PIA 2012

Secteur	Activités principales	Activités	Responsable	Partenaires	Délais				Localisations
					T1	T2	T3	T4	
Education de base	Achèvement de la maternelle de GADJI	Passation de marché	COMMUNE	PLA N	x				MAIRIE
		Exécution	COMMUNE	Entreprise		x			GADJI
		suivi	COMMUNE	PLAN, OSC		x			GADJI
	Construction de 02 salles de classe à l'école maternelle de Gadji	Etude de faisabilité	COMMUNE	MINESEC	x	x			MAIRIE
		Mobilisation des fonds	COMMUNE	BIP 2012	x	x			MAIRIE
		Passation de marché	COMMUNE	MINESEC, ARMP	x	x			MAIRIE
		Exécution/suivi	COMMUNE	Entreprise, MINEPAT OSC			x		GADJI
	Réhabilitation de 02 salles à l'école publique d'Anoe	Etude de faisabilité	COMMUNE	MINEDUB	x	x			MAIRIE
		Mobilisation des fonds	COMMUNE	BIP 2012	x	x			MAIRIE
		Passation de marché	COMMUNE	MINEDUB, MINEPAT ARMP	x	x			MAIRIE
		Exécution/suivi	COMMUNE	ENTRPRISE, MINEPAT OSC			x		ANOE
	Construction d'un bloc latrine à l'école publique de Badongoe	Etude de faisabilité	COMMUNE	MINEDUB	x	x			MAIRIE
		Mobilisation des fonds	COMMUNE	BIP 2012	x	x			MAIRIE
		Passation de marché	COMMUNE	MINEDUB, MINEPAT ARMP	x	x			MAIRIE
		Exécution/suivi	COMMUNE	ENTREPRISE, MINEPAT OSC			x		BADONGOE
	Equipement en table bancs de l'école publique de MGBWAKO groupe 1B	Etude de faisabilité	COMMUNE	MINEDUB	x	x			MAIRIE
Mobilisation des fonds		COMMUNE	BIP 2012	x	x			MAIRIE	
Passation de marché		COMMUNE	MINEDUB, MINEPAT, ARMP	x	x			MAIRIE	
Exécution/suivi		COMMUNE	ENTREPRISE, MINEPAT, OSC			x		ECOLE PUBLIQUE NGBWAKO GROUPE 1B BATOURI	
ENSEIGNEMENT SECONDAIRE	Construction de 03 salles de classe au GBHS of Batouri	Etude de faisabilité	COMMUNE	MINEDUB	x	x			MAIRIE
		Mobilisation des fonds	COMMUNE	BIP 2012	x	x			MAIRIE
		Passation de marché	COMMUNE	MINEDUB, MINEPAT, ARMP	x	x			MAIRIE
		Exécution/suivi	COMMUNE	ENTREPRISE, MINEPAT, OSC			x		GBHS BATOURI

	Construction de 02 salles de classe au LT de Batouri	Etude de faisabilité	COMMUNE	MINESEC	x	x			MAIRIE
		Mobilisation des fonds	COMMUNE	BIP 2012	x	x			MAIRIE
		Passation de marché	COMMUNE	MINESEC, MINEPAT, ARMP	x	x			MAIRIE
		Exécution/suivi	COMMUNE	ENTREPRISE, MINEPAT, OSC			x		LT DE BATOURI
	Réhabilitation de 03 salles de classe au lycée de Sambo	Etude de faisabilité	COMMUNE	MNESEC	x	x			MAIRIE
		Mobilisation des fonds	COMMUNE	BIP 2012	x	x			MAIRIE
		Passation de marché	COMMUNE	MINESEC, MINEPAT, ARMP	x	x			MAIRIE
		Exécution/suivi	COMMUNE	ENTREISE, MINEPAT, OSC			x		LYCEE DE SAMBO
	Construction d'un bloc administratif au CES de Mbounou	Etude de faisabilité	COMMUNE	MNESEC	x	x			MAIRIE
		Mobilisation des fonds	COMMUNE	BIP 2012	x	x			MAIRIE
		Passation de marché	COMMUNE	MINESEC, MINEPAT, ARMP	x	x			MAIRIE
		Exécution/suivi	COMMUNE	ENTREPRISE, MINEPAT, OSC			x		CES DE MBOUNOU
Réhabilitation de 03 salles de classe au CES de GADJI	Etude de faisabilité	COMMUNE	MNESEC	x	x			MAIRIE	
	Mobilisation des fonds	COMMUNE	BIP 2012	x	x			MAIRIE	
	Passation de marché	COMMUNE	MINESEC, MINEPAT, ARMP	x	x			MAIRIE	
	Exécution/suivi	COMMUNE	ENTREPRISE, MINEPAT, OSC			x		CES DE GADJI	
Equipement en table bancs au CES de GADJI	Etude de faisabilité	COMMUNE	MNESEC	x	x			MAIRIE	
	Mobilisation des fonds	COMMUNE	BIP 2012	x	x			MAIRIE	
	Passation de marché	COMMUNE	MINESEC, MINEPAT, ARMP	x	x			MAIRIE	
	Exécution/suivi	COMMUNE	ENTREPRISE, MINEPAT, OSC			x		CES DE GADJI	
Equipement en table bancs au LT de Batouri	Etude de faisabilité	COMMUNE	MNESEC	x	x			MAIRIE	
	Mobilisation des fonds	COMMUNE	BIP 2012	x	x			MAIRIE	
	Passation de marché	COMMUNE	MINESEC, MINEPAT, ARMP	x	x			MAIRIE	
	Exécution/suivi	COMMUNE	ENTREPRISE, MINEPAT, OSC			x		LT DE BATOURI	
FORET ET FAUNE	Projet forêt communal	Etude de faisabilité	COMMUNE	MINEFOF	x	x			MAIRIE
		Mobilisation des fonds	COMMUNE	ENTRPRISE, CTFC	x	x			MAIRIE
		Passation de marché	COMMUNE	MINEFOF, ARMP	x	x			MAIRIE
		Exécution/suivi	COMMUNE	ENTREPRISE, MINEFOF, OSC			x	x	FORET COMMUNALE
	Activités socioéconomique dans la FC	Etude de faisabilité	COMMUNE	MINEFOF	x	x			MAIRIE
		Mobilisation des fonds	COMMUNE	CTFC	x	x			MAIRIE
		Passation de marché	COMMUNE	MINEFOF, ARMP	x	x			MAIRIE
		Exécution/suivi	COMMUNE	ENTREPRISE, MINEFOF, OSC			x	x	FORET COMMUNALE

Agriculture	Appui aux OP de la coopérative agricole communale (CAC) de Batouri	Etude de faisabilité	COMMUNE	MINADER	x	x			MAIRIE
		Mobilisation des fonds	COMMUNE	BIP 2012	x	x			MAIRIE
		Passation de marché	COMMUNE	MINADER, , MINEPAT, ARMP	x	x			MAIRIE
		Exécution/suivi	COMMUNE	ENTREPRISE, MINADER, OSC			x	x	BATOURI
Elevage, pêche et industrie animale	Appui aux organisations d'éleveurs de la coopérative pastorale et halieutique communale (CPC) de Batouri	Etude de faisabilité	COMMUNE	MINEPIA	x	x			MAIRIE
		Mobilisation des fonds	COMMUNE	BIP 2012	x	x			MAIRIE
		Passation de marché	COMMUNE	MINEPIA, MINEPAT, ARMP	x	x			MAIRIE
		Exécution/suivi	COMMUNE	ENTREPRISE, MINEPIA, OSC			x	x	BATOURI
SANTÉ PUBLIQUE	Construction du laboratoire de L'HD de Batouri	Etude de faisabilité	COMMUNE	MINSANTE	x	x			CMA
		Mobilisation des fonds	COMMUNE	BIP 2012	x	x			CMA
		Passation de marché	COMMUNE	MINSANTE, MINEPAT, ARMP	x	x			CMA
		Exécution/suivi	COMMUNE	ENTREPRISE, MINSANTE, OSC			x	x	HD BATOURI
	Construction du pavillon haut-standing de Batouri	Etude de faisabilité	COMMUNE	MINSANTE	x	x			CMA
		Mobilisation des fonds	COMMUNE	BIP 2012	x	x			CMA
		Passation de marché	COMMUNE	MINSANTE, MINEPAT, ARMP	x	x			CMA
		Exécution/suivi	COMMUNE	ENTREPRISE, MINSANTE, OSC			x	x	HD BATOURI
Développement urbain et habitat	Voirie urbain et assainissement de la ville de Batouri	Etude de faisabilité	COMMUNE	MINDUH	x	x			MAIRIE
		Mobilisation des fonds	COMMUNE	BIP 2012	x	x			MAIRIE
		Passation de marché	COMMUNE	MINDUH, MINEPAT, ARMP	x	x			MAIRIE
		Exécution/suivi	COMMUNE	ENTREPRISE, MINDUH, OSC			x	x	BATOURI URBAIN
	Travaux de construction et d'équipement du centre d'insertion des jeunes en difficultés	Etude de faisabilité	COMMUNE	MINDUH	x	x			MAIRIE
		Mobilisation des fonds	COMMUNE	MINDUH	x	x			MAIRIE
		Passation de marché	COMMUNE	MINDUH, MINEPAT, ARMP	x	x			MAIRIE
		Exécution/suivi	COMMUNE	ENTREPRISE, MINDUH, OSC			x	x	BATOURI URBAIN
	Aménagement des désertes des quartiers par approche HIMO	Etude de faisabilité	COMMUNE	MINDUH	x	x			MAIRIE
		Mobilisation des fonds	COMMUNE	MINDUH	x	x			MAIRIE
		Passation de marché	COMMUNE	MINDUH, MINEPAT, ARMP	x	x			MAIRIE
		Exécution/suivi	COMMUNE	ENTREPRISE, MINDUH, OSC			x	x	BATOURI URBAIN
	Construction de 05 dalots cadre de 1.5 X 1.5	Etude de faisabilité	COMMUNE	MINDUH	x	x			MAIRIE
		Mobilisation des fonds	COMMUNE	MINDUH	x	x			MAIRIE
		Passation de marché	COMMUNE	MINDUH, MINEPAT, ARMP	x	x			MAIRIE
		Exécution/suivi	COMMUNE	ENTREPRISE			x	x	BATOURI URBAIN

Eau et Energie	Réhabilitation des stations Scan water à Badongoe	Etude de faisabilité	COMMUNE	MINEE	x	x			MAIRIE
		Mobilisation des fonds	COMMUNE	BIP 2012	x	x			MAIRIE
		Passation de marché	COMMUNE	MINEE, MINEPAT, ARMP	x	x			MAIRIE
		Exécution/suivi	COMMUNE	MINDUH, MINEPAT, ARMP			x	x	BADONGOE
	Construction de 10 puits aménagés dans les localités de BELITA 2(02), NDEDE 1, MBONE, BILI BILI, BELIMBAM, NAMBALO, MBOUNOU, GBALAKISSA, GARINDEMBO	Etude de faisabilité	COMMUNE	PRESTATAIRES DE SERVICE	x				MAIRIE
		Mobilisation des fonds	COMMUNE	PNDP	x				MAIRIE
		Passation de marché	COMMUNE	PNDP	x				MAIRIE
		Exécution/suivi	COMMUNE	PRESTATAIRES DE SERVICE Comité de gestion des CC PNDP	x	x			BELITA 2(02), NDEDE 1, MBONE, BILI BILI, BELIMBAM, NAMBALO, MBOUNOU, GBALAKISSA, GARINDEMBO
	Réhabilitation de 03 forages à NYABI	Etude de faisabilité	COMMUNE	PRESTATAIRES DE SERVICE	x				MAIRIE
		Mobilisation des fonds	COMMUNE	PNDP	x				MAIRIE
		Passation de marché	COMMUNE	PNDP	x				MAIRIE
		Exécution/suivi	COMMUNE	PRESTATAIRES DE SERVICE Comité de gestion des CC PNDP	x	x			NYABI

6.5. Plan de passation des marchés

Le plan de passation et d'exécution des marchés est fonction des projets à compétence de la Commune. La programmation de la passation des autres marchés dépend du chronogramme du BIP et de la nature de la collaboration entre la Commune et ses autres partenaires de la Commune. Le tableau ci-dessous présente ledit plan :

Tableau 29: Plan de passation et d'exécution des marchés

N°	Désignation du projet	Source de financement	Montant	Examen DAO	Lancement AO	Dépouillement	Analyse des offres	Proposition attribution	Délai d'exécution	Publication résultats	Examen projet marché	Signature marché	Notification démarrage des travaux	Réception provisoire
1	Achèvement de la maternelle de GADJI	PLAN	21 000 000	10/01/2012	17/01/2012	17/02/2012	17/02/2012	20/02/2012	03 mois	27/02/2012	02/03/2012	09/03/2012	09/03/2012	09/06/2012
2	Construction de 02 salles de classe à l'école maternelle de Gadji	BIP 2012	18 000 000	07/03/2012	14/03/2012	13/04/2012	13/04/2012	16/04/2012	03 mois	23/04/2012	27/04/2012	04/05/2012	04/05/2012	04/08/2012
3	Réhabilitation de 02 salles à l'école publique d'Anoe	BIP 2012	18 000 000	07/03/2012	14/03/2012	13/04/2012	13/04/2012	16/04/2012	03 mois	23/04/2012	27/04/2012	04/05/2012	04/05/2012	04/08/2012
4	Extension de l'ENIEG de Batouri	BIP 2012	40 000 000	14/03/2012	21/03/2012	21/04/2012	21/04/2012	24/04/2012	03 mois	01/05/2012	04/05/2012	11/05/2012	11/05/2012	11/08/2012
5	Construction d'un bloc latrine à l'école publique de Badongoe	BIP 2012		14/03/2012	21/03/2012	21/04/2012	21/04/2012	24/04/2012	03 mois	01/05/2012	04/05/2012	11/05/2012	11/05/2012	11/08/2012
5	Equipement en table bancs de l'école publique de MGBWAKO groupe 1B	BIP 2012	3 600 000	21/03/2012	28/03/2012	27/04/2012	27/04/2012	30/04/2012	03 mois	05/04/2012	09/05/2012	16/05/2012	16/05/2012	16/08/2012
5	Construction de 03 salles de classe au GBHS of Batouri	BIP 2012	27 000 000	21/03/2012	28/03/2012	27/04/2012	27/04/2012	30/04/2012	03 mois	05/04/2012	09/05/2012	16/05/2012	16/05/2012	16/08/2012
5	Construction de 02 salles de classe au LT de Batouri	BIP 2012	18 000 000	23/03/2012	30/03/2012	30/04/2012	30/04/2012	01/05/2012	03 mois	07/05/2012	10/05/2012	17/05/2012	17/05/2012	17/08/2012
6	Réhabilitation de 01203 salles de classe au lycée de Sambo	BIP 2012	13 500 000	23/03/2012	30/03/2012	30/04/2012	30/04/2012	01/05/2012	03 mois	07/05/2012	10/05/2012	17/05/2012	17/05/2012	17/08/2012
7	Construction d'un bloc administratif au CES de Mbounou	BIP 2012	30 000 000	30/03/2012	05/04/2012	04/05/2012	04/05/2012	07/05/2012	03 mois	14/05/2012	17/05/2012	24/05/2012	24/05/2012	24/08/2012
8	Réhabilitation de 03 salles de classe au CES de GADJI	BIP 2012	13 500 000	30/03/2012	05/04/2012	04/05/2012	04/05/2012	07/05/2012	03 mois	14/05/2012	17/05/2012	24/05/2012	24/05/2012	24/08/2012
9	Equipement en table bancs au CES de GADJI	BIP 2012	1 800 000	06/04/2012	13/04/2012	14/05/2012	14/05/2012	15/05/2012	03 mois	22/05/2012	25/05/2012	01/06/2012	01/06/2012	01/09/2012
10	Equipement en table bancs au LT de Batouri	BIP 2012	1 800 000	06/04/2012	13/04/2012	14/05/2012	14/05/2012	15/05/2012	03 mois	22/05/2012	25/05/2012	01/06/2012	01/06/2012	01/09/2012
11	Projet forêt communale	CTFC	40 000 000	12/01/2012	19/01/2012	20/2/2012	20/02/2012	21/02/2012	03 mois	28/02/2012	02/03/2012	09/03/2012	09/03/2012	09/06/2011
12	Activités socioéconomique dans la FC	CTFC	10 000 000	12/01/2012	19/01/2012	20/2/2012	20/02/2012	21/02/2012	03 mois	28/02/2012	02/03/2012	09/03/2012	09/03/2012	09/06/2011

13	Appui aux OP de la coopérative agricole communale (CAC) de Batouri	BIP 2012	100 000 000	13/04/2012	20/04/2012	21/05/2012	21/05/2012	22/05/2012	03 mois	29/05/2012	01/06/2012	08/06/2012	08/06/2012	08/09/2012
14	Appui aux organisations d'éleveurs de la coopérative pastorale et halieutique communale (CPC) de Batouri	BIP 2012	100 000 000	13/04/2012	20/04/2012	21/05/2012	21/05/2012	22/05/2012	03 mois	29/05/2012	01/06/2012	08/06/2012	08/06/2012	08/09/2012
15	Construction du laboratoire de L'HD de Batouri	BIP 2012	30 000 000	20/04/2012	27/04/2012	25/05/2012	25/05/2012	28/05/2012	03 mois	04/06/12	07/06/2012	14/06/2012	14/06/2012	14/09/2012
16	Construction du pavillon haut –standing de Batouri	BIP 2012	40 000 000	20/04/2012	27/04/2012	25/05/2012	25/05/2012	28/05/2012	03 mois	04/06/12	07/06/2012	14/06/2012	14/06/2012	14/09/2012
17	Voirie urbain et assainissement de la ville de Batouri	BIP 2012	1 264 000 000	27/04/2012	04/05/2012	04/06/2012	04/06/2012	05/06/2012	03 mois	12/06/2012	15/06/2012	22/06/2012	22/06/2012	22/09/2012
18	Travaux de construction et d'équipement du centre d'insertion des jeunes en difficultés	MINDUH	50 000 000	14/01/2012	23/01/2012	23/02/2012	23/02/2012	24/02/2012	03 mois	02/03/2012	06/03/2012	13/03/2012	13/03/2012	13/06/2012
19	Aménagement des désertes des quartiers par approche HIMO	MINDUH	40 000 000	14/01/2012	23/01/2012	23/02/2012	23/02/2012	24/02/2012	03 mois	02/03/2012	06/03/2012	13/03/2012	13/03/2012	13/06/2012
20	Construction de 05 dalots cadre de 1.5 X 1.5	MINDUH	70 000 000	14/01/2012	23/01/2012	23/02/2012	23/02/2012	24/02/2012	03 mois	02/03/2012	06/03/2012	13/03/2012	13/03/2012	13/06/2012
21	Réhabilitation des stations Scan water à Badongoe	BIP 2012	119 000 000	27/04/2012	04/05/2012	04/06/2012	04/06/2012	05/06/2012	03 mois	12/06/2012	15/06/2012	22/06/2012	22/06/2012	27/04/2012
22	Construction de 10 puits aménagés dans les localités de BELITA 2(02), NDEDE 1, MBONE, BILI BILI, BELIMBAM, NAMBALO, MBOUNOU, GBALAKISSA, GARINDEMBO et Réhabilitation de 03 forages à NYABI	PNDP	62 408 355	06/01/2012	13/01/2012	13/02/2012	13/02/2012	14/02/2012	03 mois	21/02/2012	24/02/2012	02/03/2012	02/03/2012	02/06/2012

7. MECANISME DE SUIVI-EVALUATION

Le renforcement de la capacité opérationnelle de la Commune constitue à la fois un objectif et une mesure d'accompagnement du présent PCD, afin de permettre à la Commune d'être apte à assumer ses responsabilités de maître d'ouvrage.

La Commune renforcera son opérationnalité par des différentes formations spécifiques et la mise en état de fonctionnement son organigramme. Mais l'organisation et la gestion du PCD sera basé essentiellement sur la mise en place d'un Comité de suivi communal qui viendra en appui à l'exécutif communal.

7.1. COMPOSITION ET ATTRIBUTIONS DU COMITE DE SUIVI-EVALUATION DU PCD

7.1.1. Missions du Comité de suivi-évaluation

Le comité de suivi aura pour missions principales le suivi de la programmation et de la mise en œuvre des actions/projets retenus dans le PCD. Dans ce contexte :

- Il participe à la mise en place du système communal de suivi,
- Veille au bon fonctionnement de ce système de suivi,
- Rend compte à l'exécutif communal,
- Participe aux séances d'auto évaluation,
- Suit l'exécution et les délais de réalisation de chaque activité,
- Communique, informe l'exécutif communal sur l'état d'avancement des activités et des difficultés rencontrées dans l'exécution de leurs missions,
- Le mandat de ce comité est de 3 ans.

7.1.2. Composition du Comité de suivi

Le comité de suivi qui a été mis en place à la suite des élections démocratiques est composé de 05 membres réparti de la manière suivante:

Tableau 30 : Composition du Comité de Suivi

N°	Nom et prénom	Poste occupé	Position au niveau communal
1	POL Moise	Président	Adjoint au Maire
2	DOKO BABA Georges Elvis	Vice-président	ACD
3	MAHI Georges	Rapporteur	Secrétaire Général
4	BABI DAMA Félix	Membre	Conseiller Municipal
5	Mme OKALA Marie	Membre	Conseiller Municipal
6	WONGOLO Daniel	Membre	Conseiller Municipal
7	DENGOUBOU Brigitte Epse NGAMA	Membre	Conseiller Municipal
8	DJAWOLO Dieudonné	Membre	Conseiller Municipal
9	NDOTOUA Moise	Membre	Conseiller Municipal
10	NDOBILO Jean Pierre	Membre	Président du comité de concertation
11	GIC ERE NOUVELLE	Membre	Représentants des OSC
12	Rev Jean Louis ABANDA ABANDO	Membre	Personnes ressources
13	DDTP –DDMINEE-DDMINBASE- DDMINDUH-DDMINADER- DDMINDAF-CHEF DISTRICT SANTE- DDFOF	Membre	Personnes ressources

7.1.3. Les acteurs de la mise en œuvre du PCD

Le tableau suivant présente le rôle des principaux types d'acteurs pour la mise en œuvre du PCD de Batouri

Tableau 31 : Rôle des acteurs de la mise en œuvre du suivi évaluation

Acteurs	Activités	Echéancier
Etat	Mise en place des appuis (aides, subventions) pour les actions de la Commune	Dès l'adoption du plan et l'approbation par la tutelle
Exécutif communal et Conseil Municipal	Développement d'un marketing social sur le Plan à l'endroit de tous les acteurs Mise en place d'organe de suivi (Comité de suivi) Election des membres du comité de suivi et leur installation Arrêté communal instituant le comité de suivi Promotion du Plan auprès des bailleurs et des partenaires au développement	Dès l'adoption du plan
Services techniques déconcentrés de l'Etat (SDE)	Accompagnement de la mise en œuvre des actions spécifiques	Activité permanente
Bailleurs et partenaires	Contribution au développement communal, Financement de certaines activités prioritaires, suivi-évaluation des activités financées ou appuyées	Sur la durée du Plan en fonction des besoins
Opérateurs économiques	Financement de certaines activités prioritaires - Incitations à soumettre des propositions de prestations de services pour certaines activités	Sur la durée du Plan en fonction des besoins
Associations et autres organisations	-Sollicitation pour contribuer au financement de certaines actions prioritaires	Sur la durée du Plan en fonction des besoins
Populations	Sollicitation pour les travaux à haute intensité de main d'œuvre Contributions diverses	Sur la durée du Plan en fonction des besoins

Source : Notre étude

7.2. Indicateurs de suivi et d'évaluation (par rapport au PIA)

Tableau 32: Indicateurs de suivi et d'évaluation

Secteur	Micro projet /activités	Indicateurs de suivi
Education de base	Achèvement de la maternelle de GADJI	Maternelle de GADJI achevé
	Réhabilitation et équipement de 03 salles de à l'EP de Badongoue	nombre de salles réhabilité et dotées de table banc
	Réhabilitation et équipement de 03 salles de à l'EP de Borongoue	nombre de salles réhabilité et dotées de table banc
	Réhabilitation et équipement de 03 salles de à l'EP de Garoua Sambé	nombre de salles réhabilité et dotées de table banc
	Réhabilitation et équipement de 03 salles de à l'EP de Bendissola	nombre de salles réhabilité et dotées de table banc
	Construction d'un bloc de 02 salle de classe au l'EP de Nagdebe	Nombre de salle de classe construit
	Construction de 02 salles de classe à l'école maternelle de Gadji	Nombre de salle de classe construit
	Réhabilitation de 02 salles à l'école publique d'Anoe	Nombre de salle de classe réhabilité
	Extension de l'ENIEG de Batouri	Nombre de bâtiment construit
	Construction d'un bloc latrine à l'école publique de Badongoe	Bloc latrine construit
Equipement en table bancs de l'école publique de MGBWAKO groupe 1B	Nombre de salle de classe équipée en table-banc	
Enseignement secondaire	Construction de 03 salles de classe au GBHS of Batouri	Nombre de salle de classe construit
	Construction d'un bloc de 02 salle de classe au CES de Trypano	Nombre de salle de classe construit
	Construction de 02 salles de classe au LT de Batouri	Nombre de salle de classe construit
	Réhabilitation de 03 salles de classe au lycée de Sambo	Nombre de salle de classe réhabilité
	Construction d'un bloc administratif au CES de Mbounou	Bloc administratif construit
	Réhabilitation de 03 salles de classe au CES de GADJI	Nombre de salle de classe réhabilité
	Equipement en table bancs au CES de GADJI	Nombre de salle de classe équipé en table banc
	Equipement en table bancs au LT de Batouri	Nombre de salle de classe équipé en table banc

Forêt et Faune	Projet forêt communale	Revenus générés
	Activités socioéconomique dans la FC	Superficie reboisée
Agriculture	Création d'une unité de production agroindustrielle de BORA	Unité de production créé
	Appui aux OP de la coopérative agricole communale (CAC) de Batouri	Nombre d'OP appuyé
Eau et Energie	Réhabilitation et extension du réseau d'adduction de Batouri (3000 m)	Réseau électrique réhabilité
	Réhabilitation d'un forage à Borongoe	Forage réhabilité
	Construction d'un puits équipé à Baribangue	Puits construit
	Construction d'un puits équipé à Djengue	Puits construit
	Construction d'un puits équipé à Ngangam	Puits construit
	Réhabilitation des stations Scan water à Badongoe	Station de la scan water réhabilitée
	Construction de 11 puits aménagés dans les localités de BELITA 2, NDEDE 1, MBONE, BILI BILI, BELIMBAM, NYABI, BELITA 3, NAMBALO, MBOUNOU, GBALAGUISSA, GARINDEMBO	Nombre de puits construits
Travaux Public	Construction d'un Dalot à Bokoto	Dalot construit
	Construction d'un Dalot à Batouri 2	Dalot construit
	Construction d'un Dalot au Quartier élevage/MC ²	Dalot construit
Elevage, pêche et industrie animale	Appui aux organisations d'éleveurs de la coopérative pastorale et halieutique communale (CPC) de Batouri	Nombre d'organisations appuyées
Santé publique	Construction du laboratoire de L'HD de Batouri	Laboratoire construit
	Construction du pavillon haut –standing de Batouri	Pavillon construit
Développement urbain et habitat	Voirie urbain et assainissement de la ville de Batouri	Travaux d'entretien et d'assainissement effectués
	Travaux de construction et d'équipement du centre d'insertion des jeunes en difficultés	Centre d'insertion des jeunes en difficultés opérationnel
	Aménagement des désertes des quartiers par approche HIMO	Travaux d'aménagement effectués
	Construction de 05 dalot cadre de 1.5 X 1.5	Nombre de dalot construit

7.3. Mécanisme de révision du PCD et de préparation du PIA

Le plan d'investissement annuel sera préparé chaque début d'année par l'équipe communale en collaboration avec les sectoriels représentés dans la Commune. Le PIA devra suivre après une autoévaluation du PIA précédent, afin de prendre en compte les écarts éventuels et/ou de capitaliser les acquis dans les prochaines orientations.

Le PCD devra être révisé tous les cinq ans. Il s'agira non seulement d'actualiser les données secondaires de la Commune, mais également d'élaborer un nouveau plan d'action triennal toujours sur la base d'une autoévaluation comme dans le cas de la préparation du PIA.

8. PLAN DE COMMUNICATION SUR LA MISE EN ŒUVRE DU PCD.

1- Communication interne

Objectif	Activité	Emetteur	Récepteur	Supports/Canaux de communication	Période	Indicateurs
Assurer une bonne circulation de l'information en interne	Mise à jour de l'organigramme en intégrant le service de communication et désignation d'un responsable de communication	Maire SG	Personnel communal Conseillers municipaux	Atelier	Janvier 2012	PV de validation du projet d'organigramme adapté Responsable de communication désigné

2- La communication externe

-La communication avec les autorités et les sectoriels

objectif	Activités	Emetteur	Récepteur	Support/outil	période	indicateur
Informers régulièrement les autorités de la commune	Production et diffusion d'un rapport trimestriel d'activités	Chargé de la communication Agent de développement SG	– Sectoriels – Préfecture – Comité départemental de suivi du Budget d'investissement Public	Rapports d'activités	trimestriel	Cahier de transmission

-La communication avec les populations

Objectif	Activités	Emetteur	Récepteur	Support/outil	Période	Indicateur
Sensibiliser les populations sur l'importance des activités de développement	Organisation des causeries éducatives avec les populations	Maires Conseillers municipaux	Communautés	Plan communal de développement	trimestriel	Fiche de présence Support d'IEC
Promouvoir la gouvernance locale	Communication sur le budget et le compte administratif de la commune	Maire Conseillers municipaux	Communautés	Budget et compte administratif		Nombre des rencontres avec les populations

Communication avec la société civile et le secteur privé

objectif	Activités	Emetteur	Récepteur	Supports/outils	Période	Indicateurs
Impliquer la société civile et le secteur privé dans la conduite des actions de développement	Organisation des rencontres avec la société civile et le secteur privé	Le maire	Société civile/secteur privé	Correspondances	Continue	Nombre de rencontre

Constituer une banque de données sur la société civile et le secteur privé	Mise en place d'un répertoire	Chargé de la communication	Maire	Fiches de recensement des OSC	Février-avril 2012	Répertoire disponible
Informier régulièrement la société civile et le secteur privé sur les activités de la commune	Conception et diffusion d'un rapport d'activités trimestriel	Chargé de la communication	Société civile, secteur privé	-Rapport d'activités trimestriel, semestriel et annuel	Continue	Liste de diffusion du rapport

- la Communication avec les partenaires techniques et financiers

Objectif	Activités	Emetteur	Récepteur	Support/outil	Période	Indicateur
Identifier les partenaires	Constitution d'un répertoire des partenaires	Chargé de la communication	Maires	Plan communal de développement Internet Documentation sur les partenaires technique et financier	Février-avril 2012	Répertoire disponible
Sensibiliser et impliquer les partenaires dans le processus de développement de la commune	Organisation des séances de travail et création des cadres de concertation entre la commune et les partenaires	Chargé de la communication	Maires	Réunion d'information avec les PTF	Continue	Compte rendu disponible
Informier régulièrement les partenaires sur l'exécution du plan de développement et des autres activités de la commune	Production et diffusion le rapport d'activités	-Maire -Conseillers municipaux	Projets et programmes Bailleurs de fonds ONG	Rapport d'activités	Continue	Rapport diffusé

Communication avec les élites extérieures et la diaspora

OBJECTIF	ACTIVITES	EMETTEUR	RECEPTEUR	SUPPORT/OUTIL	PERIODE	INDICATEUR
Identifier les élites extérieures et acteurs de la diaspora	Constitution d'un répertoire des élites extérieures et acteurs de la diaspora	Chargé de la communication	Maire	Fiche de recensement des élites	Février-avril 2012	Répertoire disponible
Sensibiliser et impliquer les élites extérieures et les élites de la diaspora dans le processus de développement de la commune	Organisation des campagnes de sensibilisation auprès des élites extérieures et les acteurs de la diaspora	Chargé de la communication	Maire	Campagnes d'information avec plan communal de développement comme support	Continue	Compte rendu disponible
Informier régulièrement les élites extérieures et les acteurs de la diaspora sur l'exécution du plan de développement et des autres activités de la commune	Production et diffusion du rapport d'activités	-Maire -Conseillers municipaux	Elites extérieures diaspora	Rapport d'activités transmis par email ou diffusé sur le site internet de la commune	Continue	Rapport diffusé

La communication de masse

OBJECTIF	ACTIVITE	EMETTEUR	RECEPTEUR	SUPPORT/OUTIL	PERIODE	INDICATEUR
Informier le grand public sur les activités de la commune, l'élaboration et la mise en œuvre du plan communal de développement	Organisation des émissions radio sur les activités de la commune	Maire Chargé de la communication	Grand public	RCB	Continue	Nombre d'émissions diffusées
	Réalisation des reportages et des documentaires sur les activités de la commune	Chargé de la communication	Grand public	Rapport d'activités Médias	Décembre 2012	Nombre de documentaire produits
	Création et diffuser un journal communal	Chargé de la communication	Grand public	Rapport d'activités Médias	Trimestriel	Nombre d'éditions

Actions de plaidoyer

Objectif	Activité	Emetteur	Récepteur	Support/ outil	Période	Indicateur
Rechercher des financements alternatifs pour la mise en œuvre du plan de développement	Organisation des rencontres auprès des bailleurs et des projets ainsi que des programmes	Maire	partenaires	Réunion d'information Bulletin d'information de la mairie ou plaquettes de compte rendu annuel des actions PCD et état de mise en œuvre	Continue	Nombre de rencontre réalisé Nombre de partenariat réalisé
	Organisation des rencontres auprès du secteur privé	Maire	Chefs d'entreprise		Continue	
	Organisation des rencontres avec la diaspora	Maire	Diaspora		Continue	

9. CONCLUSION

Le présent rapport a été consacré à la mise en œuvre du processus de planification Communale dans la Commune de Batouri du 29 juillet à décembre 2012. Sur la base des différents diagnostics participatifs, les problèmes de développement secteur par secteur ont été identifiés et analysés. Il s'en est suivi une planification stratégique et opérationnelle qui permettra désormais à la Commune de Batouri de disposer d'une vision et une stratégie de développement à court, moyen et long terme.

Le PCD de la Commune de Batouri se veut être un outil de travail pour la Commune et un cadre de référence qui permet à la Commune de négocier et de développer des partenariats pour le développement de la localité. En outre, le PCD est une source d'informations à la disposition des populations et des partenaires. En tant que tel, il voudrait présenter la « carte d'identité » la plus significative possible qui rendrait compte tant des potentialités objectives de la Commune que des contraintes matérielles, humaines et sociales limitant les chances de son développement. Durant toute l'intervention, l'accent a été mis sur la participation effective de toutes les parties prenantes dans toutes les phases du processus.

Les résultats des différents diagnostics révèlent entre autres problèmes majeurs et urgents dans différents secteurs entre autre :

- une grande pauvreté de la Commune en termes d'infrastructures sociales et économiques (éducation, santé, infrastructures marchand, eau et énergie...)
- un faible développement de l'économie locale ;
- une grande vulnérabilité socio-économique (accès limité aux soins de santé de qualité, l'analphabétisme, faible accès et niveau de revenus bas, l'insécurité alimentaire ...etc.)
- un faible développement organisationnel et institutionnel de la Commune et des organisations paysannes ;
- l'enclavement de la Commune (mauvais état des routes, accès limité à l'information) ;
- une grande vulnérabilité des populations au VIH/SIDA, notamment les femmes et les jeunes
- etc.

Sur la base de l'analyse des problèmes prioritaires des secteurs clés de développement de la Commune et en prenant en considération les ressources disponibles et mobilisables, une planification a été réalisée et budgétisée.

Le challenge à relever par la Commune de Batouri est donc de mobiliser effectivement des ressources suffisantes et durables pour assurer la mise en œuvre du PCD

BIBLIOGRAPHIE

- 1- Commune de Batouri, PNDP (2012) : Rapport de Diagnostic de l'Espace Urbain Communal (DEUC) de la Commune de Batouri;
- 2- Commune de Batouri, PNDP (2012): Rapport de Diagnostic Participatif Niveau Villages consolidé de la Commune de Batouri (DPNV) ;
- 3- Commune de Batouri, PNDP (2012): Rapport de Diagnostic Institutionnel Communal de la Commune de Batouri;
- 4- Délégation Départementale de l'Elevage, Pêche et Industrie Animale, 2010 : Rapport statistique ;
- 5- Délégation Départementale des Enseignements Secondaires, 2010 : Rapport de fin d'année scolaire 2010/2011
- 6- District de santé de Batouri, 2011 : Cadre de référence /évaluation du District de santé de Batouri
- 7- Inspection d'Arrondissement de l'éducation de base de Batouri, 2010 : Rapport de fin d'année scolaire 2010/2011
- 8- Ministère du Développement Urbain et de l'Habitat, 2011 : Plan sommaire d'urbanisme, Phase 2 : Diagnostic urbain de Batouri
- 9- Ministère du Développement Urbain et de l'Habitat, 2011 : Plan sommaire d'urbanisme, Phase 3 : Rapport justificatif de Batouri

ANNEXES

Annexe 1: Fiches de projets du CDMT

FICHE DE PROJET N°1 : Achèvement de la maternelle de GADJI

1	Mois	Année	Observations
Date d'établissement	12	2011	

2	INFORMATIONS SUR LE PROJET		
Nom de la Commune bénéficiaire	BATOURI		
Département	KADEY		
Région	EST		
Titre du Projet	Achèvement de la maternelle de GADJI		

3	FINANCEMENT DU PROJET (sur 1 an)	
Libellés	Montants	
Contribution sur budget Communal	2 100 000	
Contribution sur budget de l'Etat	0	
Autres co-financements confirmés (plan)	17 900 000	
Montant sollicité	0	
Total	21 000 000	

4	OBJECTIFS DU PROJET	
Groupes cible bénéficiaires	25 enfants de 3 à 5 ans à l'école maternelle de GADJI	
Problèmes à résoudre	Difficulté d'accès à l'éducation	
Objectifs globaux	Faciliter l'accès à l'éducation de qualité	
Objectifs spécifiques	Accroître en 2012, le niveau d'infrastructures dans une école maternelle	
Résultats attendus	- Une maternelle achevée à GADJI	
Activités	<ul style="list-style-type: none"> - Étude de faisabilité ; - Montage de la requête de financement ; - Mobilisation des ressources (matérielles, financières et humaines) ; - Passation du marché ; - Exécution du projet ; - Evaluation et réception. 	

5	LIEN AVEC LA PROGRAMMATION	
Orientations	Description	
PCD	Améliorer le cadre et les conditions de vie des populations locales	
Stratégie sectorielle	Augmenter l'offre, la qualité et l'adéquation de la formation	
Politique nationale (DSCE)	Accélérer la croissance et créer des emplois afin de réduire la pauvreté (2019)	
Autres à préciser (OMD 2)	Assurer l'éducation primaire pour tous	

6	COMPLEMENTARITE AVEC AUTRES INTERVENANTS			
Titre	Bailleur (s)	Terminé	En cours	
		Cocher		
RAS	RAS	RAS	RAS	

FICHE DE PROJET N° 2 : construction de deux salles de classe a la maternelle de GADJI

1	Mois	Année	Observations
Date d'établissement	12	2011	

2		INFORMATIONS SUR LE PROJET	
Nom de la Commune bénéficiaire	Batouri		
Département	KADEY		
Région	EST		
Titre du Projet	Construction et équipement de deux (02) salles de classe à la maternelle de GADJI		

3		FINANCEMENT DU PROJET (sur 1 an)	
Libellés	Montants		
Contribution sur budget Communal	0		
Contribution sur budget de l'Etat (bip 2012)	18 000 000		
Autres co-financements confirmés	0		
Montant sollicité	18 000 000		
Total	18 000 000		

4		OBJECTIFS DU PROJET	
Groupes cible bénéficiaires	25 enfants de 3 à 5 ans à la maternelle de GADJI		
Problèmes à résoudre	Difficulté d'accès à l'éducation		
Objectifs globaux	Faciliter l'accès à l'éducation de qualité		
Objectifs spécifiques	Accroître en 2011, le niveau d'infrastructures à l'école primaire publique de Bedobo		
Résultats attendus	- 01 bâtiment de 02 salles de classe est construit à l'école maternelle de GADJI		
Activités	<ul style="list-style-type: none"> - Étude de faisabilité ; - Montage de la requête de financement ; - Mobilisation des ressources (matérielles, financières et humaines) ; - Passation du marché ; - Exécution du projet ; - Evaluation et réception. 		

5		LIEN AVEC LA PROGRAMMATION	
Orientations	Description		
PCD	Améliorer le cadre et les conditions de vie des populations locales		
Stratégie sectorielle	Augmenter l'offre, la qualité et l'adéquation de la formation		
Politique nationale (DSCE)	Accélérer la croissance et créer des emplois afin de réduire la pauvreté (2019)		
Autres à préciser (OMD 2)	Assurer l'éducation primaire pour tous		

6				COMPLEMENTARITE AVEC AUTRES INTERVENANTS			
Titre	Bailleur (s)		Terminé	En cours			
			Cocher				
RAS	RAS		RAS	RAS			

FICHE DE PROJET N° 3 : Réhabilitation de 02 salles à l'école publique d'Anoe

1	Mois	Année	Observations
Date d'établissement	12	2011	

2 INFORMATIONS SUR LE PROJET	
Nom de la Commune bénéficiaire	Batouri
Département	Kadey
Région	Est
Titre du Projet	Réhabilitation de 02 salles a l'école publique d'Anoe)

3 Financement du PROJET (sur 1 an)	
Libellés	Montants
Contribution sur budget Communal	0
Contribution sur budget de l'Etat	18 000 000
Autres cofinancements confirmés (bip 2012)	0
Montant sollicité	18 000 000
Total	18 000 000

4 OBJECTIFS DU PROJET	
Groupes cible bénéficiaires	191 élèves de 6 a 14 ans pour l'école publique d'ANOE
Problèmes à résoudre	Délabrement des salles
Objectifs globaux	Améliorer la qualité et le cadre de l'éducation de base
Objectifs spécifiques	Accroître en 2012, l'offre en infrastructures scolaires dans les écoles de GOGAZI et TIMANGOLO
Résultats attendus	02 salles de classe réhabilitées
Activités	Étude de faisabilité ; Montage de la requête de financement ; Mobilisation des ressources (matérielles, financières et humaines) ; Passation du marché ; Exécution du projet ; Evaluation et réception.

5 LIEN AVEC LA PROGRAMMATION	
Orientations	Description
PCD	Améliorer le cadre et les conditions de vie des populations locales
Stratégie sectorielle	Augmenter l'offre, la qualité et l'adéquation de la formation
Politique nationale (DSCE)	Accélérer la croissance et créer des emplois afin de réduire la pauvreté (2019)
Autres à préciser	Assurer l'éducation primaire pour tous

6 COMPLEMENTARITE AVEC AUTRES INTERVENANTS			
Titre	Bailleur (s)	Terminé	En cours
		Cocher	
RAS	RAS	RAS	RAS

FICHE DE PROJET N° 4 : Extension de l'ENIEG de Batouri

1	Mois	Année	Observations
Date d'établissement	12	2011	

2	INFORMATIONS SUR LE PROJET
Nom de la Commune bénéficiaire	BATOURI
Département	Kadey
Région	Est
Titre du Projet	Extension de l'ENIEG de Batouri

3	Financement du PROJET (sur 1 an)	
Libellés		Montants
Contribution sur budget Communal		0
Contribution sur budget de l'Etat(bip 2012)		40 000 000
Autres cofinancements confirmés		0
Montant sollicité		40 000 000
Total		40 000 000

4	OBJECTIFS DU PROJET	
Groupes cible bénéficiaires		
Problèmes à résoudre	Insuffisance de bâtiments a l'ENIEG	
Objectifs globaux	Augmenter le nombre de bâtiments a l'ENIEG	
Objectifs spécifiques	Doter l'ENIEG de nouveaux bâtiments	
Résultats attendus	L'ENIEG est dotée de nouveaux bâtiments	
Activités	Étude de faisabilité ; Montage de la requête de financement ; Mobilisation des ressources (matérielles, financières et humaines) ; Passation du marché ; Exécution du projet ; Evaluation et réception.	

5	LIEN AVEC LA PROGRAMMATION	
Orientations	Description	
PCD	Améliorer le cadre et les conditions de vie des populations locales	
Stratégie sectorielle	Augmenter l'offre, la qualité et l'adéquation de la formation	
Politique nationale (DSCE)	Accélérer la croissance et créer des emplois afin de réduire la pauvreté (2019)	
Autres à préciser		

6	COMPLEMENTARITE AVEC AUTRES INTERVENANTS		
Titre	Bailleur (s)	Terminé	En cours
		Cocher	
RAS	RAS	RAS	RAS

FICHE DE PROJET N° 5 : Construction d'un bloc latrine à l'école publique de BADONGOUE

1	Mois	Année	Observations
Date d'établissement	12	2011	

2	INFORMATIONS SUR LE PROJET		
Nom de la Commune bénéficiaire	BATOURI		
Département	Kadey		
Région	Est		
Titre du Projet	Construction d'un bloc latrine à l'école publique de Badongoe		

3	FINANCEMENT DU PROJET (sur 1 an)	
Libellés	Montants	
Contribution sur budget Communal	0	
Contribution sur budget de l'Etat(bip 2012)	1 500 000	
Autres cofinancements confirmés	0	
Montant sollicité	1 500 000	
Total	1 500 000	

4	OBJECTIFS DU PROJET	
Groupes cible bénéficiaires	195 élèves a l'école publique de Badongoe	
Problèmes à résoudre	Insuffisance d'infrastructures scolaires	
Objectifs globaux	Augmenter les infrastructures scolaires	
Objectifs spécifiques	Construire en 2012 un bloc latrine a l'école publique de Badongoe	
Résultats attendus	L'école est dote d'un bloc latrine	
Activités	Étude de faisabilité ; Montage de la requête de financement ; Mobilisation des ressources (matérielles, financières et humaines) ; Passation du marché ; Exécution du projet ; Evaluation et réception.	

5	LIEN AVEC LA PROGRAMMATION	
Orientations	Description	
PCD	Améliorer le cadre et les conditions de vie des populations locales	
Stratégie sectorielle	Augmenter l'offre, la qualité et l'adéquation de la formation	
Politique nationale (DSCE)	Accélérer la croissance et créer des emplois afin de réduire la pauvreté (2019)	
Autres à préciser		

6	COMPLEMENTARITE AVEC AUTRES INTERVENANTS		
Titre	Bailleur (s)	Terminé	En cours
		Cocher	
RAS	RAS	RAS	RAS

FICHE DE PROJET N° 6 : Equipement en table bancs de l'école publique de MGBWAKO groupe 1B

1	Mois	Année	Observations
Date d'établissement	12	2011	
2 INFORMATIONS SUR LE PROJET			
Nom de la Commune bénéficiaire	BATOURI		
Département	Kadey		
Région	Est		
Titre du Projet	Equipement en table bancs de l'école publique de MGBWAKO groupe 1B		
3 FINANCEMENT DU PROJET (sur 1 an)			
Libellés			Montants
Contribution sur budget Communal			0
Contribution sur budget de l'Etat (bip 2012)			3 600 000
Autres cofinancements confirmés			0
Montant sollicité			3 600 000
Total			3 600 000
4 OBJECTIFS DU PROJET			
Groupes cible bénéficiaires	Environ 655 élèves a l'école publique de NGBWAKO groupe 1b		
Problèmes à résoudre	Insuffisance d'infrastructures scolaires		
Objectifs globaux	Augmenter les infrastructures scolaires		
Objectifs spécifiques	Accroître en 2012, le niveau d'infrastructures a l'école primaire de NGBWAKO groupe 1b		
Résultats attendus	L'école primaire de NGBWAKO groupe 1 b est dotée de table bancs		
Activités	Étude de faisabilité ; Montage de la requête de financement ; Mobilisation des ressources (matérielles, financières et humaines) ; Passation du marché ; Exécution du projet ; Evaluation et réception.		
5 LIEN AVEC LA PROGRAMMATION			
Orientations	Description		
PCD	Améliorer le cadre et les conditions de vie des populations locales		
Stratégie sectorielle	Augmenter l'offre, la qualité et l'adéquation de la formation		
Politique nationale (DSCE)	Accélérer la croissance et créer des emplois afin de réduire la pauvreté (2019)		
Autres à préciser			
6 COMPLEMENTARITE AVEC AUTRES INTERVENANTS			
Titre	Bailleur (s)	Terminé	En cours
		Cocher	
RAS	RAS	RAS	RAS

FICHE DE PROJET N° 7 : Construction de 03 salles de classe au GBHS of Batouri

1	Mois	Année	Observations
Date d'établissement	12	2011	
2 INFORMATIONS SUR LE PROJET			
Nom de la Commune bénéficiaire	BATOURI		
Département	Kadey		
Région	Est		
Titre du Projet	Construction de 03 salles de classe au GBHS of Batouri		
3 FINANCEMENT DU PROJET (sur 1 an)			
Libellés			Montants
Contribution sur budget Communal			0
Contribution sur budget de l'Etat (bip 2012)			27 000 000
Autres cofinancements confirmés			0
Montant sollicité			27 000 000
Total			27 000 000
4 OBJECTIFS DU PROJET			
Groupes cible bénéficiaires	Plus de 1189 élèves au Lycée Bilingue de BATOURI		
Problèmes à résoudre	Insuffisance d'infrastructures scolaires		
Objectifs globaux	Augmenter les infrastructures scolaires		
Objectifs spécifiques	Accroître en 2012, le niveau d'infrastructures au niveau du Lycée Bilingue de BATOURI		
Résultats attendus	03 salles de classe sont achevées au Lycée Bilingue de BATOURI		
Activités	Étude de faisabilité ; Montage de la requête de financement ; Mobilisation des ressources (matérielles, financières et humaines) ; Passation du marché ; Exécution du projet ; Evaluation et réception.		
5 LIEN AVEC LA PROGRAMMATION			
Orientations	Description		
PCD	Améliorer le cadre et les conditions de vie des populations locales		
Stratégie sectorielle	Augmenter l'offre, la qualité et l'adéquation de la formation		
Politique nationale (DSCE)	Accélérer la croissance et créer des emplois afin de réduire la pauvreté (2019)		
Autres à préciser			
6 COMPLEMENTARITE AVEC AUTRES INTERVENANTS			
Titre	Bailleur (s)	Terminé	En cours
		Cocher	
RAS	RAS	RAS	RAS

FICHE DE PROJET N°8 : Construction de 02 salles de classe au LT de Batouri

1	Mois	Année	Observations
Date d'établissement	12	2011	
2	INFORMATIONS SUR LE PROJET		
Nom de la Commune bénéficiaire	BATOURI		
Département	Kadey		
Région	Est		
Titre du Projet	Construction de 02 salles de classe au LT de Batouri		
3	FINANCEMENT DU PROJET (sur 1 an)		
Libellés			Montants
Contribution sur budget Communal			0
Contribution sur budget de l'Etat(bip 2012)			18 000 000
Autres cofinancements confirmés			0
Montant sollicité			18 000 000
Total			18 000 000
4	OBJECTIFS DU PROJET		
Groupes cible bénéficiaires	1200 élèves au lycée technique de BATOURI		
Problèmes à résoudre	Insuffisance d'infrastructures scolaires au LTB		
Objectifs globaux	Accroître les infrastructures au LTB		
Objectifs spécifiques	Doter en 2012, le LTB de 02 salles de classes		
Résultats attendus	– 02 salles de classe construites au LTB		
Activités	Étude de faisabilité ; Mobilisation des ressources (matérielles, financières et humaines) ; Passation du marché ; Exécution du projet ; Evaluation et réception.		
5	LIEN AVEC LA PROGRAMMATION		
Orientations	Description		
PCD	Améliorer le cadre et les conditions de vie des populations locales		
Stratégie sectorielle	Augmenter l'offre, la qualité et l'adéquation de la formation		
Politique nationale (DSCE)	Accélérer la croissance et créer des emplois afin de réduire la pauvreté (2019)		
Autres à préciser			
6	COMPLEMENTARITE AVEC AUTRES INTERVENANTS		
Titre	Bailleur (s)	Terminé	En cours
		Cocher	
RAS	RAS	RAS	RAS

FICHE DE PROJET N° 9 : Réhabilitation de 03 salles de classe au lycée de SAMBO

1	Mois	Année	Observations	
Date d'établissement	12	2011		
2	INFORMATIONS SUR LE PROJET			
Nom de la Commune bénéficiaire	BATOURI			
Département	Kadey			
Région	Est			
Titre du Projet	Réhabilitation de 03 salles de classe au lycée de SAMBO			
3	FINANCEMENT DU PROJET (sur 1 an)			
Libellés				Montants
Contribution sur budget Communal				0
Contribution sur budget de l'Etat (bip 2012)				13 500 000
Autres cofinancements confirmés				0
Montant sollicité				13 500 000
Total				13 500 000
4	OBJECTIFS DU PROJET			
Groupes cible bénéficiaires	Plus de 404 élèves au lycée de SAMBO			
Problèmes à résoudre	insuffisance d'infrastructures scolaires au lycée de SAMBO			
Objectifs globaux	Accroître le niveau d'infrastructures scolaires			
Objectifs spécifiques	Réhabiliter 03 salles de classe au lycée de SAMBO			
Résultats attendus	03 salles de classe sont réhabilitées au lycée de SAMBO			
Activités	Étude de faisabilité ; Montage de la requête de financement ; Mobilisation des ressources (matérielles, financières et humaines) ; Passation du marché ; Exécution du projet ; Evaluation et réception.			
5	LIEN AVEC LA PROGRAMMATION			
Orientations	Description			
PCD	Améliorer le cadre et les conditions de vie des populations locales			
Stratégie sectorielle	Augmenter l'offre, la qualité et l'adéquation de la formation			
Politique nationale (DSCE)	Accélérer la croissance et créer des emplois afin de réduire la pauvreté (2019)			
Autres à préciser (OMD)	Assurer un environnement durable			
6	COMPLEMENTARITE AVEC AUTRES INTERVENANTS			
Titre	Bailleur (s)	Terminé	En cours	
		Cocher		
RAS	RAS	RAS	RAS	

FICHE DE PROJET N° 10 : construction d'un bloc administratif au ces de MBOUNOU

1	Mois	Année	Observations	
Date d'établissement	12	2011		
2	INFORMATIONS SUR LE PROJET			
Nom de la Commune bénéficiaire	BATOURI			
Département	Kadey			
Région	Est			
Titre du Projet	Construction d'un bloc administratif au CES de Mbounou			
3	FINANCEMENT DU PROJET (sur 1 an)			
Libellés			Montants	
Contribution sur budget Communal			0	
Contribution sur budget de l'Etat (bip 2012)			30 000 000	
Autres cofinancements			0	
Montant sollicité			30 000 000	
Total			30 000 000	
4	OBJECTIFS DU PROJET			
Groupes cible bénéficiaires	52 élèves au ces de MBOUNOU			
Problèmes à résoudre	insuffisance d'infrastructures scolaires au ces de MBOUNOU			
Objectifs globaux	Accroître le niveau d'infrastructures scolaires			
Objectifs spécifiques	Doter le ces d'un bloc administratif			
Résultats attendus	01 bloc administratif est construit au ces de MBOUNOU			
Activités	Étude de faisabilité ; Montage de la requête de financement ; Mobilisation des ressources (matérielles, financières et humaines) ; Passation du marché ; Exécution du projet ; Evaluation et réception.			
5	LIEN AVEC LA PROGRAMMATION			
Orientations	Description			
PCD	Améliorer le cadre et les conditions de vie des populations locales			
Stratégie sectorielle	Augmenter l'offre, la qualité et l'adéquation de la formation			
Politique nationale (DSCE)	Accélérer la croissance et créer des emplois afin de réduire la pauvreté (2019)			
Autres à préciser				
6	COMPLEMENTARITE AVEC AUTRES INTERVENANTS			
Titre	Bailleur (s)	Terminé	En cours	
		Cocher		
RAS	RAS	RAS	RAS	

FICHE DE PROJET N° 11 : Equipement en table bancs au CES de GADJI

1	Mois	Année	Observations	
Date d'établissement	12	2011		
2	INFORMATIONS SUR LE PROJET			
Nom de la Commune bénéficiaire	BATOURI			
Département	Kadey			
Région	Est			
Titre du Projet	Equipement en table bancs au CES de GADJI			
3	FINANCEMENT DU PROJET (sur 1 an)			
Libellés				Montants
Contribution sur budget Communal				0
Contribution sur budget de l'Etat (bip 2012)				1 800 000
Autres cofinancements confirmés				0
Montant sollicité				1 800 000
Total				1 800 000
4	OBJECTIFS DU PROJET			
Groupes cible bénéficiaires	52 élèves environ au ces de GADJI			
Problèmes à résoudre	insuffisance d'infrastructures scolaires au ces de GADJI			
Objectifs globaux	Accroître le niveau d'infrastructures scolaires			
Objectifs spécifiques	Doter le ces de table bancs			
Résultats attendus	Le CES est équipé en table bancs			
Activités	Étude de faisabilité ; Montage de la requête de financement ; Mobilisation des ressources (matérielles, financières et humaines) ; Passation du marché ; Exécution du projet ; Evaluation et réception.			
5	LIEN AVEC LA PROGRAMMATION			
Orientations	Description			
PCD	Améliorer le cadre et les conditions de vie des populations locales			
Stratégie sectorielle	Augmenter l'offre, la qualité et l'adéquation de la formation			
Politique nationale (DSCE)	Accélérer la croissance et créer des emplois afin de réduire la pauvreté (2019)			
Autres à préciser				
6	COMPLEMENTARITE AVEC AUTRES INTERVENANTS			
Titre	Bailleur (s)	Terminé	En cours	
		Cocher		
RAS	RAS	RAS	RAS	

FICHE DE PROJET N° 12 : Equipement en table bancs au LT de Batouri

1	Mois	Année	Observations
Date d'établissement	12	2011	
2 INFORMATIONS SUR LE PROJET			
Nom de la Commune bénéficiaire	BATOURI		
Département	Kadey		
Région	Est		
Titre du Projet	Equipement en table bancs au LT de Batouri		
3 FINANCEMENT DU PROJET (sur 1 an)			
Libellés			Montants
Contribution sur budget Communal			0
Contribution sur budget de l'Etat (bip 2012)			1 800 000
Autres cofinancements confirmés			0
Montant sollicité			1 800 000
Total			1 800 000
4 OBJECTIFS DU PROJET			
Groupes cible bénéficiaires	Environs 1200 élèves au LT de BATOURI		
Problèmes à résoudre	insuffisance d'infrastructures scolaires au LT de BATOURI		
Objectifs globaux	Accroître le niveau d'infrastructures scolaires		
Objectifs spécifiques	Doter le LT de BATOURI de table bancs		
Résultats attendus			
Activités	Étude de faisabilité ; Montage de la requête de financement ; Mobilisation des ressources (matérielles, financières et humaines) ; Passation du marché ; Exécution du projet ; Evaluation et réception.		
5 LIEN AVEC LA PROGRAMMATION			
Orientations	Description		
PCD	Améliorer le cadre et les conditions de vie des populations locales		
Stratégie sectorielle	Augmenter l'offre, la qualité et l'adéquation de la formation		
Politique nationale (DSCE)	Accélérer la croissance et créer des emplois afin de réduire la pauvreté (2019)		
Autres à préciser			
6 COMPLEMENTARITE AVEC AUTRES INTERVENANTS			
Titre	Bailleur (s)	Terminé	En cours
		Cocher	
RAS	RAS	RAS	RAS

FICHE DE PROJET N° 13 : Création d'une unité de production agroindustrielle de BORA

1	Mois	Année	Observations
Date d'établissement	12	2011	
2 INFORMATIONS SUR LE PROJET			
Nom de la Commune bénéficiaire	Batouri		
Département	Kadey		
Région	Est		
Titre du Projet	Création d'une unité de production agroindustrielle de BORA		
3 FINANCEMENT DU PROJET (sur 1 an)			
Libellés			Montants
Contribution sur budget Communal			15 000 000
Contribution sur budget de l'Etat			/
Autres cofinancements confirmés (UNION EUROPEENNE)			/
Montant sollicité			
Total			
4 OBJECTIFS DU PROJET			
Groupes cible bénéficiaires			
Problèmes à résoudre	Faible production agricole		
Objectifs globaux	Augmenter la production agricole		
Objectifs spécifiques	Mise en place de l'unité agro-industrielle de BORA (Prise de participation		
Résultats attendus	L'unité agro industrielle de BORA a été mise en place)		
Activités	Étude de faisabilité ; Montage de la requête de financement ; Mobilisation des ressources (matérielles, financières et humaines) ; Passation du marché ; Exécution du projet ; Evaluation et réception.		
5 LIEN AVEC LA PROGRAMMATION			
Orientations	Description		
PCD	Améliorer le cadre et les conditions de vie des populations locales		
Stratégie sectorielle	Accroître au moins de 60% le niveau de production agricole dans les filières (manioc, maïs, arachide, plantain, igname, cacao, café, tomate, haricot, Macabo) dans cinq ans		
Politique nationale (DSCE)	Accélérer la croissance et créer des emplois afin de réduire la pauvreté (2019)		
Autres à préciser			
6 COMPLEMENTARITE AVEC AUTRES INTERVENANTS			
Titre	Bailleur (s)	Terminé	En cours
		Cocher	
RAS	RAS	RAS	RAS

FICHE DE PROJET N° 14 : Appui aux OP de la coopérative agricole communale (CAC) de Batouri

1	Mois	Année	Observations
Date d'établissement	12	2011	
2 INFORMATIONS SUR LE PROJET			
Nom de la Commune bénéficiaire	Batouri		
Département	Kadey		
Région	Est		
Titre du Projet	Appui aux OP de la coopérative agricole communale (CAC) de Batouri		
3 FINANCEMENT DU PROJET (sur 1 an)			
Libellés			Montants
Contribution sur budget Communal			0
Contribution sur budget de l'Etat (bip 2012)			100 000 000
Autres cofinancements confirmés			0
Montant sollicité			100 000 000
Total			100 000 000
4 OBJECTIFS DU PROJET			
Groupes cible bénéficiaires	'au moins 100 groupes de producteurs (dont 20% membres femmes)		
Problèmes à résoudre	faible production agricole		
Objectifs globaux	Augmenter la production agricole		
Objectifs spécifiques	Encadrer les OP de la coopérative agricole communale de BATOURI		
Résultats attendus	Les OP de la coopérative agricole communale de BATOURI ont été appuyées		
Activités	Étude de faisabilité ; Montage de la requête de financement ; Mobilisation des ressources (matérielles, financières et humaines) ; Passation du marché ; Exécution du projet ; Evaluation et réception.		
5 LIEN AVEC LA PROGRAMMATION			
Orientations	Description		
PCD	Améliorer le cadre et les conditions de vie des populations locales		
Stratégie sectorielle	Accroître au moins de 60% le niveau de production agricole dans les filières (manioc, maïs, arachide, plantain, igname, cacao, café, tomate, haricot, Macabo) dans cinq ans		
Politique nationale (DSCE)	Accélérer la croissance et créer des emplois afin de réduire la pauvreté (2019)		
Autres à préciser (OMD)			
6 COMPLEMENTARITE AVEC AUTRES INTERVENANTS			
Titre	Bailleur (s)	Terminé	En cours
		Cocher	
RAS	RAS	RAS	RAS

FICHE DE PROJET N° 15 : Réhabilitation des stations Scan water à BADONGOUE

1		Mois	Année	Observations
	Date d'établissement	12	2011	
2	INFORMATIONS SUR LE PROJET			
	Nom de la Commune bénéficiaire	BATOURI		
	Département	Kadey		
	Région	Est		
	Titre du Projet	Réhabilitation des stations Scan water à Badongoe		
3	FINANCEMENT DU PROJET (sur 1 an)			
	Libellés	Montants		
	Contribution sur budget Communal	0		
	Contribution sur budget de l'Etat BIP 2012)	119 000 000		
	Autres cofinancements confirmés	0		
	Montant sollicité	119 000 000		
	Total	119 000 000		
4	OBJECTIFS DU PROJET			
	Groupes cible bénéficiaires			
	Problèmes à résoudre	Difficulté d'accès a l'eau potable		
	Objectifs globaux	Améliorer l'accès et à l'eau potable		
	Objectifs spécifiques	Réhabilitation de la station Scan water à Badongoe		
	Résultats attendus	La station scan water de BADONGOE a été réhabilitée		
	Activités	Mobilisation des ressources (matérielles, financières et humaines) ; Passation du marché ; Exécution du projet ; Evaluation et réception.		
5	LIEN AVEC LA PROGRAMMATION			
	Orientations	Description		
	PCD	Améliorer le cadre et les conditions de vie des populations locales		
	Stratégie sectorielle	Améliorer l'offre et garantir l'accès de la majorité a l'eau potable		
	Politique nationale (DSCE)	Accélérer la croissance et créer des emplois afin de réduire la pauvreté (2019)		
	Autres à préciser (OMD)			
6	COMPLEMENTARITE AVEC AUTRES INTERVENANTS			
	Titre	Bailleur (s)	Terminé	En cours
			Cocher	
	RAS	RAS	RAS	RAS

FICHE DE PROJET N° 16 : Appui aux organisations d'éleveurs de la coopérative pastorale et halieutique communale (CPC) de Batouri

1	Mois	Année	Observations
Date d'établissement	12	2011	
2 INFORMATIONS SUR LE PROJET			
Nom de la Commune bénéficiaire	BATOURI		
Département	Kadey		
Région	Est		
Titre du Projet	Appui aux organisations d'éleveurs de la coopérative pastorale et halieutique communale (CPC) de Batouri		
3 FINANCEMENT DU PROJET (sur 1 an)			
Libellés			Montants
Contribution sur budget Communal			0
Contribution sur budget de l'Etat (bip 2012)			100 000 000
Autres cofinancements confirmés			0
Montant sollicité			100 000 000
Total			100 000 000
4 OBJECTIFS DU PROJET			
Groupes cible bénéficiaires			
Problèmes à résoudre	Faible production animale		
Objectifs globaux	Accroître la production animale et halieutique		
Objectifs spécifiques	Appuyer les organisations d'éleveurs de la coopérative pastorale et halieutique de BATOURI		
Résultats attendus	Les organisations de la coopérative pastorale et halieutique communale de BATOURI ont été appuyées		
Activités	Mobilisation des ressources (matérielles, financières et humaines) ; Passation du marché ; Exécution du projet ; Evaluation et réception.		
5 LIEN AVEC LA PROGRAMMATION			
Orientations	Description		
PCD	Améliorer le cadre et les conditions de vie des populations locales		
Stratégie sectorielle	Améliorer l'offre et garantir l'accès de la majorité aux produits de la l'élevage et de la pêche		
Politique nationale (DSCE)	Accélérer la croissance et créer des emplois afin de réduire la pauvreté (2019)		
Autres à préciser (OMD)			
6 COMPLEMENTARITE AVEC AUTRES INTERVENANTS			
Titre	Bailleur (s)	Terminé	En cours
		Cocher	
RAS	RAS	RAS	RAS

FICHE DE PROJET N° 17 : Construction du laboratoire de L'HD de Batouri

1	Mois	Année	Observations
Date d'établissement	12	2011	
2	INFORMATIONS SUR LE PROJET		
Nom de la Commune bénéficiaire	Batouri		
Département	Kadey		
Région	Est		
Titre du Projet	Construction du laboratoire de L'HD de Batouri		
3	FINANCEMENT DU PROJET (sur 1 an)		
Libellés			Montants
Contribution sur budget Communal			0
Contribution sur budget de l'Etat (bip 2012)			30 000 000
Autres cofinancements confirmés			0
Montant sollicité			30 000 000
Total			30 000 000
4	OBJECTIFS DU PROJET		
Groupes cible bénéficiaires			
Problèmes à résoudre	Difficulté d'accès aux soins de sante de qualité		
Objectifs globaux	Améliorer l'accessibilité des populations aux soins de santé de qualité		
Objectifs spécifiques	Construire et équiper le laboratoire de l'hôpital de district de BATOURI		
Résultats attendus	Le laboratoire de L'HD de BATOURI a été construit et équipé		
Activités	Étude de faisabilité ; Montage de la requête de financement ; Mobilisation des ressources (matérielles, financières et humaines) ; Passation du marché ; Exécution du projet ; Evaluation et réception.		
5	LIEN AVEC LA PROGRAMMATION		
Orientations	Description		
PCD	Améliorer le cadre et les conditions de vie des populations locales		
Stratégie sectorielle	Faciliter l'accès universel aux services et soins de santé de qualité à travers l'amélioration de l'offre		
Politique nationale (DSCE)	Accélérer la croissance et créer des emplois afin de réduire la pauvreté (2019)		
Autres à préciser (OMD)			
6	COMPLEMENTARITE AVEC AUTRES INTERVENANTS		
Titre	Bailleur (s)	Terminé	En cours
		Cocher	
RAS	RAS	RAS	RAS

FICHE DE PROJET N° 18 : Construction du pavillon haut –standing de L’HD de Batouri

1	Mois	Année	Observations
Date d'établissement	12	2011	
2	INFORMATIONS SUR LE PROJET		
Nom de la Commune bénéficiaire	Batouri		
Département	Kadey		
Région	Est		
Titre du Projet	Construction du pavillon haut –standing de L'HD Batouri		
3	FINANCEMENT DU PROJET (sur 1 an)		
Libellés			Montants
Contribution sur budget Communal			0
Contribution sur budget de l'Etat (bip 2012)			40 000 000
Autres cofinancements confirmés			0
Montant sollicité			40 000 000
Total			40 000 000
4	OBJECTIFS DU PROJET		
Groupes cible bénéficiaires			
Problèmes à résoudre	Difficulté d'accès aux soins de santé de qualité		
Objectifs globaux	Faciliter l'accès des populations aux soins de santé de qualité		
Objectifs spécifiques	Construire un pavillon haut standing a L'HD de BATOURI		
Résultats attendus	Un pavillon haut standing a été construit a l'HD de BATOURI		
Activités	Étude de faisabilité ; Montage de la requête de financement ; Mobilisation des ressources (matérielles, financières et humaines) ; Passation du marché ; Exécution du projet ; Evaluation et réception.		
5	LIEN AVEC LA PROGRAMMATION		
Orientations	Description		
PCD	Améliorer le cadre et les conditions de vie des populations locales		
Stratégie sectorielle	Faciliter l'accès universel aux services et soins de santé de qualité à travers l'amélioration de l'offre		
Politique nationale (DSCE)	Accélérer la croissance et créer des emplois afin de réduire la pauvreté (2019)		
Autres à préciser (OMD)			
6	COMPLEMENTARITE AVEC AUTRES INTERVENANTS		
Titre	Bailleur (s)	Terminé	En cours
RAS	RAS	RAS	RAS

FICHE DE PROJET N° 19 : Voirie urbain et assainissement de la ville de Batouri

1	Mois	Année	Observations	
Date d'établissement	12	2011		
2	INFORMATIONS SUR LE PROJET			
Nom de la Commune bénéficiaire	Batouri			
Département	Kadey			
Région	Est			
Titre du Projet	Voirie urbain et assainissement de la ville de Batouri			
3	FINANCEMENT DU PROJET (sur 1 an)			
Libellés				Montants
Contribution sur budget Communal				0
Contribution sur budget de l'Etat (bip 2012)				1 264 000 000
Autres cofinancements confirmés				0
Montant sollicité				1 264 000 000
Total				1 264 000 000
4	OBJECTIFS DU PROJET			
Groupes cible bénéficiaires				
Problèmes à résoudre	Faible urbanisation de la commune			
Objectifs globaux	Urbaniser la commune			
Objectifs spécifiques	Assainir la ville de BATOURI			
Résultats attendus	La ville de BATOURI a été assainie			
Activités	Étude de faisabilité ; Montage de la requête de financement ; Mobilisation des ressources (matérielles, financières et humaines) ; Passation du marché ; Exécution du projet ; Evaluation et réception.			
5	LIEN AVEC LA PROGRAMMATION			
Orientations	Description			
PCD	Améliorer le cadre et les conditions de vie des populations locales			
Stratégie sectorielle	Améliorer sensiblement l'état des voies d'accès			
Politique nationale (DSCE)	Accélérer la croissance et créer des emplois afin de réduire la pauvreté (2019)			
Autres à préciser (OMD)				
6	COMPLEMENTARITE AVEC AUTRES INTERVENANTS			
Titre	Bailleur (s)	Terminé	En cours	
		Cocher		
RAS	RAS	RAS	RAS	

FICHE DE PROJET N° 20 : Travaux de construction et d'équipement du centre d'insertion des jeunes en difficultés

1	Mois	Année	Observations	
Date d'établissement	12	2011		
2	INFORMATIONS SUR LE PROJET			
Nom de la Commune bénéficiaire	BATOURI			
Département	Kadey			
Région	Est			
Titre du Projet				
	FINANCEMENT DU PROJET (sur 1 an)			
Libellés			Montants	
Contribution sur budget Communal			0	
Contribution sur budget de l'Etat (MINDUH)			50 000 000	
Autres cofinancements confirmés			0	
Montant sollicité			50 000 000	
Total			50 000 000	
4	OBJECTIFS DU PROJET			
Groupes cible bénéficiaires				
Problèmes à résoudre	Faible urbanisation de la commune			
Objectifs globaux	Urbaniser la commune			
Objectifs spécifiques	Construction et équipement du centre d'insertion des jeunes en difficulté			
Résultats attendus	Un centre d'insertion des jeunes en difficulté a été construit et équipé			
Activités	Étude de faisabilité ; Montage de la requête de financement ; Mobilisation des ressources (matérielles, financières et humaines) ; Passation du marché ; Exécution du projet ; Evaluation et réception.			
5	LIEN AVEC LA PROGRAMMATION			
Orientations	Description			
PCD	Améliorer le cadre et les conditions de vie des populations locales			
Stratégie sectorielle	Améliorer sensiblement l'état des infrastructures d'urbanisation			
Politique nationale (DSCE)	Accélérer la croissance et créer des emplois afin de réduire la pauvreté (2019)			
Autres à préciser (OMD)				
6	COMPLEMENTARITE AVEC AUTRES INTERVENANTS			
Titre	Bailleur (s)	Terminé	En cours	
		Cocher		
RAS	RAS	RAS	RAS	

FICHE DE PROJET N° 21 : Aménagement des désertes des quartiers par approche HIMO

1	Mois	Année	Observations
Date d'établissement	12	2011	
2 INFORMATIONS SUR LE PROJET			
Nom de la Commune bénéficiaire	BATOURI		
Département	Kadey		
Région	Est		
Titre du Projet	Aménagement des désertes des quartiers par approche HIMO		
3 FINANCEMENT DU PROJET (sur 1 an)			
Libellés			Montants
Contribution sur budget Communal			0
Contribution sur budget de l'Etat(MINDUH)			40 000 000
Autres cofinancements confirmés			0
Montant sollicité			40 000 000
Total			40 000 000
4 OBJECTIFS DU PROJET			
Groupes cible bénéficiaires			
Problèmes à résoudre	Faible urbanisation de la commune		
Objectifs globaux	Urbaniser la commune		
Objectifs spécifiques	Aménager les dessertes de quartiers par approche HIMO		
Résultats attendus	Les dessertes des quartiers ont été aménagées		
Activités	Étude de faisabilité ; Montage de la requête de financement ; Mobilisation des ressources (matérielles, financières et humaines) ; Passation du marché ; Exécution du projet ; Evaluation et réception.		
5 LIEN AVEC LA PROGRAMMATION			
Orientations	Description		
PCD	Améliorer le cadre et les conditions de vie des populations locales		
Stratégie sectorielle	Améliorer sensiblement l'état des voies d'accès		
Politique nationale (DSCE)	Accélérer la croissance et créer des emplois afin de réduire la pauvreté (2019)		
Autres à préciser			
6 COMPLEMENTARITE AVEC AUTRES INTERVENANTS			
Titre	Bailleur (s)	Terminé	En cours
		Cocher	
RAS	RAS	RAS	RAS

FICHE DE PROJET N° 22 : Construction de 05 dalot cadre de 1.5 X 1.5

1	Mois	Année	Observations
Date d'établissement	12	2011	
2	INFORMATIONS SUR LE PROJET		
Nom de la Commune bénéficiaire	BATOURI		
Département	Kadey		
Région	Est		
Titre du Projet	Construction de 05 dalots cadre de 1.5 X 1.5		
3	FINANCEMENT DU PROJET (sur 1 an)		
Libellés			Montants
Contribution sur budget Communal			0
Contribution sur budget de l'Etat (MINDUH)			70 000 000
Autres cofinancements confirmés			0
Montant sollicité			70 000 000
Total			70 000 000
4	OBJECTIFS DU PROJET		
Groupes cible bénéficiaires			
Problèmes à résoudre	Faible urbanisation de la commune		
Objectifs globaux	Urbaniser la commune		
Objectifs spécifiques	construire 05 dalots de 1.5x1.5		
Résultats attendus	05 dalots 1.5x1.5 ont été construits		
Activités	Étude de faisabilité ; Montage de la requête de financement ; Mobilisation des ressources (matérielles, financières et humaines) ; Passation du marché ; Exécution du projet ; Evaluation et réception.		
5	LIEN AVEC LA PROGRAMMATION		
Orientations	Description		
PCD	Améliorer le cadre et les conditions de vie des populations locales		
Stratégie sectorielle	Améliorer sensiblement l'état des voies d'accès		
Politique nationale (DSCE)	Accélérer la croissance et créer des emplois afin de réduire la pauvreté (2019)		
Autres à préciser			
6	COMPLEMENTARITE AVEC AUTRES INTERVENANTS		
Titre	Bailleur (s)	Terminé	En cours
		Cocher	
RAS	RAS	RAS	RAS

FICHE DE PROJET N° 23 : Projet forêt communale

1		Mois	Année	Observations	
Date d'établissement		04	2011		
2 INFORMATIONS SUR LE PROJET					
Nom de la Commune bénéficiaire		BATOURI			
Département		Kadey			
Région		Est			
Titre du Projet		Projet forêt communale			
3 FINANCEMENT DU PROJET (sur 1 an)					
Libellés				Montants	
Contribution sur budget Communal				4 000 000	
Contribution sur budget de l'Etat				0	
Autres cofinancements confirmés (CTFC)				36 000 000	
Montant sollicité				40 000 000	
Total				40 000 000	
4 OBJECTIFS DU PROJET					
Groupes cible bénéficiaires					
Problèmes à résoudre		Dégradation du potentiel faunique et floristique			
Objectifs globaux		Améliorer la gestion du potentiel faunique et floristique			
Objectifs spécifiques		Accélérer le processus d'obtention de la forêt communale			
Résultats attendus		le processus foret communale a été accéléré			
Activités		Étude de faisabilité ; Montage de la requête de financement ; Mobilisation des ressources (matérielles, financières et humaines) ; Passation du marché ; Exécution du projet ; Evaluation et réception.			
5 LIEN AVEC LA PROGRAMMATION					
Orientations		Description			
PCD		Améliorer le cadre et les conditions de vie des populations locales			
Stratégie sectorielle		améliorer sensiblement l'état de la foret communale			
Politique nationale (DSCE)		Accélérer la croissance et créer des emplois afin de réduire la pauvreté (2019)			
Autres à préciser					
6 COMPLEMENTARITE AVEC AUTRES INTERVENANTS					
Titre		Bailleur (s)		Terminé	En cours
				Cocher	
RAS		RAS		RAS	RAS

FICHE DE PROJET N° 24 : Activités socioéconomique dans la FC

1	Mois	Année	Observations
Date d'établissement	12	2011	
2	INFORMATIONS SUR LE PROJET		
Nom de la Commune bénéficiaire	BATOURI		
Département	Kadey		
Région	Est		
Titre du Projet	Activités socioéconomique dans la FC		
3	FINANCEMENT DU PROJET (sur 1 an)		
Libellés			Montants
Contribution sur budget Communal			5 000 000
Contribution sur budget de l'Etat			0
Autres cofinancements confirmés (CTFC)			5 000 000
Montant sollicité			10 000 000
Total			10 000 000
4	OBJECTIFS DU PROJET		
Groupes cible bénéficiaires			
Problèmes à résoudre	Dégradation du potentiel faunique et floristique		
Objectifs globaux	Améliorer la gestion du potentiel faunique et floristique		
Objectifs spécifiques	Organiser des activités socio- économiques dans la FC		
Résultats attendus	Les activités socio économiques ont été organisées dans la FC		
Activités	Étude de faisabilité ; Montage de la requête de financement ; Mobilisation des ressources (matérielles, financières et humaines) ; Passation du marché ; Exécution du projet ; Evaluation et réception.		
5	LIEN AVEC LA PROGRAMMATION		
Orientations	Description		
PCD	Améliorer le cadre et les conditions de vie des populations locales		
Stratégie sectorielle	améliorer sensiblement l'état de la foret communale		
Politique nationale (DSCE)	Accélérer la croissance et créer des emplois afin de réduire la pauvreté (2019)		
Autres à préciser			
6	COMPLEMENTARITE AVEC AUTRES INTERVENANTS		
Titre	Bailleur (s)	Terminé	En cours
		Cocher	
RAS	RAS	RAS	RAS

FICHE DE PROJET N° 25 Construction de 11 puits aménagés dans les localités de BELITA 2, NDEDE 1, MBONE, BILI BILI, BELIMBAM, NYABI, BELITA 3, NAMBALO, MBOUNOU, GBALAKISSA, NGARINDEMBO

1		Mois	Année	Observations
Date d'établissement		12	2011	
2	INFORMATIONS SUR LE PROJET			
Nom de la Commune bénéficiaire	BATOURI			
Département	Kadey			
Région	Est			
Titre du Projet	Construction de 11 puits aménagés dans les localités de BELITA 2 NDEDE 1 MBONE, BILI BILI, BELIMBAM, NYABI, BELITA 3, NAMBALO, MBOUNOU, GBALAKISSA, NGARINDEMBO			
3	FINANCEMENT DU PROJET (sur 1 an)			
Libellés				Montants
Contribution sur budget Communal				
Contribution sur budget de l'Etat				0
Autres co-financements confirmés (PNDP)				62 408 355
Montant sollicité				
Total				62 408 355
4	OBJECTIFS DU PROJET			
Groupes cible bénéficiaires				
Problèmes à résoudre	Difficulté d'accès à l'énergie électrique et à l'eau potable			
Objectifs globaux	Améliorer l'accès à l'énergie électrique et à l'eau potable			
Objectifs spécifiques	Construire 11 puits aménagés dans les localités de BELITA 2 NDEDE 1 MBONE, BILI BILI, BELIMBAM, NYABI, BELITA 3, NAMBALO, MBOUNOU, GBALAKISSA, NGARINDEMBO			
Résultats attendus	11 puits aménagés ont été construit dans les localités de BELITA 2 NDEDE 1 MBONE, BILI BILI, BELIMBAM, NYABI, BELITA 3, NAMBALO, MBOUNOU, GBALAKISSA, NGARINDEMBO			
Activités	Étude de faisabilité ; Montage de la requête de financement ; Mobilisation des ressources (matérielles, financières et humaines) ; Passation du marché ; Exécution du projet ; Evaluation et réception.			
5	LIEN AVEC LA PROGRAMMATION			
Orientations	Description			
PCD	Améliorer le cadre et les conditions de vie des populations locales			
Stratégie sectorielle	Améliorer l'offre et garantir l'accès de la majorité à l'eau potable			
Politique nationale (DSCE)	Accélérer la croissance et créer des emplois afin de réduire la pauvreté (2019)			
Autres à préciser				
6	COMPLEMENTARITE AVEC AUTRES INTERVENANTS			
Titre	Bailleur (s)	Terminé	En cours	
		Cocher		
RAS	RAS	RAS	RAS	